

LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 34 - Juin 2023

L'industrie agroalimentaire en AEOI

Editorial

Bonjour à nos amis lecteurs,

Durant vos vacances, entre mots fléchés, roman de plage ou Lettre mensuelle régionale, j'espère que vous choisirez cette dernière ! Ici, à Nairobi, c'est l'hiver. Un ciel gris, une fraîcheur entrecoupée, heureusement de quelques rayons de soleil, qui nous font douter de la canicule estivale en Europe. Heureusement, après 3 années de sécheresse, la saison des pluies semble avoir été plus satisfaisante cette année.

Ce numéro de notre lettre mensuelle régionale est consacré à l'industrie agroalimentaire dans notre région. Il a été préparé par le pôle agricole : Vincent Abt et sa jeune stagiaire Mathilde Maeght. C'est l'occasion de les remercier et surtout de leur dire « Au revoir ». Oui, « Au revoir », car après quatre années passées au SER de Nairobi, Vincent va nous quitter. Nous avons du mal à réaliser qu'en septembre il ne sera plus parmi nous. Il aura été un conseiller agricole régional exceptionnel, lançant de nombreux projets de coopération dans son domaine : au Kenya, au Rwanda, en Ethiopie, au Soudan, en Tanzanie, en Ouganda, ... puisant dans tous les instruments financiers à notre disposition pour financer ces projets (FASEP, FEXTE, PRCC, Prêts du Trésor, FSPI ... j'en oublie sûrement) et travaillant avec tous les opérateurs et partenaires de la coopération française (DG Trésor, AFD, CIRAD, MEAE/SCAC, MASA, ...). Convivial, sens du contact, compétence, enthousiasme, initiative, passion pour son métier ... ses qualités nous manqueront, il nous manquera. Il avait su nouer une relation exceptionnelle et reconnue avec nos partenaires locaux : les entreprises françaises du secteur (on lui doit la création et l'animation du Club Agro au Kenya, qui regroupe une quarantaine d'entreprises françaises implantées dans le pays), le secteur privé kényan représenté notamment par ASNET et son président et ami Bimal Kantaria, les partenaires publics des pays qu'il a régulièrement visités, les organisations multilatérales

représentées localement (FAO, Banque mondiale et Banque Africaine de développement, FIDA, Union Européenne ...). Il avait su donner du corps à l'initiative FARM. Et plus récemment, il avait lancé les numéros agricoles de notre Lettre Mensuelle régionale : sécurité alimentaire, céréales et protéines végétales, pêche et aquaculture et maintenant industrie agroalimentaire. Les idées pour des prochains numéros ne manquent pas (irrigation, forêt, élevage, ...), mais ce n'est pas lui qui les mettra en œuvre. Nous ne connaissons pas encore son successeur, mais le défi à relever sera difficile tant Vincent aura mis la barre haut ! Vincent nous quitte mais il restera à la Direction générale du Trésor où il prendra le poste de conseiller sécurité alimentaire au service des affaires multilatérales et du développement, ces sujets figurant de plus en plus dans l'agenda financier international et l'expérience internationale qu'il a acquise durant ces quatre années à Nairobi faisant de lui le candidat naturel pour ce poste. Vincent, merci pour ce que tu as fait, sois assuré que nous prendrons soin de l'héritage que tu nous laisses localement.

Merci aux Services économiques d'Addis-Abeba, Dar es Salaam, Kampala, Khartoum, Tananarive, aux VIA de Port-Louis et de Kigali pour leurs contributions, et à Vincent et Mathilde.

Bonne lecture,

Jérôme BACONIN
Chef du Service économique régional

Sommaire

Note méthodologique et glossaire des termes	4
Perspectives régionales	7
L’Afrique de l’Est et l’Océan Indien, une région à fort potentiel de développement agroalimentaire	
Le graphique du mois	12
Production et transformation du lait et du maïs en AEOI	
Communauté d’Afrique de l’Est	13
Burundi – Un secteur agroalimentaire balbutiant qui doit conjuguer avec des difficultés structurelles	
Kenya – Une industrie agroalimentaire dynamique qui doit encore se renforcer pour répondre à la demande locale	
Ouganda – Une transformation des produits agricoles qui se développe progressivement	
Rwanda – Un poids de l’agriculture important mais une industrie agroalimentaire encore à développer et qui repose sur des acteurs parapublics et étrangers	
Tanzanie – La Tanzanie, terre d’opportunités agroalimentaires	
Indicateurs régionaux	
Corne de l’Afrique.....	32
Djibouti – Une industrie agroalimentaire embryonnaire mais placée au cœur des enjeux de souveraineté et de diversification économique	
Erythrée – Un secteur agricole peu développé qui entrave le développement d’une industrie agroalimentaire	
Ethiopie – Un secteur agroalimentaire à la croissance limitée, à fort potentiel de développement mais qui se heurte à une demande locale encore timide	
Soudan – Une production agroalimentaire sous-dimensionnée et qui, comme toutes les filières du pays, aura besoin de plusieurs années pour retrouver son niveau d’avant la guerre civile	
Indicateurs régionaux	
Océan Indien.....	44
Comores – Un secteur agroalimentaire peu développé, résultant à la fois d’une agriculture vivrière et d’une production de rente exportée à l’état brut	
Madagascar – Un secteur agroalimentaire en plein développement, mais encore dépendant des importations	
Maurice – Un secteur agroalimentaire tributaire de matières premières largement importées	
Seychelles – Un secteur agroalimentaire qui repose essentiellement sur les poissons et les boissons	
Indicateurs régionaux	
Contacts	55

Note méthodologique et glossaire des termes

Par le SER de Nairobi

Préambule et méthodologie

Cette lettre intitulée « L'industrie agroalimentaire en AEOI » a pour but de dresser -au niveau régional et pour chacun des 15 pays de la zone AEOI- une cartographie de l'industrie agroalimentaire, des principales filières la composant, des principaux acteurs ainsi que leur organisation, des politiques publiques et des perspectives quant au développement des industries agroalimentaires dans la zone étudiée. Dans une optique de concision, cette lettre économique se concentre sur les filières agroalimentaires et ne portera donc pas sur les filières agro-industrielles telles que celle des engrais, produits phytosanitaires, machinerie, cuir ou encore textile.

L'ensemble des données utilisées dans les infographies sont issues de la Banque Mondiale et de la FAO. La moyenne 2010 correspond à la moyenne des années consécutives 2010 et 2011, tandis que la moyenne 2020 correspond à celle des années 2019 et 2020. Par manque de données disponibles, la majorité des graphiques ne prendront pas en compte la filière boissons. Par ailleurs, la Lettre économique du mois de janvier 2023 ayant déjà traité du sujet « Pêche et Aquaculture en AEOI », ces filières ne seront pas abordées ici.

Enfin, les acteurs mentionnés dans la lettre ne consistent en aucun cas en une liste exhaustive, mais permettent de rendre compte de l'écosystème global du secteur agroalimentaire par pays.

Glossaire des termes

Acteur. Personne ou entité qui participe activement dans un processus, intervient dans une filière.

Agriculture. Ensemble des activités développées par l'homme ayant pour objet l'exploitation de la terre par la production de végétaux et l'élevage des animaux.

Agroalimentaire. Ensemble des activités de transformation, d'élaboration et de conditionnement des produits agricoles végétaux ou animaux en vue d'une consommation alimentaire humaine.

Agro-industrie. Ensemble des activités industrielles qui fournissent des biens à l'agriculture (engrais, produits phytosanitaires, machines agricoles), qui visent à transformer, élaborer et conditionner les produits agricoles.

Bailleur. Ici de fonds. Personne physique ou morale qui fournit des capitaux à une société.

Conglomérat. Ensemble d'entreprises industrielles et commerciales réunies par des liens juridiques et financiers plus ou moins précis et s'adonnant à des activités très diverses ayant parfois peu de rapport entre elles.

Consommation. La consommation est définie comme suit : $Consommation = (production + importations - exportations - variations de stock)$ et est exprimée en tonnes. Permet de rendre compte de l'offre alimentaire du pays.

Consommation brute. Il s'agit de la consommation, pour une denrée déterminée, moins la quantité transformée de la même denrée. Exemple pour le blé grain, la consommation brute correspond à la consommation de blé grain moins la quantité de blé grain transformée, qui correspond donc à la consommation transformée.

Entreprise. Organisme de nature agricole, industrielle ou commerciale, dirigé par une personne morale ou physique privée en vue de produire des biens et des services pour le marché.

Filiale. Société commerciale juridiquement indépendante (à la différence d'une succursale), mais contrôlée par une société mère qui détient un pourcentage important de son capital social.

Filière. Processus de production permettant la transformation de la matière première en objet fini. Ici, nous traiterons uniquement des filières agroalimentaires suivantes :

- 1) Viandes et produits de la viande
- 2) Produits laitiers
- 3) Huiles et graisses animales et végétales
- 4) Fruits et légumes transformés
- 5) Produits issus de la transformation de grains (céréales)
- 6) Produits issus de la transformation de farines végétales
- 7) Sucre
- 8) Chocolat, thé, et produits du process du café
- 9) Boissons, alcoolisées et non alcoolisées

Meunerie/Minoterie. Industrie de la mouture des grains et de fabrication de farine.

Ratio de dépendance aux importations (*Import Dependency Ratio*). L'IDR est défini comme suit : $IDR = \text{importations} \times 100 / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations} - \text{variations de stock})$. Le complément de ce ratio à 100 représenterait la partie de l'offre alimentaire nationale qui a été produite dans le pays même. Cependant, il faut garder à l'esprit que ces ratios ne sont valables que si les importations sont principalement utilisées pour l'utilisation domestique et ne sont pas réexportées. Par ailleurs, un taux de dépendance aux importations supérieur à 100 % permet de déduire que le pays réexporte ou stocke une partie de ses importations.

Transformation primaire. Processus à partir duquel un produit agricole brut est modifié afin de donner un produit alimentaire avec une plus grande valeur ajoutée. La transformation de grains est une transformation primaire permettant l'obtention de farine de céréales par exemple.

Transformation secondaire. Processus à partir duquel un produit alimentaire non brut c'est-à-dire ayant déjà subi une première transformation, est modifié afin d'obtenir un nouveau produit alimentaire. La transformation de farine végétale est une transformation secondaire permettant l'obtention de pain, pâtes, biscuits, ...

Acronymes et abréviations

AEOI	Afrique de l'Est et Océan Indien
BUR	Burundi
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
COM	Comores
DGT	Direction Générale du Trésor (France)
DJI	Djibouti
ERY	Erythrée
ETH	Ethiopie
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
ha	Hectare, équivalent à 10 000 m ²
hab	Habitant
hl	Hectolitres (100 litres)
IAA	Industrie Agroalimentaire

j	Jour
KEN	Kenya
KES	Shilling Kenyan
Kt	Kilo tonnes, soit 10^6 kg
MAD	Madagascar
MAU	Maurice
Mds	Milliard
MEUR	Million d'euros
Mha	Million d'hectares, soit 10^{10} m ²
Mt	Million de tonnes, soit 10^9 kg
MUSD	Million de dollars américains
MdUSD	Milliard de dollars américains
OUG	Ouganda
PIB	Produit Intérieur Brut
q	Quintal, soit 100 kg ou 0,1 t
RDC	République Démocratique du Congo
RWA	Rwanda
SEY	Seychelles
SOM	Somalie
SOU	Soudan
SSO	Soudan du Sud
T	Tonne
TAN	Tanzanie
UE	Union Européenne
USD	Dollar américain

Perspectives régionales

Par le SER de Nairobi

L'Afrique de l'Est et l'Océan Indien, une région à fort potentiel de développement agroalimentaire

Alors que l'agriculture représente l'un des piliers de l'économie des pays de la région, comptant pour 26 % du PIB, le développement du secteur agroalimentaire fait l'objet d'une grande disparité. Des pays comme le Kenya et la Tanzanie disposent d'ores et déjà d'industries dynamiques et d'entreprises qui s'exportent, tandis que d'autres souffrent avant tout de difficultés pour atteindre une production agricole suffisante qui permettrait un développement de ce secteur industriel. Les filières de transformation des céréales (blé, maïs, sorgho, ...) et du lait (vache, chèvre, ...) sont majoritairement privilégiées afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations. Dans le même temps, les produits destinés le plus souvent à l'export (thé, café, sucre, fruits et légumes) sont encore peu transformés mais représentent une réelle opportunité de valeur ajoutée.

Une grande disparité de développement du secteur agroalimentaire selon les pays

L'agriculture tient une place centrale dans l'économie des pays de l'AEOI. Avec un PIB de 107 239 MUSD en 2021, l'agriculture représentait 26 % du PIB des pays de l'AEOI. Pour la Somalie, ce secteur représenterait même plus de la moitié du PIB national.

L'industrie agroalimentaire représente la première industrie manufacturière pour une grande partie des pays de la zone. Le secteur est mené par le Kenya (3 061 MUSD) et la Tanzanie (2 897 MUSD), représentant respectivement 4 et 5 % du PIB des pays. Le secteur est en progression depuis une dizaine d'années, dominé en volume par la transformation de céréales (85 887 Mt), et de canne à sucre (32 361 Mt).



Figure 1 : PIB agricole par pays (Haut gauche) et par région (Haut droite), et PIB agroalimentaire par pays (Bas Gauche) (Source : FAO Stat et Banque Mondiale)

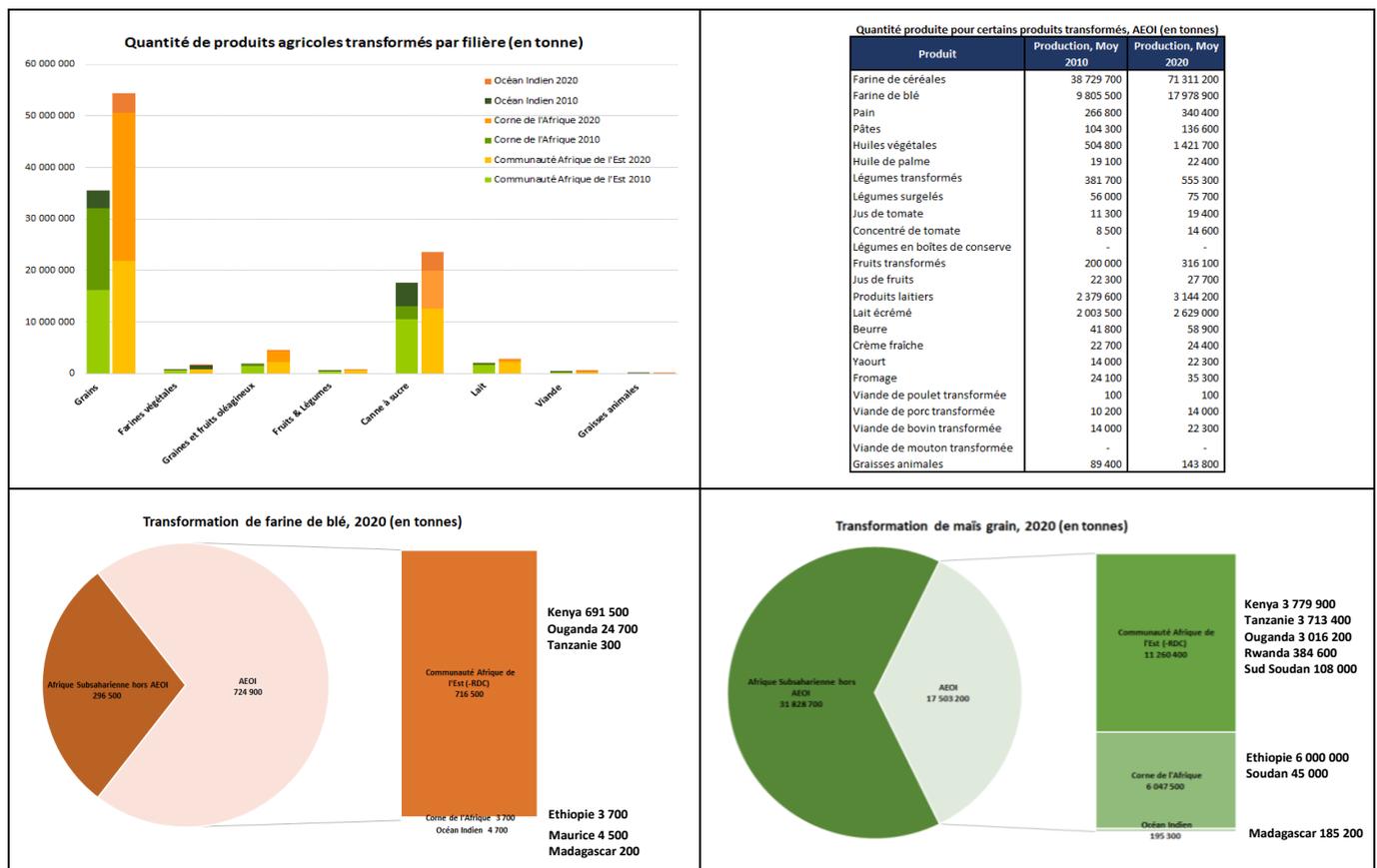
Une production de farine en constante augmentation. Celle-ci a ainsi été multiplié par 1,8 en 10 ans, s'établissant à 71 Mt, principalement de la farine de maïs (30 %) et de blé (25 %). La région produit près de 71 % de la farine de blé en Afrique Subsaharienne, le Kenya étant le principal transformateur en AEOI, avec près de 0,7 Mt de farine de blé produite en 2020. Concernant la transformation de maïs, celle-ci représente 35 % de

la transformation en Afrique subsaharienne, le Kenya et la Tanzanie étant les deux principaux transformateurs avec une production de près de 3,7 Mt. Au total, 72 % du maïs grain produit ou importé était transformé en AEOI en 2020, principalement sous forme de farine.

Poids lourd de la production de lait, la région Afrique de l'Est et Océan Indien représente plus de la moitié de la transformation de lait en Afrique subsaharienne. En 2020, près de 2,7 Mt de lait ont ainsi été transformés, représentant 55 % de la transformation de lait en Afrique subsaharienne, 30 % en Afrique. La grande majorité de la production de produits laitiers concerne le lait écrémé (84 %), et plus faiblement le beurre (2 %), la crème fraîche (1 %), les yaourts (1 %) et le fromage (1 %). Selon la FAO, la Tanzanie serait le plus grand transformateur de lait en AEOI, avec près de 1,3 Mt de lait transformé en 2020, soit près de 49 % de la transformation totale en AEOI, et cela malgré le fait que la production de lait soit 1,4 fois plus importante au Kenya, avec près de 4 Mt produites en 2020 contre 2,8 Mt pour la Tanzanie, beaucoup de lait étant consommé à l'état brut au Kenya. Les pays de la Corne de l'Afrique transforment encore peu (6 % de la production), alors même que la production de lait en Ethiopie, qui s'élevait à 4,3 Mt en 2020, est la plus importante de toute la région AEOI.

Une transformation de viande qui reste encore faible : 100 tonnes de viande de poulet (Tanzanie), 14 000 tonnes de viande de porc (Kenya) et 22 300 tonnes de viande bovine (AEOI) transformées en 2020. L'AEOI représenterait ainsi seulement 1 % de la transformation de viande de poulet en Afrique subsaharienne, 18 % de la viande de porc et 22 % de la viande bovine. La grande majorité de la transformation se fait au sein des pays de la CAE, excepté pour la viande bovine où l'Ethiopie serait le deuxième transformateur avec 7 200 tonnes de viande transformée en 2020, soit 32 % de la production de la région, juste derrière la Tanzanie (35 %).

La transformation de fruits & légumes se développe, mais reste sous-développée par rapport au potentiel de transformation des pays. Celle-ci a ainsi augmenté de 134 % en 10 ans, passant de 0,6 à 0,8 Mt. Les légumes surgelés représentent 14 % des légumes transformés, mais sont majoritairement voués à l'export. 74 % de la production de légumes surgelés est réalisée par les pays de la CAE, la Tanzanie produisant à elle seule 60 % de la production en AEOI. D'après les données FAO, l'ensemble de la production de jus et de concentré de tomate serait réalisé par le Kenya, mais de petites entreprises artisanales se développent également dans d'autres pays comme au Burundi et au Rwanda.



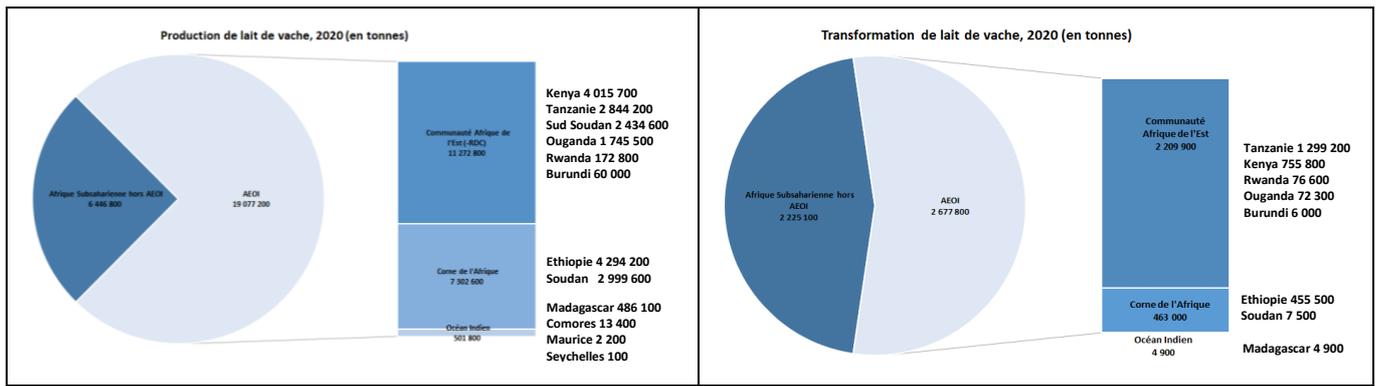


Figure 2 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite), Transformation de farine de blé (Milieu gauche), Transformation de maïs grain (Milieu droite) et Production (Bas gauche) et transformation de lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

Les habitudes de consommation divergent selon les pays, mais la consommation de produits bruts reste majoritaire. La consommation de produits transformés à partir de farine de blé comme le pain, les pâtes ou les biscuits reste encore marginale, excepté pour le Kenya où 45 % de la farine de blé serait consommée avec au moins une étape de transformation supplémentaire. Concernant la farine de maïs, qui reste à la base de l'alimentation pour de nombreux pays de la zone, celle-ci n'est pas ou peu (Tanzanie) transformée. La Tanzanie, premier transformateur de lait en AEOI, est également le pays pour lequel la consommation de produits laitiers est la plus importante à l'état transformée, avec près de 1,3 Mt tonnes de lait consommées sous forme transformée en 2020, soit 46 % de la consommation de lait totale du pays.

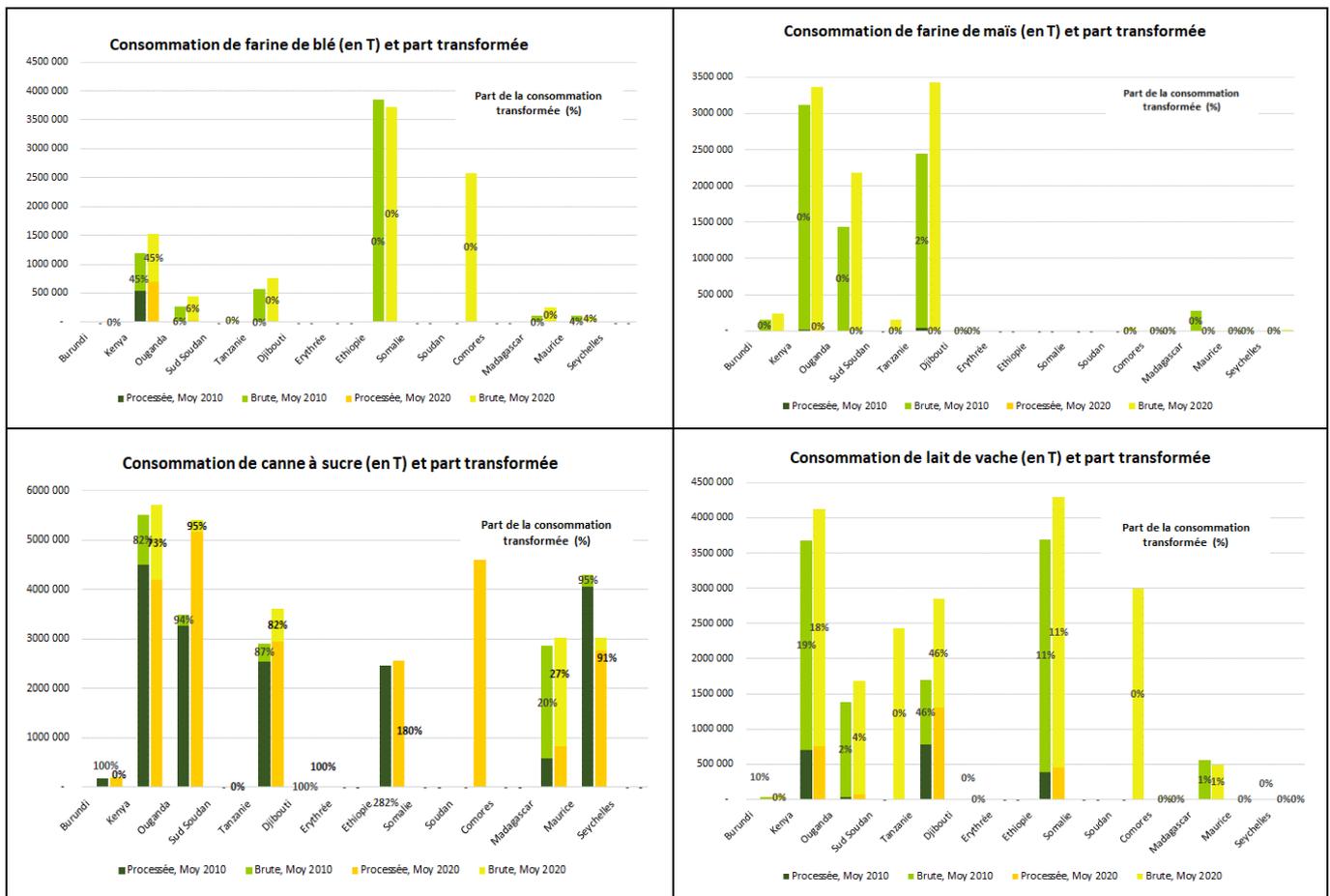
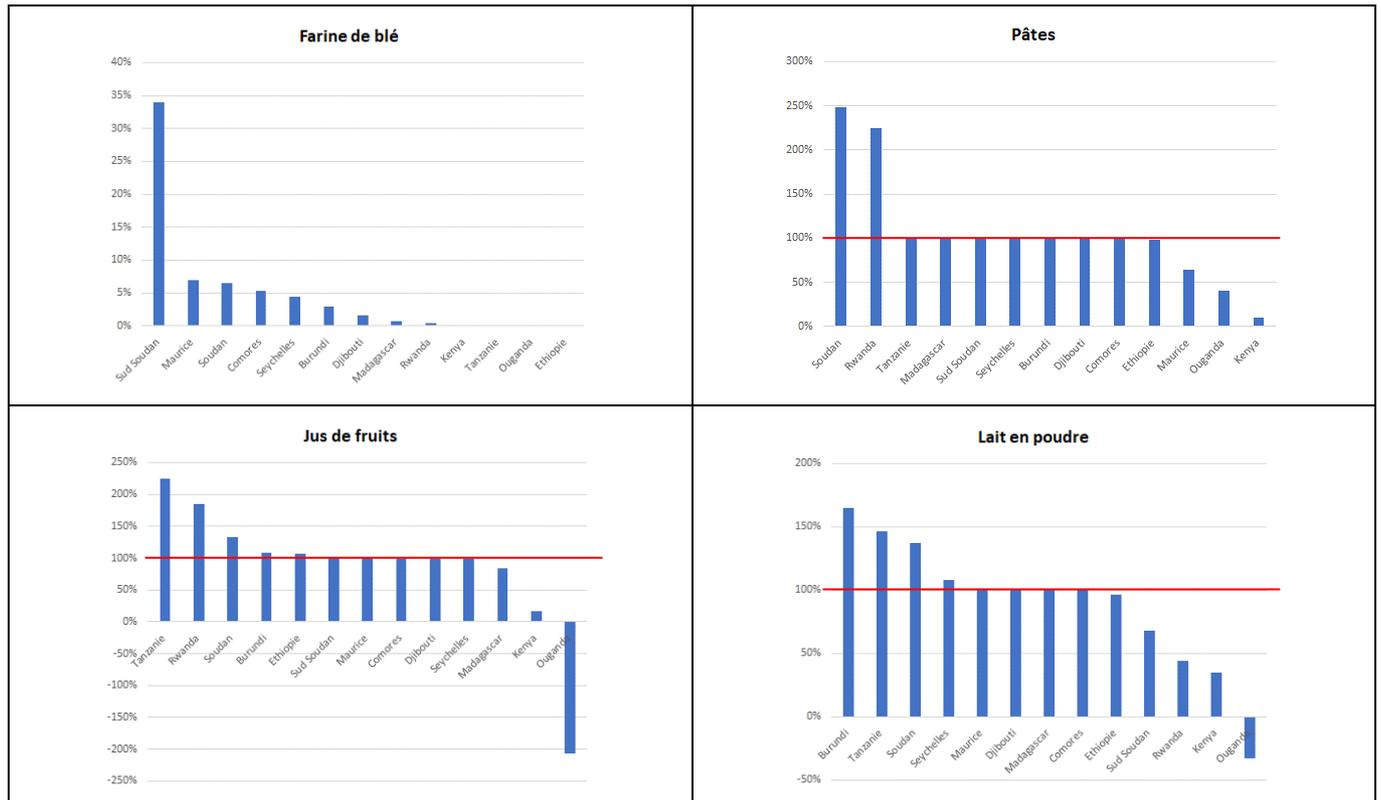


Figure 3 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Source FAO Stat)

Malgré un développement du secteur agroalimentaire, les pays de la zone restent dépendants des importations, que ce soit en produits agroalimentaires transformés ou en matière première brute. De nombreux pays de la zone sont en effet contraints d'avoir recourt aux importations de produits bruts afin de compléter la production nationale. Si les pays sont globalement peu dépendants des importations en farine de blé, considérée comme un aliment de sécurité alimentaire, la production nationale en blé ne répond globalement pas aux capacités de transformation des usines. Les pays de l'Océan Indien sont les plus

dépendants pour ces importations, Maurice important ainsi 140 000 tonnes de blé en 2020, transformé à 79 % sur place en farine de blé. Alors même que la consommation de farine de blé est majoritairement sous forme brute, près des trois-quarts des pays de la zone sont dépendants à 100 % des importations en pâtes pour satisfaire la demande nationale, et de la même façon pour d'autres produits transformés comme les jus de fruits et le lait en poudre. Il convient cependant de relativiser ces chiffres, les quantités importées restent parfois faibles, mais traduisent un déficit de transformation locale alors que la production de certains produits de base (fruits et tomate notamment) se fait localement. Le Burundi a ainsi importé 800 tonnes de jus de fruits en 2020, le Soudan 2 400 tonnes et la Tanzanie 2 300 tonnes. La production de jus de fruits représente toutefois un fort potentiel de développement au sein des différents pays de la zone, la transformation des fruits permettrait en effet de réduire les pertes post-récoltes et d'apporter une plus-value à la production.



de sécuriser tant les besoins de l'aval que de l'amont (prix, quantité, qualité, à travers notamment la contractualisation et un plus grand investissement de l'aval dans l'amont) mais aussi entre les transformateurs et les distributeurs afin d'éviter toute rupture de la chaîne du froid, optimiser la chaîne logistique et mieux satisfaire les attentes des consommateurs, y compris en période de plus forte demande. Lié à cet enjeu, la question du financement des TPE et PME, et de leur mise en relation, est souvent problématique et représente un enjeu complémentaire au développement de ce secteur.

Le développement des infrastructures, ensuite, comme préalable au développement du secteur agroalimentaire. Plusieurs pays manquent encore d'infrastructures en zone rurale (accès à l'électricité et à l'eau, capacités de stockage, chaînes du froid, voiries), mais il est important de noter que des pays comme le Kenya, la Tanzanie, ou l'Île Maurice bénéficient d'ores et déjà d'infrastructures fonctionnelles et développées, bénéfique au développement du secteur agro-alimentaire. Le développement de ces infrastructures reste un préalable important à la transformation du paysage agroalimentaire en AEOI, permettant l'obtention d'une chaîne de production et de distribution fiable et efficace.

Politiques régionales et soutien au secteur agroalimentaire

Près de 70 % des industries de la CAE sont agroalimentaires et dépendent de l'agriculture pour leurs apports en matière première. Le secteur de l'agroalimentaire est ainsi le premier employeur du secteur manufacturier en Afrique de l'Est, et est également un très gros employeur indirect. De nombreuses chaînes de valeur agroalimentaires représentent un fort potentiel de création d'emploi comme la filière de transformation des fruits et légumes, sans compter l'effet bénéfique pour l'économie du pays et la sécurité alimentaire.

Un objectif de production de 270 millions de tonnes de nourriture au sein de la CAE avec la création de zones industrielles. L'industrie agroalimentaire est l'un des six piliers promus dans le programme de développement *East African Community Industrialisation Policy* prévu sur 20 ans (2012-2032). « *Les abondantes ressources agricoles de la région constituent une base stratégique pour la croissance socio-économique et la sécurité alimentaire grâce à la promotion des industries agro-alimentaires. Toutefois, l'industrie produit principalement des denrées alimentaires de base et des cultures de rente qui sont commercialisées avec peu ou pas de transformation.* » Aujourd'hui, près de 60 % des marchandises échangées au sein de la CAE sont des produits agricoles. Le développement de zones agroindustrielles est également encouragé par la Banque Africaine de Développement (BAD), sous le nom de SAPZ (Special Agro-Industrial Processing Zones).

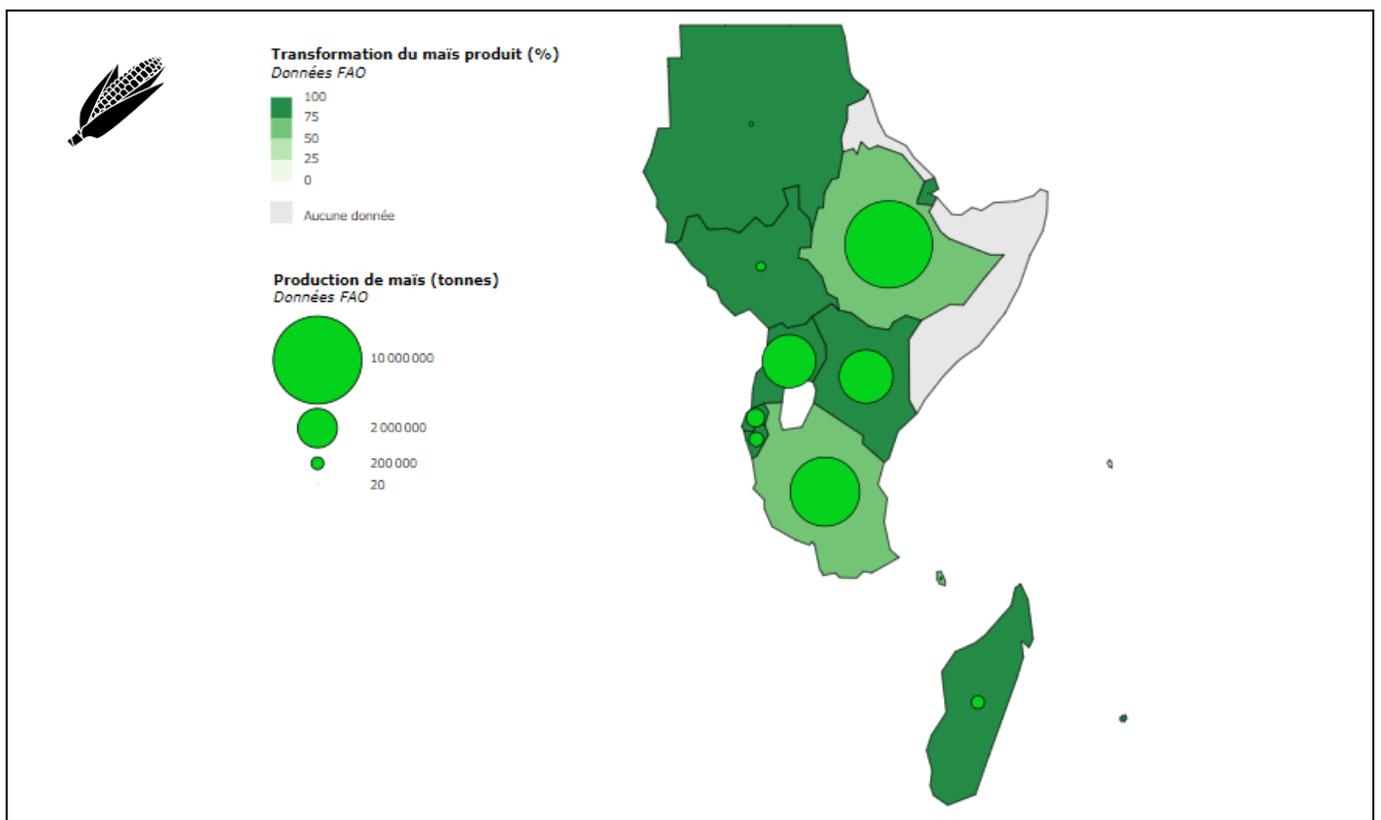
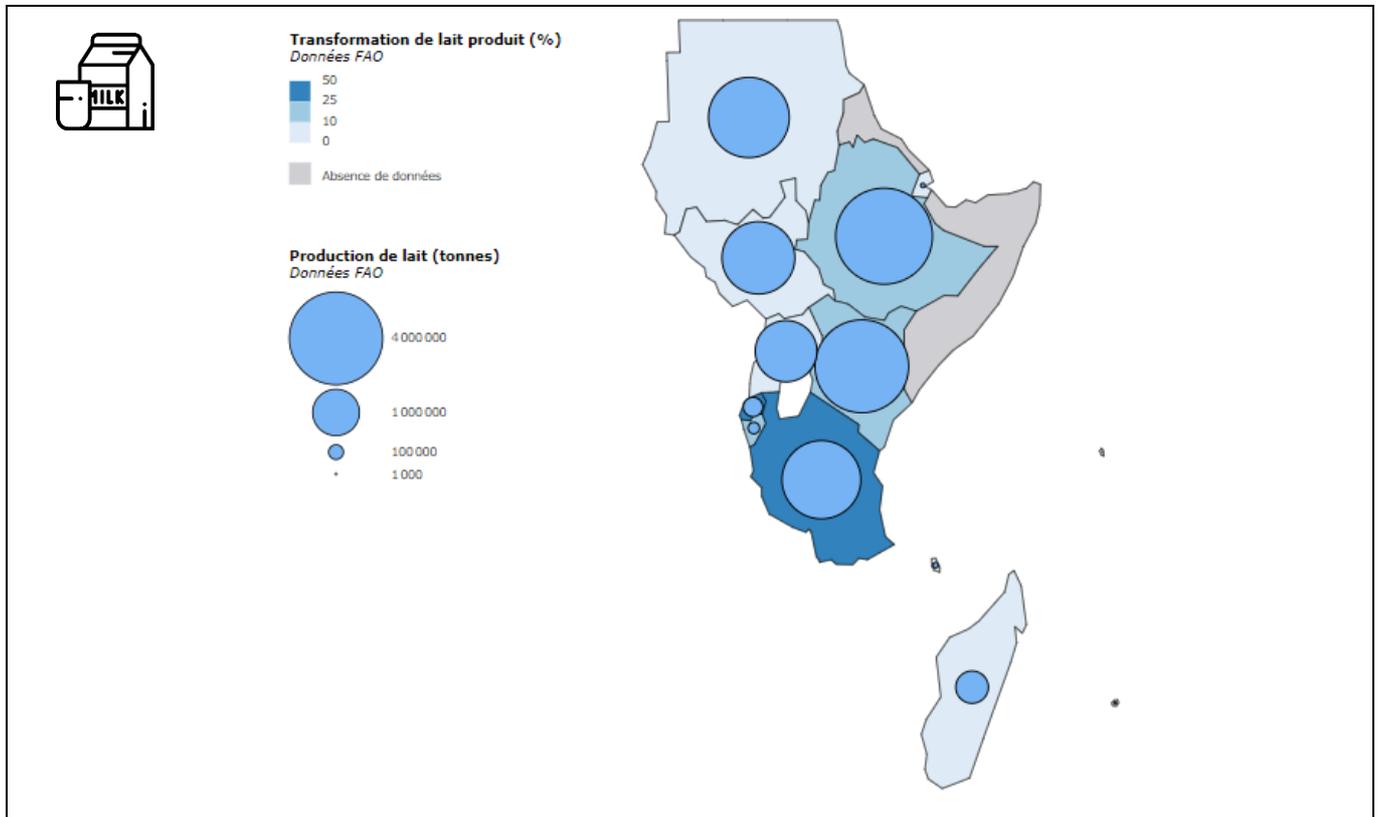
L'ensemble des pays de la zone AEOI se munissent de plans nationaux de développement du secteur agroalimentaire, afin de renforcer leur sécurité alimentaire. Le Kenya souhaite ainsi, à travers le programme *BETA*, renforcer la chaîne de transformation de la viande afin d'augmenter de 130 % la production de viande de bœuf d'ici 2027. Toutefois, faute de moyens étatiques, certains pays, comme les Comores, comptent principalement sur les investissements de bailleurs comme le FIDA. Les gouvernements comptent également fortement sur les investisseurs privés pour développer le secteur, notamment de grands groupes étrangers.

Les produits agricoles et transformés sont au cœur de nombreuses relations commerciales entre pays. Pour la France, par exemple, ces échanges agri/agro représentent environ 80 % des importations françaises depuis les pays d'AEOI. L'Océan Indien et le Kenya arrivent en tête. Les pays de l'Océan Indien fournissent principalement la France en produits préparés issus de la pêche, comme les conserves de poissons, tandis que Madagascar est le 1^{er} fournisseur de vanille de la France. Madagascar et le Kenya sont les 1^{er} et 2^{ème} fournisseurs de la France en haricots, frais mais également transformés. La France est par ailleurs la première destination pour les haricots, essentiellement transformés, produits au Kenya.

Les produits voués à l'export, source importante de devises étrangères. Afin de mieux valoriser les exportations de thé, café et viande notamment, les gouvernements souhaitent mettre l'accent sur le développement des chaînes de valeur de ces filières. Cependant, il semble important de prendre en considération la demande des pays importateurs qui ne recherchent pas forcément de produits transformés, comme c'est le cas du Pakistan qui importe le thé brut afin de le transformer localement. De la même façon, l'Ouganda, premier exportateur de café en Afrique, exporte la majorité de sa production sous forme brute. Le développement de la transformation des productions vouées à l'export reste un objectif important pour l'ensemble des pays de la zone.

Le graphique du mois
Par le SER de Nairobi

Production et transformation du lait et du maïs en AEOI



Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



Un secteur agroalimentaire balbutiant qui doit conjuguer avec des difficultés structurelles

Le secteur agricole est le pilier de l'économie burundaise, pesant pour 34 % du PIB national. On estime que près de 90 % de la population burundaise dépend de l'agriculture. Pourtant, la transformation agroalimentaire est encore très peu développée au sein du pays. Une entreprise brassicole est présentée comme l'exemple de réussite du secteur, mais la grande majorité des entreprises restent artisanales, avec de faibles capacités de production et sensibles aux contraintes structurelles et conjoncturelles du pays. Celles-ci sont notamment fortement dépendantes d'une production agricole encore irrégulière et insuffisante. Par ailleurs, le pays fait face à de nombreux enjeux afin de développer ce secteur : accès à l'eau, électricité ou encore voirie. De par la situation économique du pays, peu de devises sont disponibles pour l'importation de produits alimentaires transformés.

Une industrie agroalimentaire qui fait face à de nombreux défis

L'agriculture est l'un des piliers de l'économie burundaise, représentant 34 % du PIB du pays en 2020. Bien que le secteur agroalimentaire ne soit que peu dynamique au Burundi, il représentait près de 7 % du PIB du pays pour les années 2010-2015. L'industrie agroalimentaire représente une formidable voie d'amélioration et une réelle opportunité de valeur ajoutée pour le secteur agricole. L'urbanisation croissante au sein du pays entraîne un changement des habitudes de consommation de ces populations, qui se tournent vers plus de produits transformés. Par ailleurs, l'industrie agroalimentaire est un formidable moteur de la transformation économique du pays et de la création d'emplois. On estime que près de 56 % des emplois agro-industriels se situent dans des zones urbaines, où les infrastructures sont plus favorables à l'installation d'entreprises de transformation.

De nombreuses contraintes transversales empêchent le développement des chaînes de valeur agroalimentaires. Quelle que soit la filière concernée, le Burundi fait face à de nombreux enjeux structurels et organisationnels : le pays a une faible capacité de stockage ce qui entraîne d'importantes pertes post-récoltes ; une absence de transformation organisée au sein des filières ; un réseau électrique qui ne couvre que 10 % de la population (majoritairement en zone urbaine) et de manière incertaine, ce qui limite l'implantation d'usines ; une voirie peu développée qui fragilise les chaînes de distribution ; une position enclavée du pays qui limite les échanges internationaux ; le coût de transport élevé des marchandises qui représente en moyenne 35 % des prix à l'import et 40 % à l'export, ce qui rend le pays moins compétitif que ses voisins. L'investissement pour les TPE et PME est également un enjeu majeur du développement de l'industrie agroalimentaire. Le financement bancaire représente également un défi.

Une filière meunière qui se développe, mais pas de transformation secondaire. Avec une production de farine de céréales multipliée par 2 en dix ans, le Burundi a considérablement réduit sa dépendance aux importations. Alors qu'il importait pour 27 % de sa consommation de farine de blé en 2010, seule 2 % de la consommation était importée en 2020, avec une production multipliée par 5 en 10 ans. Cependant, si l'accent a été mis sur la transformation primaire de grains, le Burundi ne produit pas de biscuits, pain, pâte ou tout autre produit issu de farine de céréales. Seulement 8 % de la production de farine de céréales est transformée, principalement du sorgho.

La filière laitière est encore peu développée au Burundi, bien qu'elle ait doublé en 10 ans. Seulement 10 % de la production de lait cru est transformée, en grande majorité en lait écrémé (95 %).

Des fruits et légumes exclusivement consommés frais. En l'absence d'usines de transformation, la production de jus de tomate, concentré ou jus de fruits est quasi nulle au Burundi, si on ne prend pas en compte les boissons alcoolisées à base de fruits. Afin de réduire les pertes de récolte lors des pics de production, certains agriculteurs cherchent à transformer le surplus de récolte mais font face à des problèmes de logistique, notamment d'accès à l'électricité en continu.

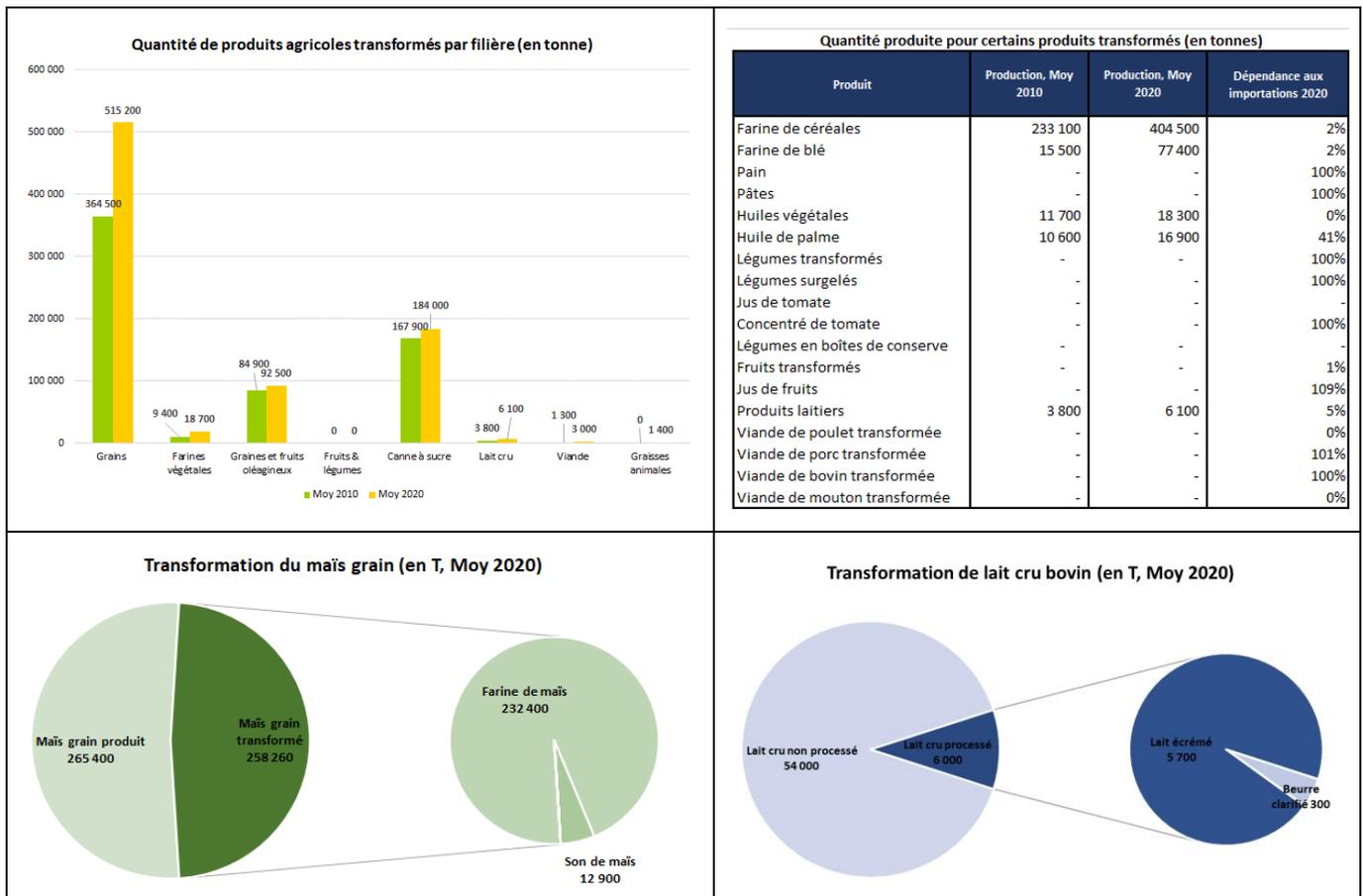


Figure 1 : Production transformée (Haut gauche et droite) et Voies de transformation du maïs grain (Bas gauche) et du lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

Une autosuffisance en produits agroalimentaires quasi nulle. De par son IAA peu développée, le pays est fortement dépendant des importations de produits agroalimentaires transformés. Cependant, il est important de noter que les quantités importées en 2020 restent marginales : 1 090T de pâtes, 1 200T de concentré de tomate, 18 T de fromage. Cela s’explique par le fait que la population se nourrit principalement de produits non transformés pour lesquels le pays est plutôt autosuffisant (manioc, fruits & légumes frais). Bien que le pays soit autosuffisant en farine de blé qui est également à la base de l’alimentation burundaise, 97 % de la consommation de blé grain du pays était importée en 2020 afin d’être transformée localement. Par ailleurs, comme spécifié plus haut, le pays peine à exporter et les réserves de devises étrangères en sont donc impactées, ce qui réduit considérablement la possibilité pour le pays d’importer des produits étrangers.

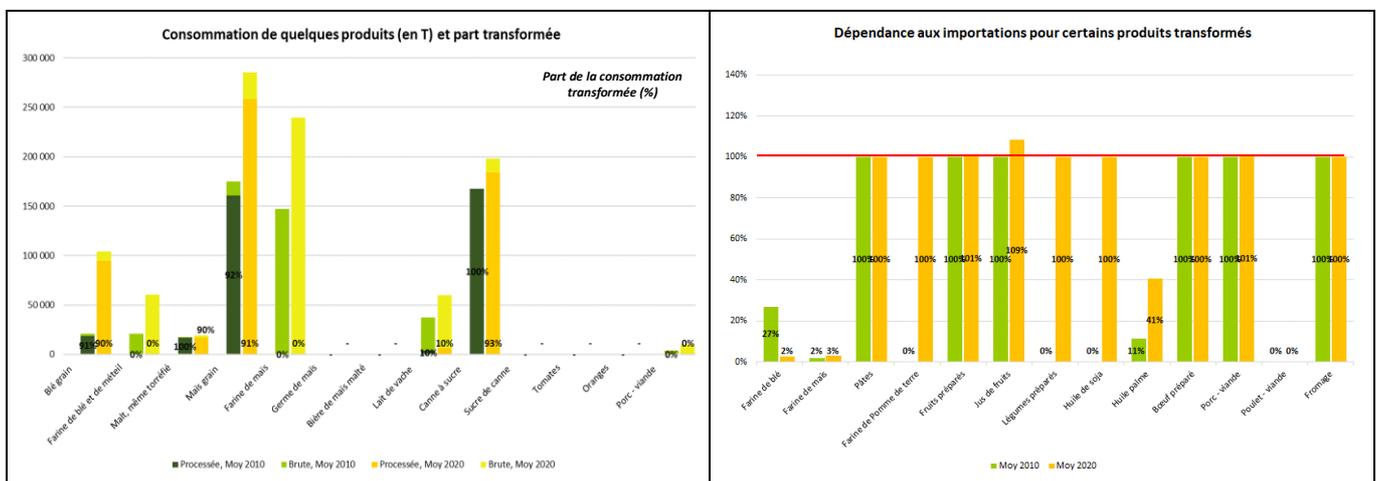


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Structuration des filières et principaux acteurs

Trois grandes filières se démarquent dans le secteur agroalimentaire, mais le nombre d'acteurs reste faible. Aucune donnée récente n'est disponible sur le poids des différentes filières dans l'économie du pays. Toutefois, la filière boissons est l'industrie de transformation la plus développée au Burundi, menée notamment par deux grandes brasseries. La transformation de céréales en farine, et la production d'huile végétale, majoritairement de palme, sont quant à elles deux filières extrêmement importantes pour la sécurité alimentaire du pays. La diversité des acteurs présents sur le territoire est toutefois encore faible, et les entreprises sont le plus souvent des coopératives qui ne produisent que de faibles volumes, et dont la pérennité reste fragile. Celles-ci ne disposent pas de financements importants et sont fortement dépendantes des contraintes structurelles évoquées précédemment. La France a notamment soutenu, via le programme Pagronut-Rea et avec l'appui du Pôle de compétitivité VALORIAL, la consolidation d'entreprises de production de farines enrichies à destination de jeunes enfants, afin de renforcer l'offre locale.

La filière brassicole, moteur de l'IAA du pays. *Brarudi* est le leader dans le pays, appartenant pour 60 % à la multinationale *Heineken*, et pour 40 % à l'état Burundais. Premier contributeur au niveau des impôts et taxes (6 % du PNB), l'entreprise est un acteur majeur de l'économie burundaise. L'entreprise possède deux sites de production à Bujumbara (capitale économique du Burundi) et Gitega et, avec ses 4 lignes d'embouteillage, a une capacité de production de 152 000 bouteilles/h. L'entreprise produit et commercialise dans tout le pays les marques suivantes : *Primus*, *Amstel*, *Nyongera*, *Viva Malt*, *Coca-Cola*, *Fanta* et *Schweppes*. L'entreprise *Burundi Brewery* est quant à elle la 2^{ème} brasserie du pays et le leader des boissons à base de fruits au Burundi : elle emploie une centaine de personnes sous contrat et environ 300 journaliers. Son usine basée à Vyerwa a une capacité de production de 500 000hL/an. L'entreprise burundaise se source en fruits auprès des producteurs locaux, notamment de banane.

La filière huile de palme reste encore très artisanale, et ne satisfait plus la demande locale. La consommation d'huile de palme est encouragée localement depuis les années 80 afin de combler les besoins lipidiques de la population, mais bien que la production ait été multiplié par 1,6 en 10 ans, celle-ci ne répond pas à la consommation locale qui a doublé sur la même période. Par ailleurs, avec une demande mondiale en pleine croissance, le pays souhaiterait développer les exportations en huile de palme. Il existe trois modes de transformation pour l'huile de palme : artisanale, semi-industrielle et industrielle. Le pays compte près de 440 unités de production artisanale qui représentent autour de 80-90 % de la production d'huile de palme. *Savonor* est le leader burundais de marché des savons en barres et liquides, détergents et huiles de cuisine (palme, tournesol), et possède un panel de 35 produits. L'entreprise possède 2 usines, la principale à Rumonge (ancienne usine étatique rachetée alors qu'elle faisait faillite) et une mi-huilerie à Musenyi. L'usine principale a une capacité de transformation de 8T/h et emploie 1 500 personnes. Les produits post-raffinage de l'huile sont vendus jusqu'à 20 % dans les pays frontaliers, le Rwanda étant le principal client, alors que l'huile de palme raffinée n'est pas exportée puisque la production locale est insuffisante.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	Azam Azania Minolacs			Brarudi Burundi Brewery	Office du thé du Burundi	Savonor Tanga	Lifeway Modern Dairy Burundi	
Autres acteurs	Coopérative Ikingori Ciwacu Farisana		FAL group Fruito SOCOPA	Eagle Mineral Water Imena Kandi sprl Kinju Mineral Water Mugongo Water Industries	Lovimax Prothem Sosumo		Laiterie Ntazimba	
Groupements Associations					Confédération Nationale des Théiculteurs du Burundi			

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires au Burundi (non exhaustif).

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Des politiques publiques tournées vers l'autosuffisance alimentaire du pays. La sécurité alimentaire du pays reste la priorité du gouvernement burundais, et représente l'un des 11 piliers du Plan National de développement du Burundi (PND 2018-27), qui vise au « renforcement de l'autosuffisance alimentaire et la diversification des exportations à travers la promotion des entreprises agro-industrielles, commerciales et extractives ». Les défis du secteur agricole sont nombreux afin d'assurer une production suffisante qui permettrait un développement du secteur agroalimentaire : accès au crédit agricole, à des semences de qualité, maîtrise des maladies et ravageurs des cultures et animaux, protection des terres, recherche et vulgarisation, irrigation, personnel vétérinaire qualifié... Concernant la valorisation des produits agricoles et d'élevage, le PND cible la construction de 6 silos régionaux pour la conservation des récoltes ; la création de 5 usines de transformation de tomate, lait, avocat, cuir, viande et poisson ; et une amélioration de la commercialisation avec la construction de supermarchés régionaux, la réhabilitation et l'aménagement de pistes de desserte pour faciliter les échanges de denrées. Afin de soutenir l'entrepreneuriat des jeunes en zone rurale et favoriser les chaînes de valorisation des produits agricoles, le gouvernement burundais a signé en avril 2022 un accord de financement de 53 MUSD avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le PRODER (Programme de Développement de l'Entrepreneuriat Rural) s'étale sur 7 ans (2022-2028) et vise la création ou la consolidation de 39 000 emplois dans le pays.

Le pays rencontre des difficultés pour attirer des investisseurs privés étrangers. L'absence de structuration des filières agricoles et la dépréciation de la monnaie locale représentent les principaux freins... Localement, l'Agence de Développement du Burundi (ADB), anciennement Agence de Promotion des Investissements au Burundi (API), promeut l'investissement des entreprises étrangères au sein du pays, ainsi que l'exportation.

Le Burundi exporte principalement des cultures de rente peu transformée : café, thé, huile de palme mais également boissons alcoolisées. Le café vert non torréfié est la première denrée exportée par le pays avec 17 000T exportées en 2020. Il s'agit de la première source de devises du pays. Le thé représente quant à lui le troisième secteur d'exportation le plus important du pays et, bien que la production ait chuté de 57 % en 10 ans, les exportations ont augmenté de 17 % sur la même période atteignant 9 600T en 2020. Le thé est exporté principalement vers le Pakistan (48 %), l'Égypte (24 %), le Royaume-Uni (14 %), Oman (12 %) et à 70% via le port de Mombasa au Kenya. Le secteur de transformation du thé est aujourd'hui dominé par l'Office du Thé Burundais, entreprise publique comportant 5 usines et produisant 20 % de la production de thé du pays, les 80 % restant représentant de petits producteurs. Avec la restructuration et la libéralisation du secteur en 2011, deux entreprises privées se sont développées : *Lovimax* et *Prothem*. Le café et le thé représentent les deux chaînes de valeur agro-industrielles à visée commerciale d'importance stratégique pour le gouvernement burundais. 75 000 ha pour la culture du thé ont ainsi été alloués par le gouvernement, qui compte par ailleurs grandement sur les investissements privés pour développer la filière. Actuellement, les principaux enjeux du secteur sont l'augmentation de la production, de la valeur ajoutée et la réduction des coûts de production.

Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya

Par le SER de Nairobi



Une industrie agroalimentaire dynamique qui doit encore se renforcer pour répondre à la demande locale

L'industrie agroalimentaire du Kenya est l'une des plus développées de l'AEOI, représentant 3 635 MUSD en 2021. Les filières meunerie et produits laitiers sont bien établies tandis que d'autres se développent. Depuis une dizaine d'années, l'augmentation de la production de produits transformés témoigne d'une réelle demande des consommateurs, alors que l'urbanisation incite les kenyans à changer certaines de leurs habitudes alimentaires. Plusieurs grands groupes agroalimentaires dominent le marché local et régional et impulsent une dynamique de développement de nombreuses PME qui permettent de diversifier l'offre locale. Le développement de l'industrie agroalimentaire est un des axes mis en avant par le nouveau gouvernement dans le cadre du programme BETA (2022-27) avec un focus sur certaines chaînes de valeur. Renforcer cette industrie au Kenya permettrait de favoriser l'emploi, de renforcer la valeur ajoutée des productions agricoles et d'améliorer la sécurité alimentaire du pays, alors que le Kenya reste encore dépendant de l'importation de nombreux produits transformés.

La production agroalimentaire au Kenya

Un secteur agroalimentaire qui pèse pour 50 % de l'industrie du pays. En 2021, le secteur de l'agriculture représentait 22 % du PIB global du Kenya (24 750 MUSD), et l'industrie agroalimentaire 4 % (3 645 MUSD). Le Kenya est l'un des pays de l'AEOI où ce secteur est le plus développé, avec une augmentation du poids de l'industrie agroalimentaire en valeur de 157 % en 10 ans (période 2010-2020). D'après le *Trésor National Kenyan*, le secteur embaucherait près de 40 % des employés de l'industrie kenyane, 22 % des emplois nationaux en 2021.

Une production de farine de céréales en augmentation. La production de farines de céréales s'établit à 5,1 Mt en 2020, soit une augmentation de 117 % par rapport à 2010. Celle-ci est majoritairement dominée par la production de farines de maïs (3,4 Mt), qui sert de base à la fabrication de l'ugali notamment. La farine de blé arrive en 2^{ème} position avec 1,5 Mt produit en 2020, dont 45 % sont ensuite transformées, principalement en pain, pâtisserie et pâtes.

Le lait est consommé principalement brut : seule 19 % de la production serait transformée. La production de produits transformés reste faible : crème fraîche, beurre, lait en poudre (en partie pour l'export), yaourt et fromage. Bien que la consommation des kenyans reste majoritairement du lait cru, la demande pour les produits transformés tels que les yaourts, fromages et le lait aromatisé (notamment aux fruits) augmente ces dernières années. La filière laitière est à un véritable tournant et doit relever plusieurs défis afin de renforcer la production locale pour satisfaire les besoins. Les infrastructures feraient néanmoins encore défaut dans certaines zones du pays (installations de refroidissement et de stockage, réseau électrique fiable, réseau routier en bon état permettant une distribution rapide et fiable), entraînant notamment des pertes post-récolte significatives. Une meilleure articulation entre l'amont et l'aval de la filière serait de nature à limiter ces pertes, tout comme à mieux maîtriser la qualité du lait produit, essentielle pour la production de produits transformés.

Une faible transformation dans le secteur de la viande. Au-delà de l'activité d'abattage, la transformation des produits carnés reste limitée. C'est certainement le secteur de la transformation et de la valorisation de la viande de porc qui est aujourd'hui le plus développé, devant le poulet et le bœuf. 14 000 tonnes de porc ont ainsi été transformé en 2020, principalement sous forme de jambon (10 500 tonnes) et plus faiblement sous forme de saucisses (1 800 tonnes). Cette transformation sous forme de saucisses est en essor ces dernières années, une manière de valoriser les différents types de viande (porc, volaille, bœuf) et répondre à la demande, malgré une chaîne d'abattage et une chaîne du froid encore à renforcer.

Une filière fruits & légumes majoritairement vouée à l'export, et dont la transformation peine à se développer localement. La transformation en jus, concentré, boîtes de conserve et surgelés peine encore à se développer au Kenya, lié aux habitudes de consommation des kenyans (0,18Mt de concentré de tomates ; 0,24Mt de jus de fruits consommés en 2020), mais également au manque de structure d'agrégation des produits

horticoles. Seulement 0,05 Mt de légumes surgelés auraient par ailleurs été produites en 2020, avec toutefois une augmentation de 137 % en 10 ans. A noter que l’achat de produits surgelés nécessite des investissements individuels (réfrigérateurs et congélateurs), que peu de familles kenyanes réalisent actuellement. D’après *KenInvest*, 40 % de la production de fruits serait gaspillée par manque d’acheteurs et de débouchés de transformation, ce qui représenterait une réelle opportunité de valorisation de la chaîne de production, et d’amélioration des revenus des producteurs.

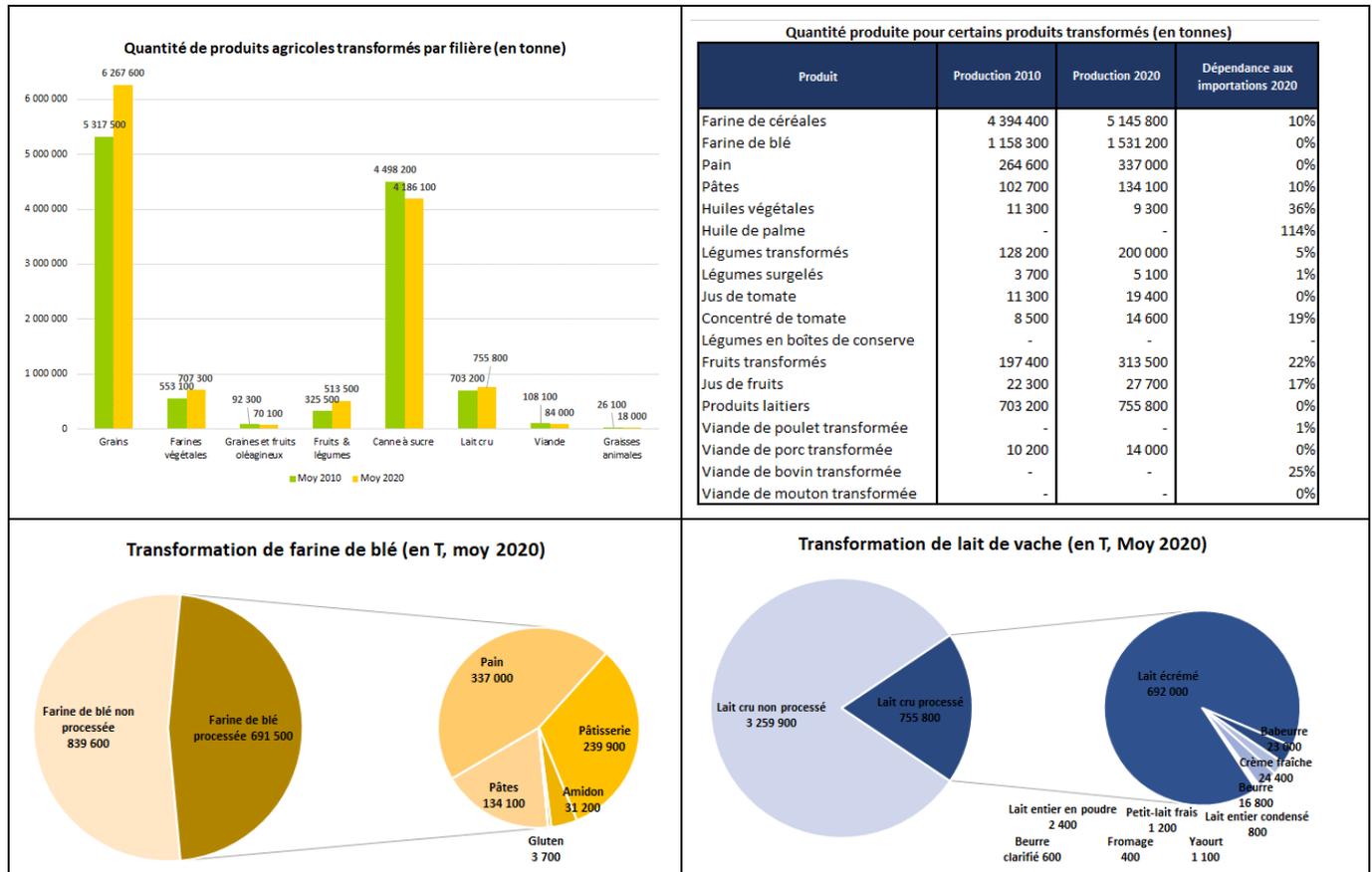


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de farine de blé (Bas gauche) et de lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

Une dépendance aux importations encore forte. Le pays reste dépendant en huiles végétales et notamment en huile de soja (415 %) et de palme (114 %) avec 1Mt d’huile de palme importée en 2020. Cette dernière est notamment importée brute, puis raffinée au sein du pays, et pour partie réexportée. Le pays est également dépendant en viande de bœuf préparée (109 %). En revanche, le Kenya est autosuffisant en farine de blé, notamment grâce aux importations de grains conséquentes (1,9Mt en 2020) qui compensent la production insuffisante du pays (0,3Mt en 2020). Si le pays est autosuffisant en farine de maïs, il ne l’est cependant pas en grains avec une importation de 0,3 Mt en 2020, ce qui représente près de 10 % de la production nationale. D’après les données du *KNBS*, cette tendance s’accroît ces deux dernières années, compte tenu de la sécheresse, avec l’équivalent de 15 % de la production nationale de maïs grain importé en 2021, et 26 % en 2022. Cela fragilise régulièrement la filière meunerie qui subit à la fois les variations de prix et de volume de la matière première. Les importations de blé, huiles comestibles et riz consommaient en 2022 l’équivalent de 25 % des recettes d’exportation de marchandises d’après le Trésor National kenyan.

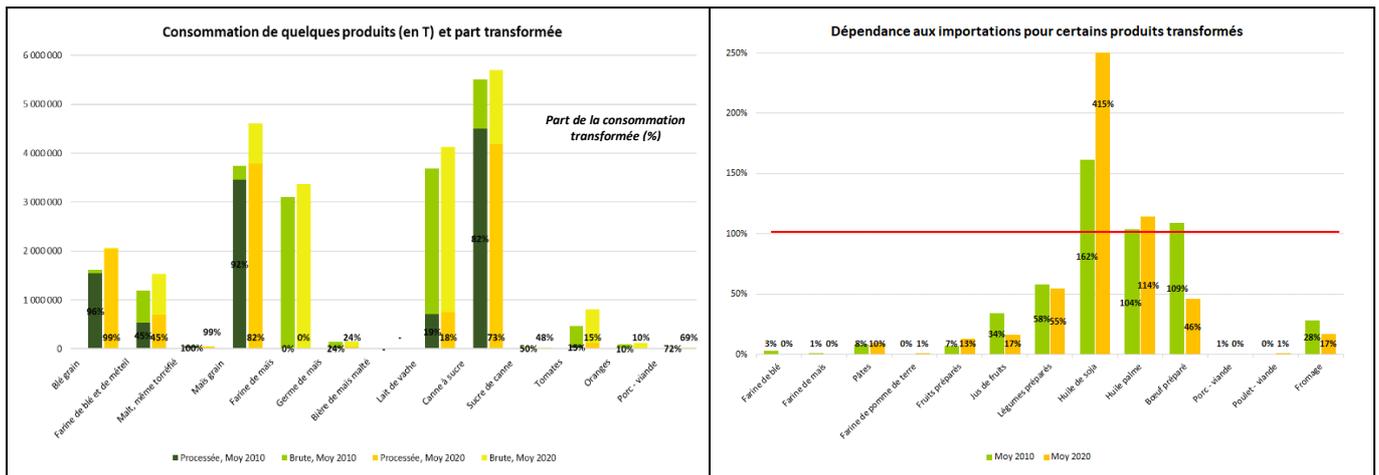


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Structuration des filières et principaux acteurs

Une grande richesse d'acteurs à l'origine de la dynamique des filières agroalimentaires : conglomérats, entreprises présentes à l'étranger (*Kenchic* avec sa filiale tanzanienne *Interchic* par exemple), mais aussi PME qui permettent une diversification de l'offre proposée. Le Kenya possède des entreprises de poids. La première entreprise kenyane agroalimentaire, le groupe *East African Breweries*, se classe ainsi 190^e dans le top 500 des plus importantes entreprises africaines, tous secteurs confondus, avec un CA de 681,7 MUSD en 2020, dont près de 505 MUSD uniquement pour sa filiale kenyane. Elle se positionne ainsi à la 21^e place des entreprises agroalimentaires africaines. La filière meunière représente 11 % du poids de l'industrie du pays, avec des acteurs comme le groupe *Unga*, 75^e agro-industrie africaine en 2020 avec un CA de 159,9 MUSD. La filière laitière représente quant à elle 4 % de l'industrie du Kenya, avec une dizaine d'acteurs principaux qui dominent le marché. D'autres filières sont également importantes pour l'économie du pays, comme la production de sucre et la transformation d'huile végétale. L'ensemble des filières est représenté par *l'Agriculture Sector Network (ASNET)* et la *Kenya Association of Manufacturers (KAM)*.

La filière « minotière (ou meunière) » possède une forte capacité de transformation mais manque de matière première. *Grain Industries Limited* est le leader minotier blé kenyan avec une capacité de mouture du blé de 2 250T/jour pour son usine basée à Mombasa. Ses produits sont vendus sous les marques *Ajab* et *Umi*. *United Millers* réalise à la fois de la transformation primaire avec la production de farine de blé et de maïs (*Tropicana, United, Jambo, Umix*), et secondaire avec la production de pain de mie (*United*). L'entreprise produit également de l'huile végétale et du savon. Avec une compétitivité toujours plus forte entre les différentes entreprises, le groupe *Unga* a décidé de se diversifier en s'associant avec l'entreprise néerlandaise *Nutreco* spécialisée dans l'alimentation animale, via la création de deux coentreprises *Tunga Nutrition Kenya* et *Tunga Nutrition Uganda*. La filière meunière est organisée autour de l'association *Grain Millers Association* qui rassemble plus de 50 meuniers et trader au Kenya et représente à elle seule respectivement 40 et 50 % de la capacité de mouture du maïs et du blé du pays.

La filière « produits laitiers », pionnière en AEOL, doit sécuriser ses approvisionnements pour maintenir sa position. La filière est dominée par plusieurs grands groupes comme *Brookside*, première entreprise laitière en Afrique de l'Est et présente dans 12 pays, *Happy Cow* ou encore *New KCC*. La transformation de lait cru reste cependant encore peu diversifiée, alors que les habitudes de consommation des kenyans, qui consomment aujourd'hui 82 % de lait sous forme non transformée, sont amenées à évoluer. Bien moins qu'un enjeu de capacité de transformation, la question est aujourd'hui autour des sources d'approvisionnement, le pays n'étant plus autosuffisant en lait. Celui-ci se fait désormais en partie via des importations, venant notamment d'Ouganda. Dans l'objectif d'améliorer la productivité et la qualité du lait, certaines entreprises s'engagent dans une production durable comme *Bio Foods*, marque premium qui bénéficie d'investissements néerlandais. La *Kenya Dairy Board*, corporation étatique, regroupe les différents acteurs du secteur depuis 1958.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	Capwell Grain Industries Maisha Unga Group Plc United millers	Artcaffe Capwell Java house Kenafic Industries Manji Food Industries Mypasta Nestlé Kenya	Kaputei Farm Products Kenya nut company Tropical Heat Trufoods VP Food Industries	Bidco Coca-Cola Del Monte East African Breweries Kenya Wine Agencies Kevian Kenya	KTDA Excel (sucreries) Gold Crown Beverages Kenafic Industries Industries Nzoia Sugar Company Sasini (thé) Transmara Sugar Company	Bidco Golden Africa Kapa Oil Refineries Olivado Pwani Oil Upfield	Brookside Dairy Biofoods Brown's food co Daima Africa (Sameer Gp) Eldoville Dairies Happy Cow Dairy Laki Laki New KCC Sirimon cheese	Daiichi farm Farmer's choice Isinya Feeds Limited Kenchic Kenya Meat Commission KMP Kuku QMP
Autres acteurs	Atta Kenya Bakhresa Group (Azam) Kenblest Kitui Flour Mills Mombaza Maize Millers Pembe flour mills Premier Flour	Azam (Bakhresa Group) Bóna Factory Brood Crown Food Group DLP Festive Familia Nature's food Fayaz Kapa Oil Refineries Kenblest Kenyanut Lesafre Menengai Oil Refineries Nuvita (Malbros) Santa Maria Sunveat Sweetunda Tropika Brands (pâtes) United VP Food Industries	Aryuva (Aryuv Agencies) Eldoville Dairies Farmer's choice Fruit Dale Jetlak Kakuzi Kentaste Kenya Orchards KOL Natura Frost Njoro canning Nyota Peptang Pran Rico (Malbros) Samwa Natural Foods Sweetunda Tropical Brands (Afrika) Vertical Agro	Keroche Breweries 254 Brewing Bakhresa Group Capwell Ceres Crown Food Group Excel Highlands Drinks Limited Kenyanut Rasna Sunquick	Böpasta Candy Kenya Chemelli Sugar Factory Choco Primo (Trufoods) Confini (sucreries) Dairyland (chocolat) Kabras Sugar Kenya nut company (thé) Ketepa (thé) Kiscol KSL (Kenya Sweets) Menendazi Mr Berry's Muhoroni Sugar Company Mumias Sugar Company SonySugar	Convex commodity merchants Crow Food Group Gilioi Menengai Oil Refineries Plan Fresh Salwa Kenya United millers Vipingo Industries	Bahati Dairies Dairyland Farmer's choice Fresha Githunguri Dairy Kinangop Dairy Meru Dairy Milele Fresh Mukurweini Wakulima Dairy Planet Yogurt (Java house)	Alpha Fine Foods Irvine's Kukito (Java house)
Groupements Associations	African Grain Council Cereal Millers Association Akefema KAM	National Potato Council of Kenya (NPCK) KAM	Fresh Produce Exporters Association of Kenya KAM	Water bottlers association of Kenya KAM	Tea Board of Kenya KAM	KAM	Kenya Dairy Board KAM	Kenya Livestock Producers Association (KLPA) Kenya Poultry association

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires au Kenya (non exhaustif).

Plusieurs conglomérats sont présents au Kenya : Unga groupe, Bidco Africa (qui représente l'un des plus gros groupes agro-industriels du Kenya avec plus de 50 marques d'huiles et graisses comestibles, boissons, nouilles, produits d'hygiène et aliments pour animaux), Golden Africa, Bakhresa Group, VP Food Industries, Sameer Group. Certaines entreprises rayonnent également à l'étranger comme Kenchic, leader de la production de volaille en Afrique de l'Est, représenté par la filiale *Interchick* en Tanzanie. Leader dans la production de produits laitiers dans la région, *Brookside* -en partenariat avec le groupe *Danone*- compte environ 2 000 employés répartis au Kenya et en Ouganda où se trouve l'usine de Kampala.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Un objectif de +130 % de production de viande de bœuf d'ici 2027. L'agriculture fait partie d'une des 5 priorités du programme de transformation économique ascendante (BETA) 2022-2027 du pays, avec l'accent mis sur certaines chaînes de valeur, dont celles visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays. Le gouvernement vise, entre autres, une augmentation de la production de lait (+93 %), de viande de bœuf (+130 %), et de viande de poulet (+100 %) d'ici 2027. Pour cela seront notamment construits des abattoirs et usines de transformation de viande. Par ailleurs, le *KIE (Kenyan Industrial Estates)*, fondé par le gouvernement en 1967 et qui promeut le secteur industriel kenyan en finançant des projets de développement de PME, a alloué en 2021 près de 5 293 MUSD pour la réalisation de 116 projets agroalimentaires.

Rapprocher les transformateurs des producteurs. Toujours dans le but de développer l'industrie agroalimentaire du pays, le gouvernement kenyan a annoncé en juin dernier la création de CAIPs (*County Agregation and Industrial Parks*), zones agro-industrielles qui seraient installées dans chacun des 47 comtés du pays. L'objectif est de concentrer les centres de transformation à proximité des producteurs afin de faciliter le stockage des matières premières et leur transformation, limitant ainsi les pertes post-récoltes. La production sera à la fois destinée au marché national et à l'export, avec un objectif de valeur ajoutée pour les produits de type légumes, fruits, café, et thé.

Des produits à l'export encore peu transformés. Troisième producteur mondial de thé, avec une production en progression de 132 % en 10 ans, le Kenya a produit près de 514 175 tonnes de feuilles de thé en 2020, presque exclusivement pour l'export. Il en est de même avec le café qui a vu sa production augmenter de 104 % en 10 ans. Mais dans le même temps, ces produits voués à l'export ne sont pas transformés, alors que la valeur ajoutée pourrait être plus importante. Au-delà de programmes nationaux, des programmes par comté permettent également la modernisation des installations dans le but d'améliorer la qualité du café transformé et ainsi augmenter la valeur ajoutée des produits.

Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda

Par le SE de Kampala



Une transformation des produits agricoles qui se développe progressivement

Pays de tradition agricole, l'Ouganda présente un secteur agricole qui contribue à hauteur de 23,4 % du PIB et emploie 62,9 % de la population active. Bien que peu développée, la filière agroalimentaire représente près de 40 % de l'industrie manufacturière du pays. Le développement de la filière agroalimentaire ougandaise représente aujourd'hui le principal enjeu du secteur, tant pour les produits exportés dans le monde entier (café, thé) que pour les produits consommés localement ou traditionnellement exportés dans la région, la concurrence étant forte avec les besoins en produits bruts des pays voisins.

La production agroalimentaire en Ouganda

L'industrie agroalimentaire est un des piliers de l'industrie du pays. En Ouganda, le secteur agricole est clé : il concentre les deux tiers des emplois ougandais, fournit le premier emploi à 75 % des 15-24 ans et représente plus de la moitié des exportations du pays. La filière agroalimentaire représente 40 % de l'industrie manufacturière, et 57 % si l'on ajoute les boissons et le tabac. Cette dernière se développe d'année en année, mais doit faire face au manque de structuration des filières et à la concurrence des pays voisins, comme le Kenya, où les acheteurs sont bien souvent prêts à acheter plus chers des produits agricoles bruts en provenance d'Ouganda pour faire tourner les capacités de transformation installées. Nombreux sont néanmoins les investisseurs kenyans dans le secteur agroalimentaire ougandais.

Une transformation limitée en produits laitiers, mais qui reste supérieure aux besoins du pays. En 2020, seulement 4,1 % du lait de vache produit était transformé. La production laitière est en effet dominée par les petits exploitants qui possèdent plus de 90 % du cheptel national et les usines de transformation de lait ne fonctionnent qu'à 66 % de leur capacité installée. La production de lait cru transformé donne en majorité du lait écrémé (71,5 %), mais aussi du babeurre (6,6 %), du beurre (3,7 %) et d'autres produits (yaourts, lait entier condensé, lait en poudre, fromage). Le marché domestique est cependant vite saturé car la consommation de lait par habitant, malgré une augmentation de 25 l/pers/an en 1986 à 63 l/pers/an en 2018, demeure bien inférieure aux recommandations internationales (200 l/pers/an) et surtout au niveau de production du pays, l'Ouganda produisant 3,2 Mds litres de lait par an, contre une consommation domestique inférieure à 1 Md litres de lait par an.

Peu de transformation dans la filière bovine. La production de bœuf (239 000 t en 2020) demeure inférieure à l'objectif gouvernemental de 360 000 t. La concurrence avec les « bouchers de rue » limite le développement de la transformation. Le manque d'abattoirs de haute qualité est aussi problématique : il n'y en aurait actuellement que 3 en Ouganda, mais leur prix (150 000 UGX par animal exécuté, soit 37,1 €) y serait bien plus élevé que celui des abattoirs locaux (30 000 UGX par animal exécuté, soit 7,4 €).

Une production agroalimentaire qui pourrait être davantage développée. Les installations de transformation de la plupart des industries agro-alimentaires fonctionnent en effet en-dessous de leur capacité installée : 40 % pour le secteur du café, dont 95 % des exportations prennent la forme de grains bruts non transformés ; 60 % pour le thé, alors que certaines des 30 usines en activité n'ont pas d'infrastructures de transformation ; moins de 20% pour le bœuf. Par ailleurs, 96 % de la production ougandaise de lait cru et 95 % de la production ougandaise de farine de blé n'étaient pas transformées en 2020. Enfin, si 85,5% de la production de maïs grain en 2020 donnait lieu à une transformation, la farine de maïs représentait 51,0 % de cette production transformée et pouvait faire l'objet d'une seconde transformation.

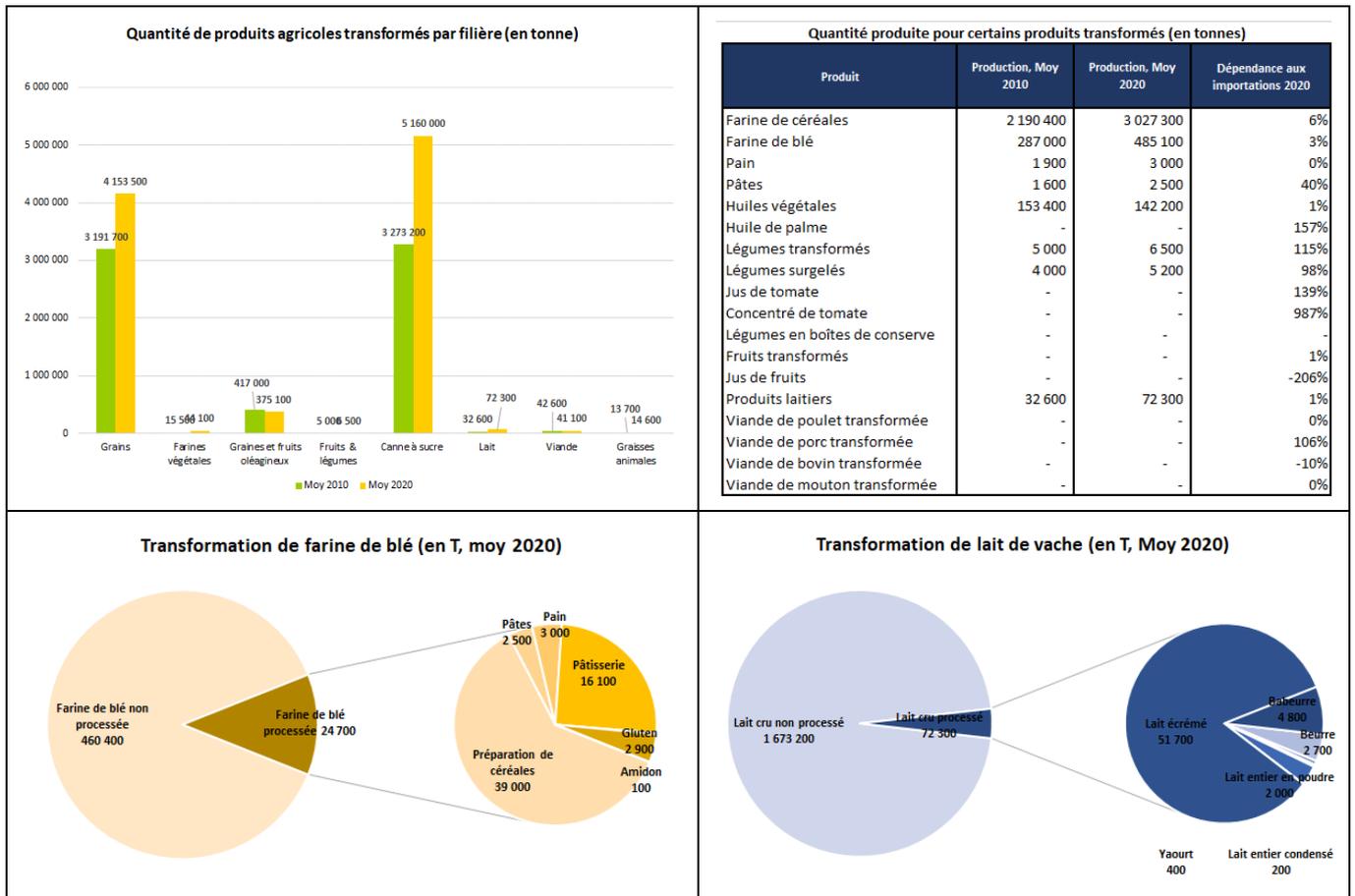


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de farine de blé (Bas gauche) et de lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

Une dépendance aux importations de blé, riz et huiles végétales. Même si le pays est relativement autosuffisant (voire exportateur) pour de nombreuses commodités agricoles (maïs, sorgho, haricots secs, soja), le pays importe chaque année environ 650 000 T de blé, 180 000 T de riz et 350 000 T d'huiles végétales. L'Ouganda importe notamment de l'huile de palme en provenance du Kenya (elle-même importée d'Indonésie et de Malaisie et raffinée pour partie au Kenya), produit pour lequel le pays est particulièrement dépendant aux importations. Par ailleurs, l'Ouganda est dépendant à plus de 95 % au blé importé, et, avant la guerre en Ukraine, 40 à 75 % de ses importations venaient de Russie et d'Ukraine. A noter que ces importations permettent de couvrir les besoins de la consommation locale, mais également d'exporter chaque année environ 50 000 T de farine de blé au Burundi.

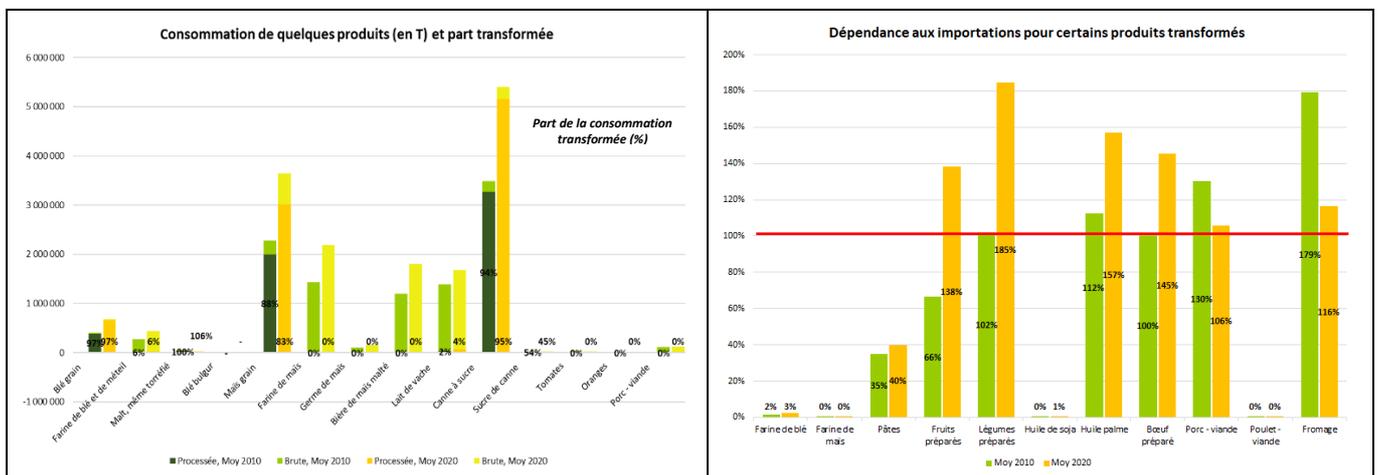


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Structuration des filières et principaux acteurs

Le soutien au développement de coopératives dans le secteur des produits laitiers pourrait permettre de favoriser la collecte et la transformation de produits laitiers. A noter toutefois que l'Ouganda fait face à des tensions sur les exportations à destination du Kenya, qui limite régulièrement les permis d'importations, induisant des blocages de lait brut ou transformé en Ouganda, influant sur les prix du lait en Ouganda et sur la rémunération des producteurs. L'Ouganda pourrait exporter davantage de lait vers l'Algérie (qui absorbe déjà environ 1,4 Md l de lait par an), et en exporter à ses voisins rwandais, congolais et burundais.

Une filière huile qui se renforce. Elle compte plusieurs grands industriels, dont le groupe kenyan *Bidco*, qui a particulièrement investi dans la mise en place de plantations de palmiers à huile ces dernières années, et le groupe indien *Mukwano*, historiquement présent en Ouganda et qui transforme chaque année 70 à 80 000 T de graines oléagineuses (soja, tournesol, coton, maïs). La filière est représentée par l'*Uganda Oil Seed Producers and Processors Association (UOSPA)* et représente un secteur particulièrement en tension compte tenu de la forte demande locale en huile et en graines oléagineuses- et malgré l'amélioration de la transformation du soja. Le gouvernement soutient par ailleurs la production locale d'huile de palme via le *National Oil Palm Project et le Vegetable Oil Development Project*, compte tenu de conditions climatiques plutôt favorables à cette culture.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	Aglis Partners Bakhresa Grain Milling (U) Ltd Mandela Millers Master Grain Milling Mukwano Pembe Flour Mills Tilda Uganda Kikimba Rice Ntake Group	Britania Allied Industries Manji Food Industries Ntake Group	Ugarose Flowers	CCBA's Uganda Crown Beverages Limited Group Africa Nile special Uganda Breweries Limited (Diageo)	Garden tea Kakira Sugar Limited The Mehta Group Sugar Company of Uganda (SCOU)	Bidco Mukwano Mont Meru	Amos Dairies Limited Brookside Limited Cooperative Union (UCCCU) Fidodido Industries Jesa Farm Dairy Limited Lakeside Dairy Limited Lato Pearl Dairy Farmers Limited Ponders Limited Royal Milk Enterprises Limited Vital Tomosis Dairy	Farmer's Choice Fresh Cuts Nakifuma Farming Ltd Ugachick Uziima Chicken Yo Kuku (HMH-Rainbow)
Autres acteurs		Hotloaf Bakery	Pure Grow Africa Soroti Fruit	Mukwano Premier Distilleries	Kawacom (U) Ltd Kyagalanyi Coffee Ltd Louis Dreyfus Company Olam Uganda Ltd Touton Uganda Ltd Ugacof Uganda Ltd		Bliss yoghurt Eran Farm Enterprises Fulinja Limited Just milk Premium Dairies Limited Safa cheese	
Groupements Associations	Wealth Creation Uganda Millers Association (WECRUMA)				Bugisu Coffee Cooperative Union(BCCU) Uganda coffe development authority (UCDA)	Uganda Oil Seed Producers and Processors Association (UOSPA)	Dairy Development Authority (DDA) Uganda Crane Creameries	National Poultry Association Uganda Meat Producers Cooperative Union (UMPCU)

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires en Ouganda (non exhaustif).

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Les pouvoirs publics ougandais ont identifié plusieurs axes de développement du secteur agroalimentaire, qui fait partie des 17 secteurs prioritaires du NDP III. Parmi les axes de développement, trois sont particulièrement significatifs. Le premier axe porte sur l'augmentation de la valeur des exportations de produits transformés issus du café, du thé, du poisson, des produits laitiers, de la viande et du maïs pour la porter de 0,935 Md USD à 2,7 Mds USD : cela passe par la diversification des exportations, diminuant ainsi la part des exportations traditionnelles (café, thé, tabac, coton) – qui est déjà passée de 82 % des exportations avant 2000 à 62 % dans les années 2010 – et par la pleine intégration du pays dans la zone de libre-échange continentale africaine, l'Ouganda exportant déjà plus de produits manufacturés vers ses voisins africains (39 %) que vers le reste du monde (26 %). Le deuxième axe de développement porte sur la réduction des importations de céréales, de préparations à base de céréales, de graisses et huiles végétales et de préparations à base de sucre de 931 MUSD à 500 MUSD. Le troisième porte enfin sur l'augmentation de la proportion des ménages en situation de sécurité alimentaire (de 60 % à 90 %), en ciblant 3 filières (cassave, maïs, banane).

Pour remplir ces objectifs, les pouvoirs publics ougandais devront relever de nombreux défis, tels que l'amélioration des statistiques disponibles, l'harmonisation des filières prioritaires, l'augmentation du budget alloué au secteur agricole, ou l'amélioration de l'accès aux financements (ce que le gouvernement a d'ores-et-déjà initié à travers le *Parish Development Model*, pour développer une agriculture commerciale.

Le café : une filière d'export à faible valeur ajoutée. L'Ouganda est structurellement le premier exportateur de café en Afrique, ses exportations de café ont atteint 860 MUSD en 2022, selon la banque centrale ougandaise. Toutefois, bien que l'Ouganda soit doté de 47 torrificateurs, 95 % du café est exporté sous la forme de grains bruts, afin de satisfaire la demande des marchés mondiaux.

Communauté d’Afrique de l’Est – Rwanda Par l’Ambassade de France au Rwanda



Un poids de l’agriculture important mais une industrie agroalimentaire encore à développer et qui repose sur des acteurs parapublics et étrangers

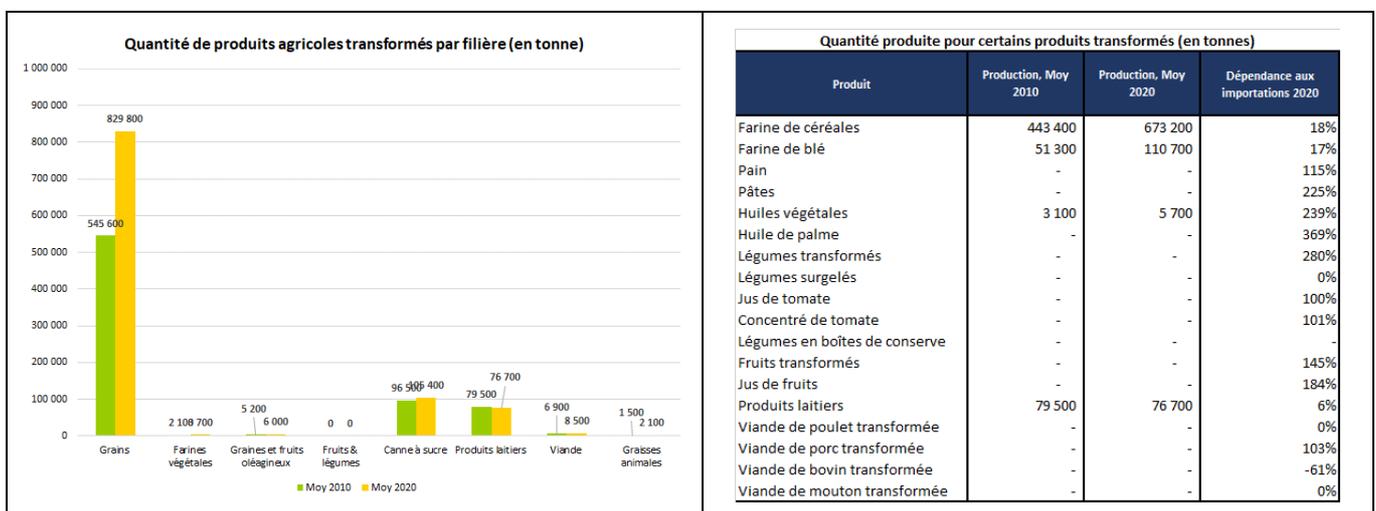
L’agriculture est un secteur important de l’économie rwandaise qui représente 23 % du PIB en 2021 et emploie 54,7 % de la population active. L’industrie agroalimentaire rwandaise, qui représente quant à elle 5,2 % du PIB, se caractérise par la présence importante d’acteurs publics ou parapublics ainsi que d’acteurs étrangers. Près de 60 % des exportations du pays sont issues de l’agriculture (café, thé, fruits et légumes), mais la quasi-totalité des produits agroalimentaires produits (principalement produits laitiers et farines de céréales) sont consommés localement. Le Rwanda est actuellement plutôt dépendant des importations, notamment des pays voisins, pour son approvisionnement en produits transformés.

La production agroalimentaire au Rwanda

Le secteur agricole représente 23 % du PIB du pays, étant ainsi l’un des secteurs clés du pays avec l’industrie (21 %) et les services (48 %). **L’industrie agroalimentaire représente 5,2 % du PIB national**, soit 686 MUSD en 2021. Au Rwanda, plus de la moitié de la population active travaille dans le secteur agricole. L’agriculture rwandaise est marquée par la petite taille des exploitations, une faible productivité et des récoltes souvent tournées vers la subsistance.

Le secteur laitier est stratégique pour le développement rural, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire du Rwanda. Le pays transformerait près de 44% de la production de lait de vache, majoritairement en lait écrémé (55 %), lait en poudre (8 %), babeurre (6 %) et beurre (2 %). Cependant, les coûts de production du lait au Rwanda étant plus élevés que ses voisins (Kenya et Ouganda), le pays est moins compétitif. Combiné au coût du transport, le pays exporte très peu. Malgré des investissements de la part du gouvernement afin d’augmenter la production de lait, celle-ci a légèrement diminué sur 10 ans (~180kt en 2010, ~173kt en 2020), ce qui explique la diminution de la production de produits laitiers sur la même période. On estime que seulement un tiers de la population consomme des produits laitiers de manière régulière, le gouvernement a donc mis en place différentes mesures afin de diminuer la malnutrition tout en renforçant le secteur.

La faible productivité du Rwanda en matière agricole le rend particulièrement dépendant aux produits agroalimentaires. De fait, le pays est sur-dépendant de ses importations par rapport à ses besoins et sa capacité de production locale en huile de palme (+329 %) et autres huiles végétales (+239 %), en légumes transformés (+280 %), en pâtes (+225 %) mais également en jus de fruits (+184 %) et fruits transformés (+145 %), faisant par là-même du Rwanda une plateforme d’importation et d’exportation pour certains de ces produits notamment vers la RDC et le Burundi. Le Rwanda transforme principalement des graines (829 000 tonnes en 2020), de la canne à sucre (105 000 tonnes) et des produits laitiers (76 000 tonnes).



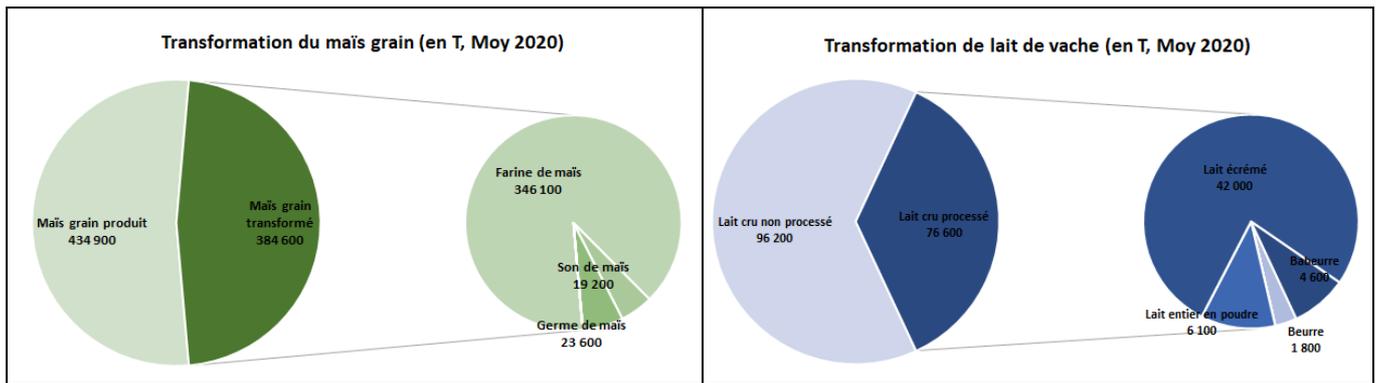


Figure 1 : Production transformée (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de maïs grain (Bas gauche) et de lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

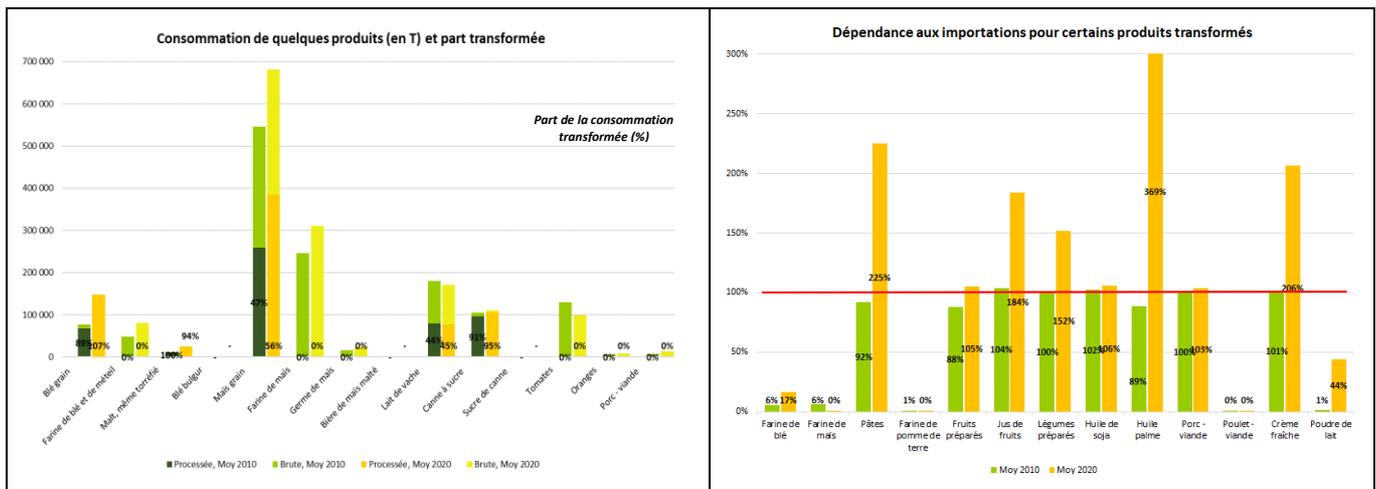


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Structuration des filières et principaux acteurs

Un secteur agroalimentaire composé de filières plus ou moins développées, et de quelques acteurs. Le secteur laitier est le plus développé au Rwanda, il représenterait ainsi environ 15 % du PIB agricole, soit 4 % du PIB national. Les secteurs de transformation des boissons et des produits laitiers sont les deux autres filières les plus développées. Le secteur des fruits et légumes transformés reste un secteur artisanal, avec très peu d'acteurs et de faibles productions. *Sorwatom* est le seul producteur de concentré de tomates du pays, *Horizon Sopyrwa* la seule société transformant le pyrèthre, tandis que l'entreprise artisanale *Shekina* produit des fruits et légumes secs, ainsi que de la farine de manioc.

La filière laitière est dominée par trois grandes entreprises de transformation. *Inyange Industries*, première entreprise agroalimentaire au Rwanda, transforme principalement du lait. D'ici fin 2023, une nouvelle usine d'une capacité de transformation de 650 000 l de lait et de 50 000 kg de poudre de lait par jour devrait entrer en fonctionnement. Seulement 20 % de la production sera destinée au marché local, les 80 % restant seront exportés vers les pays voisins (EAC, COMESA et Moyen Orient). L'objectif est ainsi de compenser les pénuries locales de poudre de lait, mais surtout d'assurer l'entrée de devises étrangères. *Mukamira Dairy* possède une usine de transformation (lait pasteurisé, gouda, yaourt, lait aromatisé, yaourt à boire) dans le district de *Nyabihu* à l'ouest du pays), avec une capacité de stockage de 40 000 l de lait, ce qui en fait la 2^e plus grosse usine de transformation de produits laitiers du Rwanda. Entreprise soutenue par l'APTC (*Agro Processing Trust Corporation*) et affiliée au Ministère de la Défense Rwandais, *Nyanza Milk Industries* possède une ferme laitière ainsi qu'une usine de transformation de 20 000 l de lait par jour. L'entreprise produit principalement du lait pasteurisé, mais également du lait caillé, yaourts aromatisés et fromages.

Le Rwanda a produit 24 000 tonnes de soja en 2020, soit près de deux fois moins qu'en 2010 (47 000 tonnes). La transformation est majoritairement effectuée par deux entreprises : *Meru Soyco*, et *African Improved Food (AIF)*. *Meru Soyco* produit de l'huile de cuisson et son usine possède une capacité de transformation de graines oléagineuses et de raffinage (notamment d'huile de palme). *AIF*, partenariat public-privé impliquant notamment

le gouvernement rwandais, un partenaire hollandais et la Société financière internationale (SFI), produit des aliments enrichis à base de soja. La fondation *Avril* est notamment engagée avec le gouvernement dans l'appui à la structuration de la filière soja, afin de renforcer et de sécuriser les approvisionnements de ces unités de transformation, mais également la disponibilité en tourteaux de soja auprès des nombreux provendiers.

Le Rwanda a la particularité d'avoir un secteur de l'agroalimentaire porté par le public ou parapublic ainsi que des acteurs étrangers. En effet, la société *Inyange* est détenue par le fonds d'investissement *Crystal Ventures Limited* (CVL) lui-même associé au *Front Patriotique Rwandais*, le parti au pouvoir. La société *Inyange* produit du lait, de l'eau, des produits laitiers et des jus. Outre *Inyange*, CVL détient 40 % de *Bourbon Coffee*, torréfacteur de café et géant du catering au Rwanda. Le fonds souverain *Agaciro* est lui aussi très présent dans le secteur agroalimentaire avec des participations importantes dans *Gorillas Coffee* (75,4 %), la *Kinazi Cassava Plant* (57,3 %), dans des entreprises de thé comme *Rwanda Tea Packers* ou *Shagasa Tea company* ainsi que dans des producteurs de riz *Mayange*, *Kirehe* et *Gatsibo*. Le fonds détient en outre 100 % de *Ngali Holdings* le principal investisseur dans l'agroalimentaire au Rwanda. Ainsi, cette proximité entre le public et le privé permet au Rwanda de développer des projets à vocation aussi bien sociale que politique ne répondant pas toujours à une logique économique évidente. Exception notable dans l'agroalimentaire figure l'entrepreneur à succès *Sina Gerard* dont la société homonyme produit de l'huile pimentée, de l'eau, du lait, de la farine, des jus, du vin, des pâtisseries, des confitures, etc. Les acteurs étrangers sont aussi présents dans le secteur de l'agroalimentaire au Rwanda à la faveur d'une politique d'attraction des investissements dans ce secteur : parmi les plus gros acteurs figurent *Africa Improved Foods* (Pays Bas), *Soyco* (Kenya/EAU), *Bralirwa – Heineken* (Pays-Bas), *Skol* (Belgique), *La Brioche* (Belgique), etc.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	African Improved Foods (AIF) Azania wheat flour Bakhresa Group ICM Rwanda Agribusiness Maisonnerie de Mukamira Pembe Flour Mills Rwa Business Group	Adma International	Horizon Sopyrwa Sorwatom	Bralirwa (Heineken) Brasserie des Mille Collines Skol Africa (Unibra)	Bourbon Coffee Coffee Business Center Gorillas Coffee Jay Shree Tea Kabuye Sugar Works Rwacof Rwanda Mountain Tea Rwanda Tea Packers	Horizon Sopyrwa Mery Soyco	Inyange Industries Mukamira Dairy Nyanza Milk Industries	
Autres acteurs	Coamiv Mimimex		Shekina Enterprises	Enterprise Urwibutso Inyange Industries	Coopérative du thé Mulindi Coopérative du thé Villageois Mulindi			

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires au Kenya (non exhaustif).

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

L'agriculture est une des cinq priorités du plan Vision 2050 du gouvernement rwandais, qui vise une multiplication de la valeur ajoutée du secteur par huit d'ici 2035, puis encore par trois d'ici 2050. Le développement du secteur passe notamment par une meilleure distribution de semences et engrais de qualité, un renforcement de l'irrigation, une mécanisation des exploitations, un meilleur accès au financement agricole et une meilleure gestion des risques climatiques. Par ailleurs, d'après les projections du rapport, les produits tels que la viande bovine, les produits laitiers, l'horticulture, les huiles comestibles et les produits frais exportés vers la région devraient générer des revenus annuels de plus de 550 MUSD. Cependant, le développement de ces chaînes de valeur est principalement à visée export, bien que l'urbanisation croissante devrait engendrer une demande locale plus importante en produits agroalimentaires dans les années à venir.

Le Rwanda est particulièrement actif dans les filières d'exportation du thé et du café, qui sont traditionnellement les produits phares pour l'exportation. Le pays a ainsi exporté près de 23 000 t de thé, et 22 000 t de café en 2020. Les produits issus de la transformation de thé et de café représentaient 60 % des exportations en valeur du pays en 2023 d'après la banque nationale rwandaise. Depuis plusieurs années, les filières des huiles essentielles, des fruits et légumes frais (avocats, pois, champignons, fruits de la passion, piments ...), du pyrèthre ou des noix de macadamia font également partie des produits visés pour l'export. Le piment a notamment fait l'objet d'un important contrat avec une entreprise chinoise pour l'achat d'une grande partie de la production rwandaise. Les exportations de fruits frais ont été facilité par le développement de nouvelles routes aériennes avec la compagnie *RwandAir* vers l'Europe, le Moyen Orient et l'Asie, ainsi 63 % des fruits et 38 % des légumes exportés en 2019 étaient destinés au marché international. Le Qatar est également présent avec l'achat ou la location de terres agricoles afin de sécuriser ses approvisionnements.

Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar es Salam



La Tanzanie, terre d'opportunités agroalimentaires

L'industrie agroalimentaire est un secteur important de l'économie tanzanienne, une économie reposant essentiellement sur le secteur agricole (26 % du PIB en 2022). En raison de l'absence de capacités industrielles de transformation suffisantes et de défis multiples, la majorité des cultures en Tanzanie sont à l'heure actuelle commercialisées à l'état brut ce qui rend le pays fortement dépendant de l'importation de certains produits transformés. De nombreuses opportunités d'investissement, de développement et de modernisation existent dans le secteur agroalimentaire. Le gouvernement, en collaboration avec les partenaires de développement et les acteurs du secteur privé, travaille sur des initiatives visant à accroître la productivité agricole et la transformation locale, à améliorer l'accès au marché, à promouvoir des pratiques durables et à renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur dans le secteur.

La production agroalimentaire en Tanzanie

Le secteur agricole est l'épine dorsale de l'économie tanzanienne, représentant en moyenne 27 % du PIB du pays au cours des dix dernières années (26 % du PIB en 2022) et employant environ 65 % de la population active. **L'industrie agroalimentaire joue également un rôle crucial dans l'économie du pays et représente 24 % de l'ensemble du secteur manufacturier qui fournit des emplois à 12 % de la population** (derrière l'agriculture et les services). Le secteur agroalimentaire représente en moyenne 5 % du PIB de la Tanzanie au cours des dix dernières années. Dans le cadre de son programme de développement à moyen terme, à savoir la troisième phase du plan de développement quinquennal (2021/2022 - 2025/2026), le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a prévu une augmentation significative de la production agroalimentaire du pays.

La production agroalimentaire s'appuie sur un large éventail d'activités agricoles, notamment la culture, l'élevage et la pêche. Le climat favorable du pays et la diversité des zones agroécologiques permettent la production de diverses cultures et produits alimentaires. Les cultures vivrières les plus courantes en Tanzanie sont le maïs, le riz, les haricots, le blé, les patates douces, les bananes et le sorgho.

La valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB est en légère augmentation sur les trois dernières décennies, passant de 7 % en 1990 à 8,4 % en 2021. Le secteur agroalimentaire (aliments et boissons) représente la plus grande part du secteur manufacturier en Tanzanie en termes d'emploi, de valeur ajoutée et de contribution à la croissance. Les aliments et les boissons représentent près de 50 % de l'emploi manufacturier, suivis des meubles, des textiles et des produits non métalliques. Les aliments et les boissons représentent également environ 60 % de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier en 2019 ; c'est le sous-secteur qui a le plus contribué à la croissance de la fabrication à valeur ajoutée au cours de la dernière décennie.

En Tanzanie, les principaux produits agricoles transformés sont les suivants : grains (9,4 Mt en 2020), canne à sucre (3 Mt), graines et fruits et fruits oléagineux (1,5 M t) et les produits laitiers (1,3 Mt). En 2020, la Tanzanie a transformé 38 % des grains de maïs produits majoritairement en farine de maïs (94 %). En ce qui concerne les produits laitiers, 46 % du lait de vache est transformé, notamment en lait écrémé (80 %).

La Tanzanie est totalement dépendante de l'importation des produits transformés suivants : pâtes, farine de pomme de terre, jus de fruits, huile de soja, huile de palme, viande de porc, lait en poudre, jus de tomates ou concentré de tomates. La Tanzanie importe la plupart de ses jus de fruits d'Espagne, de Chine et d'Afrique du Sud.

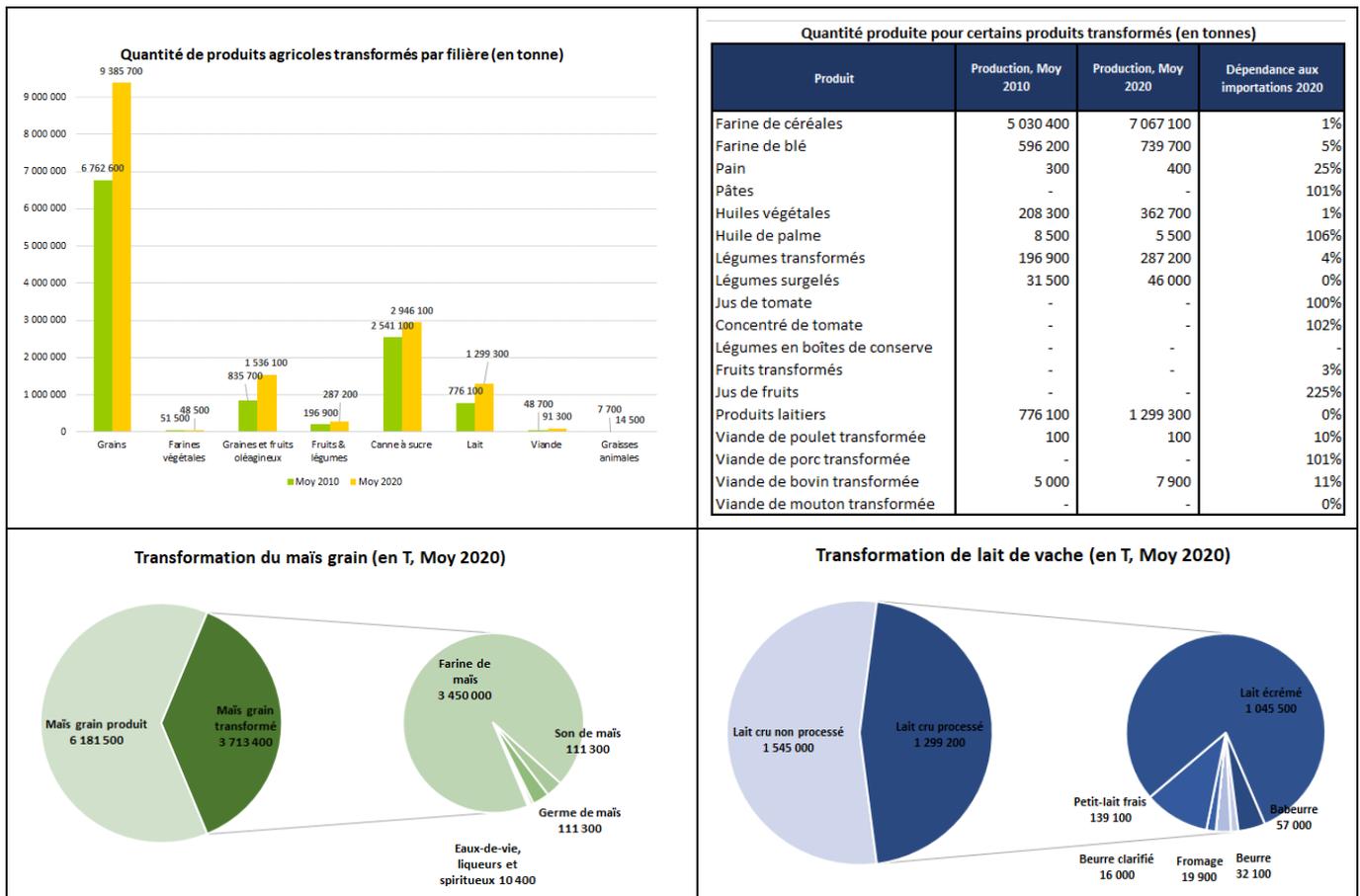


Figure 1 : Production transformée (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de maïs grain (Bas gauche) et de lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

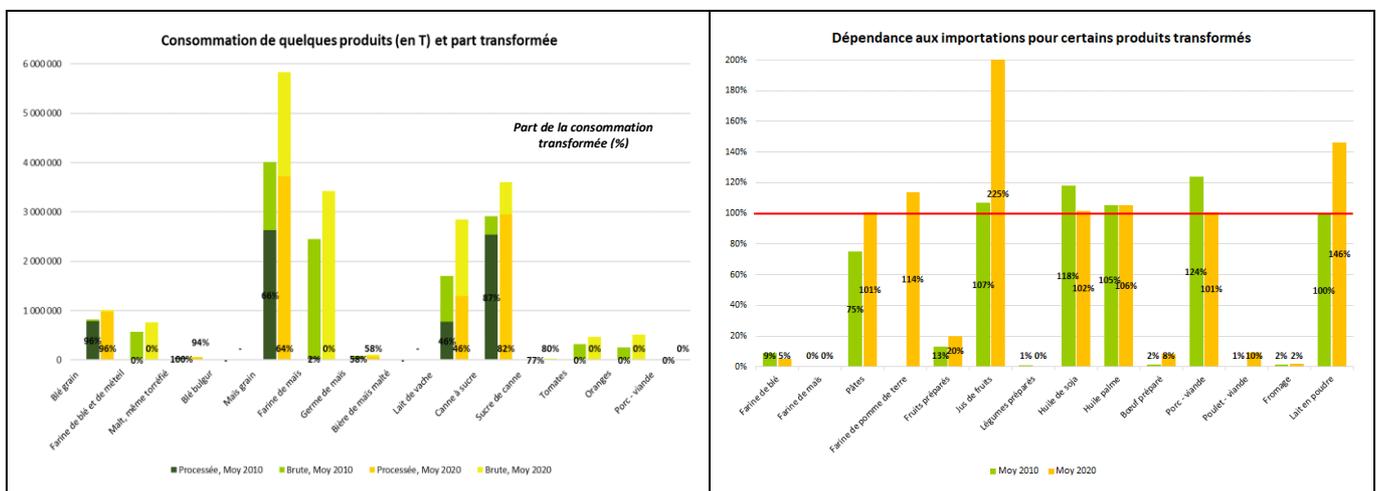


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Structuration des filières et principaux acteurs

Une priorité donnée à la transformation des noix de cajou pour l'export. Seulement 10 % de la production est actuellement transformée, mais le gouvernement tanzanien prévoit de transformer 60 % des noix de cajou locales d'ici la saison 2025/26. L'augmentation de la transformation serait possible grâce à un système de commercialisation qui permettrait aux transformateurs locaux agréés d'acheter les noix de cajou brutes sans entrer en concurrence avec les exportateurs lors des ventes aux enchères. Cela permettrait une hausse de la production d'autres produits à base de noix de cajou et élargirait le marché des noix de cajou cultivées dans le pays.

Actuellement, la majorité des cultures en Tanzanie sont commercialisées à l'état brut. La Tanzanie produit par exemple 2,75 Mt de fruits et légumes par an mais seulement 4 % seraient transformées. De même, malgré une hausse de la transformation locale d'oléagineux, le pays importe encore beaucoup d'huile comestible. Il existe des opportunités dans ce secteur pour la fourniture d'équipements de pressage et de transformation de l'huile. Les graines oléagineuses majoritairement produites dans le pays sont le tournesol (1,1 Mt en 2020, 2^e producteur d'Afrique), le sésame (0,7 Mt) et les arachides (0,7 Mt). La production de fruits du palmier à huile reste encore marginale (0,07 Mt), tandis que les noix de coco (4 Mt) sont majoritairement consommées fraîches, puisque seulement 23 kt d'huile de coco auraient été produites en 2020.

Les filières clés de l'industrie agroalimentaire tanzanienne sont les suivantes : transformation de grains (maïs, blé), sucre et produits laitiers. Les principaux acteurs de la transformation des céréales en Tanzanie opèrent également dans d'autres pays d'Afrique : *Bakhresa Group* (Kenya, Ouganda, Malawi, Mozambique, Zambie, Rwanda, Zimbabwe et Afrique du Sud), *Mohamed Enterprises Group* (Ouganda, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Burundi, Zambie, Mozambique, Malawi, RDC), *Azania Group* (Ouganda, Burundi, Rwanda, Zambie, RDC, Malawi) et *Quality Group Limited*. La production de sucre est principalement concentrée dans trois régions : Morogoro, Kagera et Kilimandjaro. À l'heure actuelle, la Tanzanie compte quatre acteurs majeurs : *Kilombero Sugar Company*, qui représente 40 % du marché, *Tanganyika Planting Company* (34 %), *Kagera Sugar* (17 %) et *Mtibwa Sugar Estates* (9 %).

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	Azania Group KOM Millers Mohamed Enterprises Group Quality group	Bakhresa Group	Bakhresa Group Mohamed Enterprises Group NARCO fruits processing company	Asas Dairies Bakhresa Group Coca-Cola company Jambo food production Melt food production Milkcom Motisun group Savannah group companies Serengeti Breweries (Diageo) Tanfa Fres Tanzania Breweries (TBL, ABInBev)	Bakhresa Group Bakhresa Sugar Kagera Sugar Kilombero Sugar Company Mkulazi Holding Company Mtibwa Sugar Estates Tanganyika Planting Company Tembo Coffee Company	Bidco Africa Kom Group of Companies Mohamed Enterprises Group Mtibwa Sugar Estates Wilamr International	Asas Dairies Kilimanjaro Dairy Coop Milkcom New Forest Company Sameer Agriculture Serengeti Tanga Fresh	Infinity farmers choice Meru Agro-tours Mr and Mrs Kuku Quality Meats Tan Choice Tanbreed Poultry Tanzania Meat Company
Autres acteurs	Katundu Traders Morica maize milling Fartini Mzizima Flour Mills	Kom group of companies	Jambo food production Motisun group	Mega Beverages	Arusha Coffee Mill / Coffee Exporters Burka Coffee	ARI Kilimanjaro	Bakhresa Group Shafa farm	Interchick Irvine's Tanzania Kibo Poultry Kukupoa
Groupements Associations	Tanzania Animal Feed Manufacturers Association (TAFMA)						Tanzania Dairy Board	Poultry Association of Tanzania Tanzania poultry commission association Tanzania Society of Animal Production (TSAP) TAPIFA - Tanzania Association of Pig Farmers

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires en Tanzanie. (non exhaustif).

Bakhresa Group est l'un des plus grands conglomérats industriels en Tanzanie. Il opère notamment dans l'agroalimentaire, les boissons, la logistique et les médias, le négoce du pétrole, le recyclage et l'emballage. Leur division *Agro Processing & Grain Milling* s'occupe de la mouture et du stockage du blé, du riz et du maïs. *Bakhresa Food Products Ltd* est présent en Ouganda avec *Bakhresa Grain Milling (Uganda) Limited*, au Burundi avec *Bakhresa Grain Milling Burundi Ltd* et au Mozambique avec *Bakhresa Grain Milling Mozambique*. *Quality Group Limited* opère quant à lui dans près de 9 domaines différents dont l'agroalimentaire, pour un total d'une cinquantaine d'entreprises.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Le gouvernement a clairement défini son programme et ses priorités pour la transformation agricole dans des stratégies pluriannuelles et multisectorielles. Les principaux documents stratégiques qui guident le développement agricole en Tanzanie sont la *Vision de développement de la Tanzanie 2025* (TDV 2025), le *Programme de développement du secteur agricole II* (ASDP II), le troisième *Plan national de développement quinquennal* (FYDP III), *Pathways for Sustainable Food Systems 2030*, *Projet phare de développement de l'agro-industrie tanzanienne* (TAIDF) et le *Plan directeur de l'élevage* et l'Agenda 10/30.

Le pays reconnaît que l'agriculture est essentielle à la réalisation de ses objectifs de développement socioéconomique, qui sont bien articulés dans le deuxième programme de développement du secteur agricole (ASDP II). **La Tanzanie a conçu un cadre pour guider et coordonner les investissements dans l'agro-industrialisation afin de contribuer à la réalisation de l'ambition du pays de devenir un pays industrialisé d'ici 2025.** L'Agenda 10/30 vise à atteindre un taux de croissance annuel de 10 % pour le sous-secteur des cultures d'ici 2030.

Les autorités continuent de mettre en œuvre le projet phare de développement de l'agro-industrialisation de la Tanzanie (TAIDF) pour contribuer au programme d'industrialisation de 2025. Le budget prévu pour le TAIDF (2021-26) est de 2 989 MUS\$D, auquel le gouvernement et les partenaires de développement contribueront pour un total de 320 MUS\$D. Les investissements du secteur privé, y compris les agriculteurs, les transformateurs primaires et les agro-industriels, sont évalués à 2 669 MUS\$D sur six ans.

Le gouvernement promeut l'agro-industrialisation par le biais d'un environnement politique favorable et d'incitations pour les entrepreneurs à investir dans l'industrie manufacturière. Il s'agit notamment d'incitations fiscales aux investissements industriels et de la suppression de la TVA sur les équipements de transformation agricole, y compris les équipements de raffinage d'huile utilisés dans la production d'huile de tournesol pour promouvoir la culture du tournesol.

Dans le cadre de son programme de développement à moyen terme, à savoir la Troisième phase du Plan de développement quinquennal (2021/2022 - 2025/2026), **le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a prévu une augmentation significative de la production agroalimentaire du pays. Il s'est donc engagé à aménager et à exploiter un Pôle de transformation agro-industrielle (mégapôle de transformation industrielle) sur un terrain d'environ 226 acres dans la ville d'Old Shinyanga, dans la région de Shinyanga,** en Tanzanie. Le Pôle, connu sous le nom de parc agro-industriel, parc agroalimentaire ou méga parc alimentaire, vise à concentrer les activités agro-industrielles dans les zones à fort potentiel agricole, afin de stimuler la productivité et de combiner la production, la transformation et la commercialisation de certains produits agricoles. Le Pôle prévu est une idée de la Banque africaine de développement (BAD), dans le cadre de sa stratégie « Nourrir l'Afrique », qui vise à créer des zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ) qui abriteront des mégapoles de transformation industrielle, des centres de transformation agricole (ATC) et des centres de regroupement de produits agricoles.

Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) BM 2021</i>	12,6	53,0	45,9	13,5	10,7	63,6
<i>Croissance démographique (%) BM 2015-2021</i>	2,6	2,1	3,3	2,4	-0,6	3,2
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	169	128	144	52	180	87
Macroéconomie						
<i>PIB (Mds USD) FMI 2022</i>	3,7	114,9	48,4	12,1	4,8	76,6
<i>PIB par habitant (USD) FMI 2022</i>	292,6	2255,5	1105,6	912,7	327,9	1245,0
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI 2022</i>	3,3	5,3	4,4	6,0	6,5	4,5
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2022</i>	17,3	7,4	6,4	9,5	17,6	4,0
Finances Publiques						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2022</i>	-7,3	-7,0	-5,5	-6,4	3,0	-3,1
<i>Dette publique (%PIB) FMI 2022</i>	66,4	69,4	52,2	68,1	52,3	39,5
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI 2021</i>	18,9	30,8	30,1	48,4	-	28,8
Echanges						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED 2021</i>	-26,1	-11,6	-10,7	-12,3	-12,0	-5,2
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	9,6	174,5	59,7	32,2	3,6	71,3
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	1,5	142,7	24,8	6,2	0,2	35,8
<i>Balance courante (%PIB) FMI 2022</i>	-14,9	-5,9	-8,0	-12,6	8,6	-4,4
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2020</i>	1,6	3,1	2,8	2,7	1,3	0,5
<i>Réserves de change (mois d'import) BM 2021*</i>	0,9	4,8	4,1	5,6	0,5	5,4
Développement						
<i>IDH BM 2020</i>	0,43	0,60	0,54	0,54	0,43	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance ONU 2015-2020</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (< 1,90 USD/jours, %) BM 2018*</i>	72,8	37,1	41,0	56,6	76,5	49,4
<i>Emissions de CO² par habitant (tonnes) BM 2019</i>	0,1	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2
Notation Dette Souveraine						
<i>S&P</i>	-	B	B+	B+(-)	-	-
<i>Moody's</i>	-	B2(-)	B1(-)	B2(-)	-	B2(+)
<i>Fitch</i>	-	B+(-)	B+	B+(-)	-	-
Politique Monétaire						
<i>Taux directeur*</i>	5,93	8,75	10,00	6,50	-	5,00

*Dernière donnée disponible

Corne de l'Afrique – Djibouti

Par l'Ambassade de France à Djibouti



Une industrie agroalimentaire embryonnaire mais placée au cœur des enjeux de souveraineté et de diversification économique

La faible contribution des secteurs agricole et industriel à l'économie djiboutienne (25 % du PIB à eux deux en 2018) pèse sur la capacité du pays à développer une filière agroalimentaire, elle-même dépendante des produits agricoles et de conditions structurelles favorables. Djibouti est alors presque totalement tributaire de ses importations pour nourrir sa population. Face à une insécurité alimentaire structurelle, Djibouti a fait de l'agriculture commerciale et de l'agro-industrie une priorité pour assurer sa résilience alimentaire et la diversification de son économie.

Une dépendance quasi-totale aux importations pour les produits non transformés comme transformés

Compte tenu d'un contexte climatique et pédo-hydrologique défavorable, le secteur agricole est peu développé. Bien que 22 % de la population soit rurale, l'agriculture n'emploie que 1,22 % de la population active djiboutienne en 2022 et représenterait, en moyenne, entre 1 % (Banque Mondiale) et 2 % (FAO) du PIB.

La production agricole ne couvre que 10 % de la consommation alimentaire nationale. Au total, seules 9 896 tonnes de végétaux auraient été produites en 2019/2020, selon les données de l'Institut de la Statistique de Djibouti. La production se limite à la pratique ponctuelle du maraichage et de l'arboriculture le long des cours d'eau. Le manque d'eau (taux de précipitations annuel de 13 cm), les limitations en terre arable (1000 km² soit 4,3 % du territoire) et la salinité des sols rendent difficile le développement de céréales. L'élevage représente la principale activité agricole du pays (3/4 du PIB agricole) mais la production s'établirait autour de 11 500 tonnes de viande produite. Le déficit d'infrastructures de transformation (1 seul abattoir formel à l'échelle du pays) et de conservation empêche le développement d'une filière viande et limite le potentiel d'exportation du pays. La production halieutique nationale, quant à elle, est en moyenne de 2 232 t/an.

Des filières de l'industrie agroalimentaire peu nombreuses

Djibouti ne dispose pas d'une filière agroalimentaire importante, conséquence d'une dépendance quasi-totale aux importations pour ses besoins alimentaires, malgré une demande intérieure relativement élevée. La présence de plusieurs enseignes de la grande distribution dans la capitale facilite la diffusion de produits transformés et ultra-transformés.

L'industrie agroalimentaire djiboutienne consiste essentiellement en la transformation de quelques produits importés. Les principales entreprises sont : i) *Golden Africa Djibouti*, filiale du négociant malaisien *Pacific Inter-Link*, spécialisée dans le raffinage et le conditionnement de l'huile de palme à partir d'intrants extérieurs (capacité de traitement de 9 000 t/mois ; production destinée au marché intérieur mais aussi à l'exportation vers les pays voisins) ; ii) *Douda Tazwid Industries* fabriquant des jus de fruits et des produits laitiers à partir de matières premières importées ; iii) *Djibah Seafood* qui effectue le traitement et le conditionnement des produits de la mer et exporte ses produits en Europe, États-Unis, Émirats arabes unis et en Arabie Saoudite notamment. S'agissant des boissons, le groupe *Coubèche* dispose d'une activité industrielle qui s'articule autour de trois lignes de production bouteilles (Coca-cola ; eau minéralisée) et d'une usine de glace.

L'industrie agroalimentaire : une priorité pour le développement du pays

Dans son plan stratégique « Vision 2035 », le gouvernement mise sur la croissance de l'industrie agroalimentaire, pour développer le secteur industriel et diversifier l'économie du pays, mais aussi pour renforcer la résilience alimentaire et stimuler les exportations. En synergie avec sa politique de lutte contre l'insécurité alimentaire, le gouvernement vise le développement de l'agriculture commerciale et agroindustrielle via 4 filières proposées dans le « Pacte national » issu du Sommet de Dakar (janvier 2023) : la viande caprine, les dattes, les produits maraîchers et l'aquaculture marine. L'agro-industrie associée à ces filières concernerait l'abattage des animaux et la chaîne du froid. Le coût total de l'investissement est évalué à 200 MUSD. A noter que les principaux bailleurs actifs dans le secteur agricole sont la BAD, le FIDA, l'UE et la BM.

❖ Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis-Abeba



Un secteur agricole peu développé qui entrave le développement d'une industrie agroalimentaire

Malgré un potentiel intéressant (ressources abondantes, main-d'œuvre peu chère), le secteur agroalimentaire érythréen reste sous-développé. En effet, le secteur agricole (19,5 % du PIB) est principalement destiné à l'autoconsommation et fortement dépendant des aléas climatiques (famines chroniques en raison de sécheresses). Néanmoins, certains sous-secteurs pourraient être davantage investis, comme celui de la pêche. Si le gouvernement érythréen reste disposé à améliorer la production et la productivité agricole, le développement de l'industrie agroalimentaire ne constitue pas encore une priorité du gouvernement érythréen.

En Erythrée, l'agriculture emploie 62,4 % de la population active mais ne pèserait que 19,5 % du PIB en 2021. Selon la BAD, la production agricole ne subvient qu'à deux tiers des besoins. En effet, le secteur sous-performe en raison (i) de la forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, et (ii) de la fertilité limitée des sols associée à un (iii) accès insuffisant aux intrants et aux technologies en raison des contraintes concernant les devises et les compétences techniques insuffisantes. Il en résulte des famines chroniques, dans un contexte marqué par des sécheresses de plus en plus fréquentes et une dégradation des terres arables.

Néanmoins, le potentiel agro-alimentaire de l'Érythrée existe. Ces opportunités peuvent comprendre la transformation dans le secteur des céréales, des produits horticoles et d'élevage ainsi que la production de pâtes, de concentré de tomates, de confiture de fruits de cactus, de produits à base d'aloë vera, de jus de fruits, de beurre de cacahuète, de miel transformé, de produits laitiers transformés comme le fromage, le yaourt et la transformation des aliments pour animaux. L'existence de ressources naturelles et d'une main-d'œuvre peu chère pourraient constituer des atouts pour le secteur agro-alimentaire en Erythrée...

La région de Dekemhare abrite deux entreprises agroalimentaires, vestiges du passé colonial italien. *Red Sea Mill Company* produit de la farine de céréales et permettrait de desservir un marché d'environ un million de personnes en Erythrée et dans les pays voisins du golfe Persique. *Dekemhare pasta factory* produit des pâtes.

La pêche représente le secteur au potentiel le plus important. Les chaînes de valeur de la pêche sont relativement bien développées, mais restent insuffisantes pour répondre à la demande. Le sous-secteur de la pêche offrirait un potentiel de 90 000 km² de zones de pêche, avec un potentiel de production annuel estimé entre 65 000 t et 70 000 t de poissons et autres produits marins. La demande de poisson dépasse l'offre dans les zones urbaines et il existe une latitude pour une consommation intérieure accrue. En outre, le secteur de la pêche érythréen a le potentiel de contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire érythréenne, aux recettes en devises et à la création d'emplois. (Voir lettre mensuelle de Janvier 2023 sur la pêche et l'aquaculture).

Malgré le potentiel que représente l'Érythrée en matière de transformation de produits agro-alimentaires destinés à l'exportation, il n'existe pas de politiques connues visant à soutenir le développement du secteur privé dans la fabrication et la transformation des denrées agricoles. Les actions visant à approfondir la chaîne de valeur restent peu motivées par les opportunités et les demandes du marché. Ainsi, des difficultés structurelles demeurent, tels que des coûts d'infrastructure élevés, un manque d'accès au financement (capital) et une disponibilité limitée de travailleurs qualifiés et d'incitations appropriées.

Dans le secteur agricole, des entreprises chinoises investiraient dans la construction d'entrepôts frigorifiques, d'une usine de fabrication d'aluminium et d'étain et d'une ligne de production de tuyaux d'irrigation goutte à goutte en PVC de haute qualité. Malgré ces opportunités d'investissement, le pays reste confronté à de nombreux défis, parmi lesquels la faible productivité de l'agriculture attribuée à des pratiques agricoles archaïques et un régime foncier qui confie la propriété des terres au gouvernement. Retenons néanmoins l'investissement chinois dans la potasse, qui va faire de l'Erythrée un acteur de l'amont agricole et du marché des engrais. En effet, fin mai 2023, la société chinoise minière *SRBG* a finalisé l'acquisition de 50 % de la mine de potasse *Colluli* en Erythrée auprès de l'australien *Danakali Ltd* en versant une première tranche de 105 MUSD.

❖ Corne de l'Afrique – Éthiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Un secteur agroalimentaire à la croissance limitée, à fort potentiel de développement mais qui se heurte à une demande locale encore timide

Malgré un secteur agricole important (32 % du PIB, 80 % des exportations, 64 % des emplois), l'agro-industrie en Éthiopie reste caractérisée par un manque de demande et une faible production (la majorité des usines tournent en sous-capacité). D'une part, l'émergence d'une classe moyenne ne s'est pas traduite par une hausse des dépenses en aliments transformés (prévalence de consommation de produits frais et +200 jours de jeûne/an) et d'autre part, l'offre agroalimentaire demeure insuffisante en raison de difficultés chroniques, dont notamment la pénurie de devises et la structuration des filières amont. Le pays reste donc dépendant des importations surtout pour des produits à transformation secondaire (pâtes, sucre, huile, lait, sauce tomate, boissons). Ainsi, afin de réduire sa dépendance aux importations et ses dépenses en devises, le gouvernement mène une stratégie de substitution aux importations via la mise en place de parcs agroindustriels à proximité de clusters agricoles. Néanmoins, avec une taille de marché importante (115 M d'habitants), l'agro-industrie en Éthiopie demeure un secteur à fort potentiel.

La production agroalimentaire en Éthiopie

L'agriculture occupe une place majeure dans l'économie éthiopienne (32 % du PIB, 80 % des exportations, 64 % des emplois en 2021). Sur une superficie totale de 1 104 300 km², les terres agricoles occupent 33 % du territoire. L'agriculture est principalement vivrière, constituée de petits agriculteurs exploitant en moyenne 0,8 ha. Elle demeure très sensible aux aléas climatiques (95 % de l'agriculture est pluviale).

Si l'agriculture joue un rôle central dans l'économie, le secteur de la transformation alimentaire reste caractérisé par un manque de demande et une faible compétitivité. En effet, les agro-industries ne représentaient que 2 % du PIB en 2015 mais en termes de contribution au secteur industriel, elles – alimentation et boissons – représentaient la plus grande part des produits manufacturés (environ 50 %). Selon le rapport sur le secteur agroalimentaire éthiopien réalisé par l'université néerlandaise de Wageningen, celle-ci serait composée de 560 entreprises, dont 95 % seraient privées, et 60 000 emplois. Les minotiers et les boulangeries représenteraient la majorité (66 %) de ces 560 industries. Hors boissons, les principaux produits de l'agroalimentaire sont la farine (blé) (3,7 Mt en 2020), le sucre (0,34 Mt en 2021) et les biscuits (250 kt en 2010). Par ailleurs, les exportations agricoles éthiopiennes sont presque entièrement limitées aux produits primaires et non transformés. Les produits transformés ne représentent que 1,3 % (2013) des exportations totales de l'agro-industrie et la dépendance aux importations reste forte.

L'Éthiopie est autosuffisante sur la plupart des denrées d'origine végétale et animale, sauf pour des produits à transformation secondaire. Le pays a produit 18 Mt de farine de céréales en 2020, et 3,6 Mt de farine de blé – soit une très faible dépendance aux importations (1 % et 2 % respectivement). De même, pour les denrées d'origine animale (poulets, bovins, moutons, produits laitiers), le pays demeure autosuffisant (0 à 2 %) sauf pour la viande de porc transformée (100 %) – peu alignée avec les habitudes de consommation des Éthiopiens. **En effet, malgré l'émergence d'une classe moyenne, les dépenses annuelles en aliments transformés par habitant à Addis restent marginales.** Néanmoins, le pays reste dépendant des importations pour les produits à transformation secondaire : pâtes (98 %), jus de tomate (96 %), jus de fruits (106 %) mais aussi de l'huile de palme (88 %).

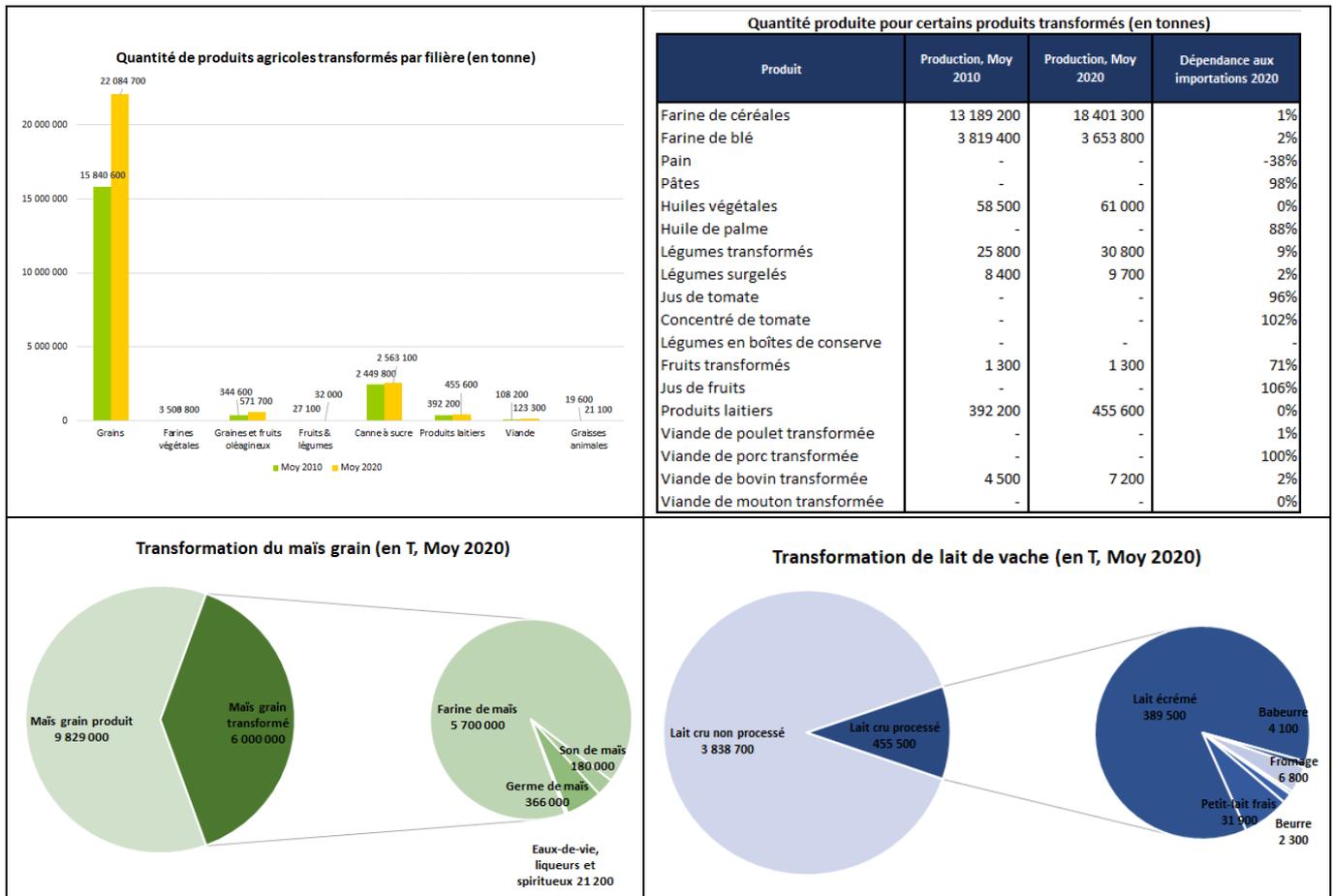


Figure 1 : Production transformée (Haut gauche et droite) et Voies de transformation du maïs en grain (Bas gauche) et de lait cru (Bas droite) (Source FAO)

Même si les habitudes de consommation ont peu évolué en 10 ans, le gouvernement éthiopien se voit contraint de recourir aux importations de produits à transformation secondaire. En effet, entre 2010 et 2020 la consommation de grains de maïs transformé est restée stable (61 % du maïs consommé est transformé en 2010 à 60 % en 2020), celle de la canne à sucre transformée a baissé (282 % à 180 %), tout comme le lait transformé (11 %). L’approvisionnement du marché éthiopien en denrées à transformation secondaire (pâtes, thé, sucre, huile, lait, sauce tomate, boissons) se fait via la Consumer Products Trade Business Unit (CPTBU), une BU de la centrale d’achat publique l’Ethiopian Trading Businesses Enterprise (ETBE). Alors que le marché actuel dispose d’une chaîne de valeur très longue (5-6 intermédiaires avant d’arriver au consommateur final), la CPTBU achète directement aux usines pour les fournir aux distributeurs (coopératives ou associations de consommateurs). Par ailleurs, cette BU servirait également d’outil de stabilisation des prix du marché au gouvernement éthiopien.

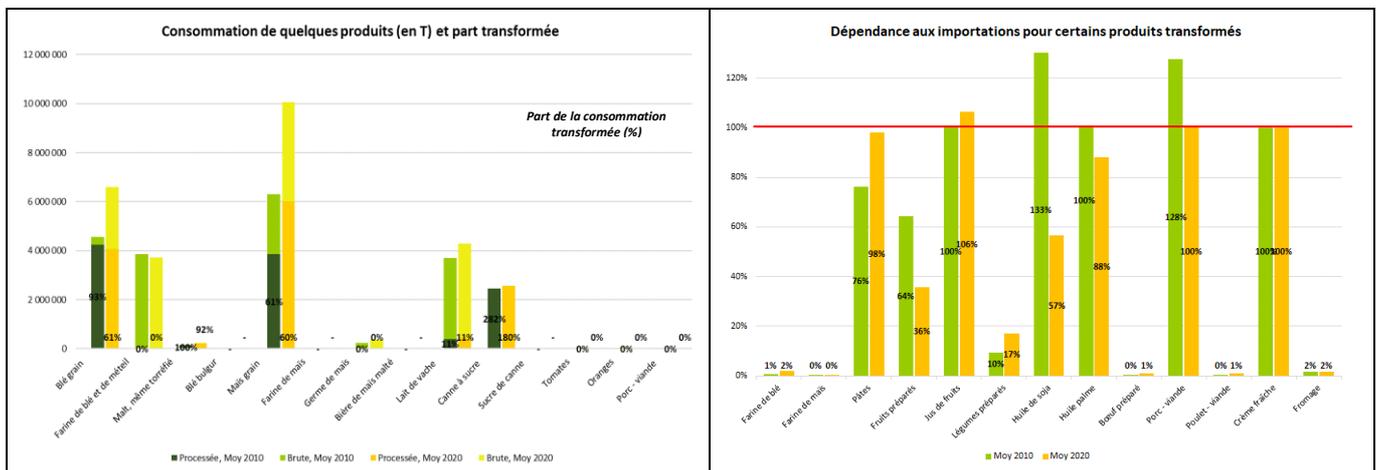


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO)

Structuration des filières et principaux acteurs

Aucune donnée à jour n'est disponible pour la part que représentent les différentes filières de l'industrie agroalimentaire dans le secteur industriel éthiopien. Les secteurs les plus importants sont la boulangerie, la minoterie, et le sucre, qui couvrent, ensemble, environ la moitié du secteur agroindustriel. De plus, on peut noter que la bière et l'eau minérale dominent le volume dans la transformation des aliments et des boissons. D'autres produits destinés à la transformation comprennent le café, le sorgho, le maïs, le sésame, les produits horticoles, la viande, les produits laitiers et les céréales.

Les industries de la minoterie et de la boulangerie représentent la majorité du secteur agroalimentaire. Le secteur est dominé par quelques grands transformateurs regroupés au sein de la *Ethiopian Millers Association* qui compte environ 122 meuniers de petite à moyenne taille sur 682 meuniers identifiés. Néanmoins, la plupart des céréales n'atteignent jamais ces meuniers, car elles sont moulues au niveau des villages (80 % de population rurale). Ainsi, sur la production céréalière totale, seuls 10 à 15 % sont transformés dans des moulins industriels. De plus, la prévalence des pratiques d'agriculture vivrière fait que seulement 19 % de la production totale de blé d'un agriculteur serait mise sur le marché. Ainsi, en raison de pénuries d'intrants (blé), les meuniers ne tourneraient qu'à 20-30 % de leur capacité. Ces pénuries - bien qu'en partie dues à une demande croissante alimentée par une croissance démographique (+ 2,5 % par an pour 115 M d'habitants) et une urbanisation rapide - pourraient être liées à la dépendance aux importations subventionnées de blé qui couleraient moins cher que le blé produit localement. Par ailleurs, début juin 2023, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a partiellement suspendu son aide en alimentaire en Éthiopie après que des soupçons de vols généralisés et cordonnés ont émergé.

Une exception est constituée par les usines de meunerie et de transformation des céréales qui produisent les mélanges maïs-soja enrichis et fournis aux organisations internationales d'aide alimentaire, tels que le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'USAID. Il existerait 7 ou 8 entreprises telles que *Faffa, Healthcare Foods, Guts et Hilina Enriched Food Products (joint-venture avec Nutriset)*, qui respectent les normes strictes et les programmes de certification imposés par ces organisations. En moyenne, ces entreprises produisent chacune entre 5 000 et 10 000 tonnes de mélanges maïs-soja pour le PAM. Certains se diversifient dans les produits commerciaux comme les aliments instantanés pour bébés, les céréales pour petit-déjeuner, les améliorants de pain et les collations extrudées. A titre d'exemple *Faffa*, avec *Cerifam*, détient 40 % de part de marché sur le segment des aliments instantanés pour bébés et avait lancé une gamme de produits améliorant la panification (*Magimix*), fabriqués sous licence depuis la France avec l'entreprise Lesaffre jusqu'en 2021.

Malgré une production importante d'oléagineux, l'Éthiopie reste dépendante des importations d'huile alimentaire. Alors que les graines oléagineuses représentent le 5^{ème} poste d'exportation (266 MUSD soit 6,5 % des exports en 2021/22), 95 % des besoins en huile alimentaire sont couverts par les importations. Localement, la majeure partie de la transformation nationale de l'huile est effectuée par environ 850 petites et micro-usines de transformation de l'huile. Selon une étude réalisée par la *Food, Beverage and Pharmaceutical Industry Development Institute of Ethiopia*, les deux tiers des producteurs appartiennent à la catégorie moyenne (500-5 000 litres/jour), 27 % (jusqu'à 500 litres/jour) étant classés comme petits et 8 % (5 000 litres/jour ou plus) comme grands. **Ces usines se trouvent confrontées à de nombreux défis :** (i) la difficulté d'achat d'intrants, d'équipements et pièces de rechange, et matériaux d'emballage en raison d'une pénurie structurelle de devises ; (ii) le manque de fiabilité des infrastructures (électricité, eau ainsi que la disponibilité des routes pour l'expédition et la distribution) et (iii) la concurrence que représente l'importation d'huile de palme subventionnée par le gouvernement, sans compter les importations illégales d'huile alimentaire.

Ainsi, le gouvernement continue de dépendre fortement des importations d'huile brute. Selon le rapport annuel sur les graines oléagineuses de l'Éthiopie (2021), les importations d'huile alimentaires ont enregistré une croissance rapide (+ 10 % entre 2014 à 2018). Au cours de l'année fiscale 2019/20, l'Éthiopie a importé de l'huile de palme (71 %), de l'huile de tournesol (27 %) et de l'huile de soja (2 %) pour une valeur de près de 283 MUSD. Les importations d'huiles végétales sont principalement en provenance de Malaisie et d'Indonésie pour l'huile de palme (88 %), et en provenance de Turquie pour l'huile de tournesol. La pénurie structurelle de devises qui touche le pays explique en partie les exports de produits agricoles à l'état brut, en contraignant les acteurs locaux à exporter « à tout prix » des denrées primaires majoritairement agricoles.

La transformation de lait reste à ses balbutiements principalement en raison de la consommation limitée de la population éthiopienne. Sur un prélèvement journalier estimé à 300 000 litres dans la capitale, 75 % du lait est issu de laiteries effectuant une traite artisanale. Par ailleurs, seulement 17 %, soit 68 000 L/jour, serait destiné à produire du lait industriel, principalement pasteurisé. Les principales usines laitières sont *LAME dairy* (MIDROC) et *Sebeta Dairy*. Ces entreprises détiennent conjointement une part de marché de 70 % du segment du lait transformé (environ 50 000 à 70 000 L/ jour). Nouvellement arrivé, *Holland Dairy* est une entreprise néerlandaise qui traite 8 000 L/jour pour approvisionner le marché de la capitale. Les usines produisent une gamme de produits limitée : lait pasteurisé et UHT, yaourt, fromage et crème glacée. En termes de consommation, avec plus de 200 jours de jeûne par an (régime végétalien), plus de 50 % de la population ne consomme pas de lait. Néanmoins, d'autres produits dérivés comme le beurre fermenté, le lait cru et « l'ayib » sont les principaux produits consommés (environ 75 % des produits laitiers sont traditionnels). Le lait UHT et le lait en poudre proviennent surtout des importations.

Dans le secteur des boissons, l'industrie de l'eau embouteillée en Éthiopie est la plus importante mais l'industrie brassicole attire de plus en plus d'investisseurs étrangers. Il existerait 106 entreprises d'embouteillage d'eau en Éthiopie, qui produiraient près de 3,5 Mds de bouteilles d'eau par an. *Dega, Top Water, One Water, Gold Water, Yes Water, AquAddis* et *Arki Water* font partie des marques d'eau populaires en Éthiopie. Selon un rapport de *ResearchAndMarkets*, le marché de l'eau en bouteille en Éthiopie devrait croître à un TCAC de 12,71 % au cours de la période de prévision 2021-2026. Ceci s'expliquerait par la croissance rapide de la population, ainsi que la demande croissante d'eau potable. Des multinationales sont actives sur le marché éthiopien de l'eau en bouteille, notamment *Nestlé*, *Coca-Cola* via sa filiale *East Africa Bottling Share Company* et *PepsiCo*. Des entreprises locales telles qu'*Ambo water* et *Abyssinia Springs* sont également des acteurs de premier plan sur le marché. Ces entreprises offrent une variété de produits (eau plate et pétillante, eau aromatisé). L'un des défis auxquels est confronté le marché de l'eau en bouteille en Éthiopie est l'infrastructure limitée du pays pour l'approvisionnement et la distribution d'eau. Pour ce qui est du secteur des boissons alcoolisées, deux grandes entreprises dominent le marché : *BGI Castel*, filiale du groupe français, et le géant néerlandais *Heineken*. *BGI Castel* est présent depuis 1998 dans le pays, possède 5 installations (Addis-Abeba, Hawassa, Kombolcha et Maychew) et représenterait plus de la moitié du marché éthiopien avec une capacité de production de 3,5 millions d'hectolitres. Avec le rachat de *Meta Abo Brewery* en 2022 auprès de *Diageo*, le groupe s'impose comme le leader de l'industrie brassicole éthiopienne.

Plus gros conglomérat privé en Éthiopie, MIDROC est très investi dans le secteur agroindustriel éthiopien. La holding rassemble près de 80 entreprises regroupées dans 2 groupes œuvrant entre autres dans le secteur agroalimentaire. Le groupe maîtrise toute la chaîne de valeur, de la production à la distribution et la vente. En effet, MIDROC dispose de fermes de café (Limmu, Bebeke, Gemadro, Duyena, Ayehu and Beha) et thé (*Ethio Agri CEFT*), fruits et de légumes (*Jittu Horticulture* et *Upper Awash Agro Industries*), de miel (*Bebeka Forest Honey*) et d'épices (*Ethio Agri CEFT*) mais aussi des fermes d'élevage bovins et de volaille (*ELFORA Agro*). De plus, le groupe détient des usines de transformation dont notamment *Lame Dairy* pour le secteur laitier et *Sheger Bread Factory*¹ pour la production de pain. Un projet de transformation d'huile (*Sheger Oil Factory*) est en cours de mise en place. MIDROC détient également des centres de distribution dans la capitale via son réseau de vente en gros (*ADAGO*) et supermarchés (*Queen's supermarket*).

Dans la viande, l'entreprise Luna Export Slaughterhouse PLC constitue l'un des deux principaux abattoirs d'exportation en Éthiopie. Créée en 2000 et certifiée ISO 22000 et halal, son abattoir exporte principalement des carcasses et de la viande de bétail par fret aérien réfrigéré vers l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. *Luna Export Slaughterhouse PLC* fait partie de « *Luna Group* » qui comprend également la ferme horticole *Luna Fruits PLC*. Les deux entités de *Luna Group* sont détenues à 100 % par la famille de M. Tesfalidet Hagos Gebru (directeur général de *Luna* qui détient 27 % du groupe et qui dirige également l'Association éthiopienne des producteurs et exportateurs de viande). Le groupe a bénéficié en 2019 d'un prêt de la SFI (5 MUSD) pour son expansion. Le groupe Luna dispose également de son propre réseau *retail* dans la capitale : *Fresh Corner*.

¹ Créée en 2020, cette usine a d'une capacité de production de 80 000 pains/heure. Néanmoins, cette inauguration s'est suivie par une pénurie de pain en ville pendant 2-3 jours, témoignant de l'insuffisance des intrants dans le pays.

Le secteur de l'agroalimentaire en Éthiopie attire plusieurs entreprises françaises. Parmi elles, *BGI-CASTEL* dans l'industrie des brasseries et de la viticulture, *Soufflet* et *Boortmalt* dans l'industrie du malt, *Gallica* et *Ethiopassion* dans la floriculture, et *Nutriset* (*Hilina Enriched Foods*) et *Lesaffre* dans le secteur agroalimentaire.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Nombre d'entreprises	+ 230			+ 100	+ 100	+ 254	~ 10 - 20	~10
Principaux acteurs	Almi products Astco food complex Elsa Kolo Enrich Agroindustry Knorr (Unilever) Lesaffre Nutriset Taza	Alfa PLC Astco food complex BBZ Foods Manufacturing Chilalo Food Complex Menna Food Complex Ok pasta Truluv Ethiopia	Elfora Agro (Midroc)	AquaAddis Arki Water BGI Castel Boortmalt Diageo Dashen East Africa Bottling Company (EABC) Heineken Ethiopia Soufflet Top Water Yes Water	Aguaguash coffee Alema bunna Eset coffee Ethio Agri-CEFT (Midroc) Fili coffee Gashuna Gera coffee Hadero coffee Mazaj coffee Moyee coffee Tomoca Wild coffee	54 Capital (Tena Oil) Phibela Oil	Berta Holland Dairy Shola	Alema Farms Amsale's beef patties Ethiochicken Luna
Autres acteurs	Sheba Queen	All mart Ember Baltena Eta Fit Ethio Majet Fikir Gursha Moya	Babile peanut butter Tesfraye peanut butter Yummy peanut butter	Yami juice Simalco apple	EthioGabana		All mart Jena Yogurt Mamokacha Royal Hollandia Wende	Totem Addis Abeba
Groupements Associations	Ethiopian Millers Association Ethiopian Malters Association		Ethiopian Spices Manufacturers and Exporters Information	Ethiopian Bottled Water and Soft Drink Manufacturing Industries Association	Ethiopian Coffee Association	Ethiopian Edible Oil Producers Manufacturing Industry Association	Ethiopian Milk Processors Industry Association	Ethiopian Meat Producer - Exporters Association

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires en Éthiopie (non exhaustif).

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Le gouvernement éthiopien a mis en place des initiatives pour favoriser le développement du secteur agroalimentaire. Afin d'économiser des devises, de générer des emplois et de produire des produits transformés qui seront utiles au marché local, quatre régions développent depuis février 2019 leur *Integrated Agroindustrial parks (IAPC)*. Reliés chacun à 7-8 *Rural Transformation centers*, ces parcs industriels sont situés au sein d'une zone de 1 000 ha de terres agricoles (250 hectares en 1^{ère} phase) et accueillent des usines de transformation (légumes, graines oléagineuses, volaille, viande, lait, miel, légumes, fruits et café). L'objectif est de permettre une étape de transformation agro-industrielle, d'encourager les exportations, d'attirer les investissements étrangers et nationaux et ainsi substituer la production locale aux produits importés.

Malgré les mesures du gouvernement pour développer l'autosuffisance alimentaire du pays, des difficultés structurelles persistent. En raison notamment d'une balance commerciale fortement déficitaire, l'Éthiopie se trouve en pénurie structurelle de devises et se voit contrainte d'exporter (majoritairement des denrées primaires agricoles) « à tout prix ». Cette priorisation des exportations entre en concurrence avec la volonté de développer les capacités de transformation locale. Ainsi, la majorité des transformateurs des produits de base fonctionnent en sous capacité en raison de pénuries de produits agricoles de base. De plus, **le manque de standardisation des produits agricoles** et de structures d'évaluation et de suivi de la qualité pendant le processus d'agrégation, **le manque de structuration des filières** (canaux de commercialisation formels, contractualisation) entre les différents maillons de la chaîne de valeur agricole (producteurs, transformateurs, distributeurs) **entravent la traçabilité et la qualité sanitaire des produits** (teneur en aflatoxines notamment) et limitent l'approvisionnement local, en quantité et qualité, des unités de transformation locales.

Néanmoins, le secteur agroalimentaire en Éthiopie présente de nombreuses opportunités. Le secteur a des besoins en machineries diverses pour la torréfaction et le traitement du café, la transformation du lait, la transformation du poulet, l'engraissement du bétail et les abattoirs, la production d'aliments pour animaux et poulets, l'extraction et le traitement du jus, le traitement des tomates et des pommes de terre, le traitement de la farine, la boulangerie, la fabrication de pâtes ainsi que des machines pour l'extraction, la filtration et le traitement des huiles alimentaires, la fourniture d'une chaîne du froid, d'une technologie post-récolte, d'une technologie de conservation mobile et d'installations de stockage ainsi que des technologies de traitement du sucre et diverses machines.

Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SE de Khartoum



Une production agroalimentaire sous dimensionnée et qui, comme toutes les autres filières du pays, aura besoin de plusieurs années pour retrouver son niveau d'avant la guerre civile

Malgré une contribution limitée au PIB national, l'industrie agroalimentaire était le principal contributeur au PIB industriel, mobilisant environ la moitié des emplois. La farine de blé et le sucre constituaient les filières les plus importantes. Si le Soudan possédait une capacité excédentaire en meunerie grâce à des investissements importants du secteur privé, la filière sucrière, plus ancienne, avait des besoins d'investissements substantiels, notamment pour la réhabilitation des installations publiques existantes. D'autres filières affichaient une production agroalimentaire limitée, malgré une disponibilité importante de matière première. Par exemple, seule 4 % de la production de lait était transformée. Idem pour la production de viande, qui reste limitée à de faibles volumes essentiellement destinés à l'exportation. Le secteur de l'industrie agroalimentaire, tout comme les autres industries, souffrait d'un cadre institutionnel peu favorable et de politiques fiscales et douanières pénalisantes, se traduisait par une forte dépendance aux importations, estimées à au moins un tiers des besoins alimentaires existants.

Une part prépondérante du secteur agroalimentaire dans le PIB industriel

L'industrie agroalimentaire constitue le premier secteur industriel au Soudan, représentant un peu moins de 25 % du PIB du pays (en incluant le secteur minier). L'industrie agroalimentaire employait ainsi environ la moitié de la main d'œuvre industrielle. Historiquement, le raffinage du sucre était l'activité majeure, avec un essor plus récent d'autres industries comme la farine, la viande et le lait. Cependant, ce secteur, tout comme les autres, souffre dorénavant d'une situation économique générale très dégradée et d'un environnement des affaires totalement chaotique.

La farine et le sucre étaient les deux produits phares de l'industrie agroalimentaire, suivis par la viande, la transformation du lait, la production d'huile (sésame et arachide) et la transformation de légumes et fruits. En 2020, le volume de production de farine s'est élevé à environ 3 millions de tonnes, alors même que la capacité installée était estimée à environ 8 millions de tonnes et que les exportations étaient insignifiantes (3 000 tonnes en 2020). Ces minoteries produisaient également de la farine de sorgho (700 000 t/an), dont la majeure partie était destinée à l'alimentation animale. Quant à la production de sucre, celle-ci a atteint 369 000 tonnes en 2022, un volume très inférieur à la capacité installée, supérieure au million de tonnes. Le Soudan compte également quelques unités de transformation d'huile (arachide, sésame, tournesol).

La transformation des produits carnés commençait à s'industrialiser, particulièrement l'industrie de la volaille, caractérisée par une infrastructure et une expertise de bon niveau. Là encore les exportations sont très faibles alors que la consommation par habitant ne s'élève qu'à 3 kg/an. Le coût de production serait l'un des obstacles freinant le développement du secteur, qui possédait néanmoins un marché potentiel important vers les pays du Golfe.

Malgré un cheptel important (troisième du continent), le Soudan ne disposait que d'une capacité limitée de production de viande, destinées essentiellement à l'export vers le Golfe et l'Égypte. Ces exportations d'une valeur de 100 MUSD restent très en deçà des exportations d'animaux vivants (450 MUSD en 2022). La transformation industrielle de lait reste également limitée puisqu'elle ne représenterait que 4 % de la production totale estimée à 2,9 Millions de tonnes par an.

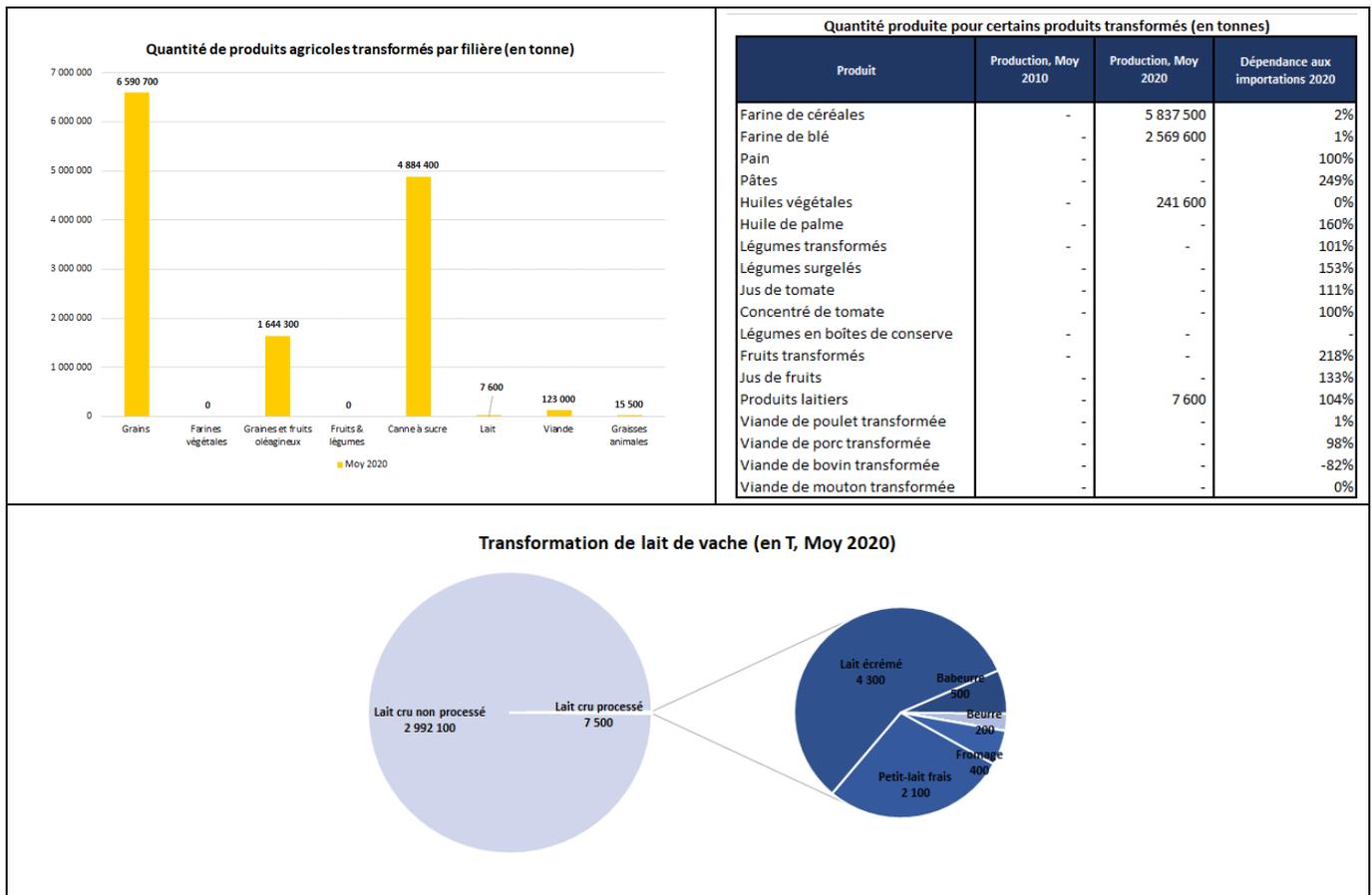


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite), PIB agricole (Bas gauche) et Voies de transformation du lait de vache (Bas) (Source FAO Stat)

Le Soudan dépend fortement des importations pour ses besoins en produits agroalimentaires. Celles-ci s'étaient élevées à 2 MUSD en 2018, soit 26 % des importations et à 2,08 MUSD en 2022, soit 25 % des importations. Si le Soudan n'est pas dépendant des importations de farine, il est loin d'être autosuffisant en blé, sa consommation étant estimée à plus de 2 millions de tonnes par an pour une production locale de 500 000 tonnes seulement. En 2022, ces importations de blé atteignaient 2,7 Mt.

Malgré une capacité de production importante, les importations de sucre restent à des niveaux très élevés : 1,34 Mt en 2022, contre 1,44 Mt en 2021. 40 % des importations étaient destinées au marché local, soit 500 000 tonnes, le prix du sucre local étant supérieur au cours mondial. Contrairement à ses principaux concurrents brésiliens et indiens, la canne à sucre soudanaise est en effet irriguée, ce qui augmente de 30 à 40 % son coût de revient. Le reste des importations (soit environ 900 000 tonnes) transiteraient par le Soudan et seraient réexportées en contrebande vers les pays limitrophes (Érythrée, Éthiopie, Tchad, Sud Soudan, Centre-Afrique et RCA). Jusqu'en août 2022, aucun droit de douane ne touchait l'importation de sucre mais cette nouvelle mesure devrait se traduire par une baisse des importations.

La faiblesse des volumes de production industrielle de lait se traduit par une augmentation constante des importations. Celles-ci atteignaient 49 000 tonnes en 2022 (contre 40 000 tonnes l'année précédente).

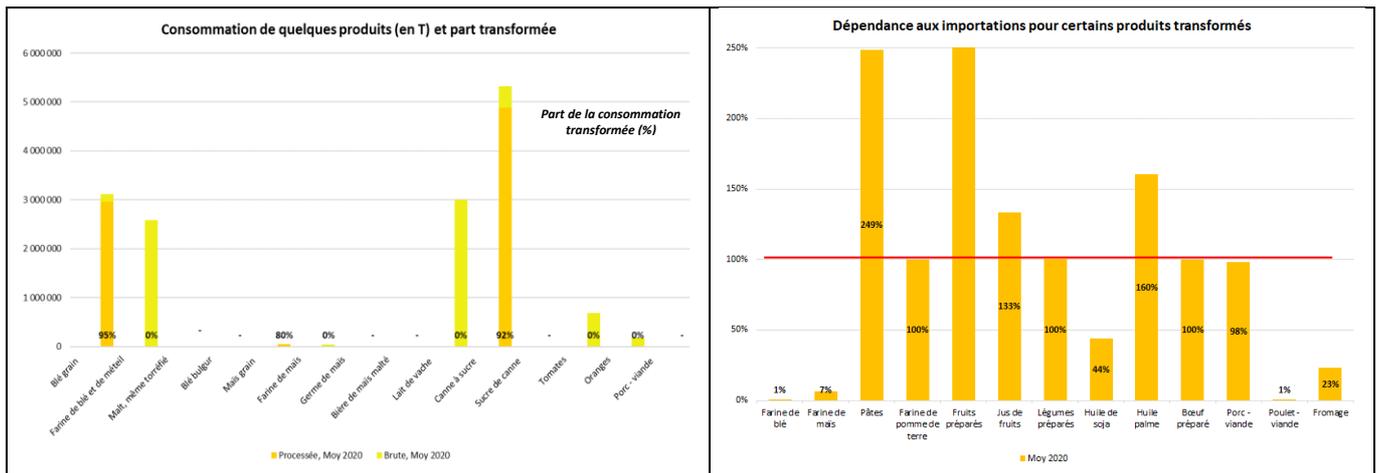


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Une filière dominée par le secteur privé, et présence d'un complexe militaro-sécuritaire

L'industrie agroalimentaire est dominée par quelques grands groupes soudanais du secteur privé. Le plus important est sans conteste le groupe DAL, présent notamment dans la production de farine de blé et la transformation de lait. DAL possédait une capacité de production de 6200 tonnes/jour de farine de blé. DAL était aussi le premier acteur dans la transformation de lait avec une production de 175 tonnes par jour.

Le complexe militaro-sécuritaire au travers notamment du conglomérat Masad est très présent dans la transformation agro-alimentaire. Tout d'abord au travers du « Multiple Directions Company » (ETEGAHAT), société qui domine l'exportation de viande, notamment vers l'Égypte. Elle est propriétaire du principal abattoir du pays, Alkadaro, doté d'une capacité d'abattage de 1 000 veaux et 3 000 moutons/jour et, à ce titre, un des principaux exportateurs de viande. Ce conglomérat possède également une des principales minoteries, Seen.

L'industrie du sucre est l'une des plus importantes au Soudan. Celle-ci date des années 60, avec la création d'un opérateur public, Sudan Sugar Company (SSC), qui dispose de 4 unités de production. Depuis un pic de production en 2018 de 250 000 tonnes de sucre pour une superficie exploitée de 35 000 ha et une production de cannes de 2,5 millions de tonnes, la production de SSC a progressivement décliné atteignant la saison dernière 53 000 tonnes de sucre. Les raisons principales sont la mauvaise gouvernance (changements fréquents de management), l'absence de vision stratégique, le manque de moyens notamment financiers et la chute de la production de canne à sucre. Les unités publiques tournent dorénavant à 10 % de leur capacité. Les autorités soudanaises sont face à un dilemme, renflouer cet opérateur ou le démanteler au profit d'opérateurs privés. Le second opérateur, KSC, créé à la fin des années 70, est doté d'une technologie française pour son unité de traitement de canne. Sa production de sucre a débuté en 1980 et il s'agit, de loin, du principal acteur soudanais, avec une production moyenne annuelle de 300 000 tonnes de sucre. Ce groupe figure parmi les leaders mondiaux les plus intégrés dans son domaine, assurant en plus de sa production sucrière (qui génère encore 70 % de ses revenus), une production d'éthanol (15 % des revenus) et une production animale –volaille, bovins–, dont une grande partie de la nourriture vient des déchets de la canne, qui génère les 15 % restants. Il s'agirait, selon ses dirigeants, du principal employeur du Soudan après le gouvernement, employant 6 000 permanents (plus leurs familles) et 12 000 saisonniers. Au total, plus de 40 000 personnes vivent dans l'enceinte de cette propriété d'environ 70 000 ha, dont 60 % est consacré à la canne à sucre. Véritable Etat dans l'Etat, la propriété possède sa propre ville avec les services publics correspondants, ses propres écoles, ses propres lieux de culte, son propre hôpital et même sa propre police. Le troisième opérateur, le plus récent, est WNSC, qui a commencé sa production en 2012. Filiale à 33 % de KSC, il souffre d'un problème chronique de financement et, dès l'origine, de problèmes de drainage et de nivellement des sols. A l'heure actuelle, WNSC ne produit que de la canne, du sucre (16 000 tonnes cette année, alors que sa capacité est de 450 000 tonnes), de l'énergie (40 MGW produite dont la moitié vendue à l'opérateur public) et un peu de mélasse. Contrairement à ses plans initiaux, il ne produit toujours pas de fourrage ni d'éthanol.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	ALWAFI Company DAL Group KAMBAL Group SAAD Sweets Company SAEED Group SAMIL	ALSAYED Mills Co. ROTANA Mills SEEN Floor Mills SEYGA Mills (DAL Group) WHIEATA Mills	ALNIFIEDI Dates Factory ALRAIHI Dates Factory Groupe SAEED KARIMA Factory	ALBIREIR Group ARAK Goup DAL Group PREMIER (Golden Arrow)	KENANA Sugar Company KOFI Group SAAD Sweets Company Sudan Sugar Company White Nile Sugar Company	ALNASR Company ALTAITAL Oils DAL Group KAMBAL Group SAFOLA Groupe	ALGHOUTA DAL Group FABI (ZADNA Group)	ALGOUSSEI Meat Facgtory ALJUNAID Company Arab Poultry Company ETEGAHAT Company LOLI Group MATTHIEU Group MICO Poultiy
Autres acteurs								
Groupements Associations		Departement des minoteries (Sudan Business Federation)		Departement des industries (Sudan Business Federation)		Departement des producteurs des huiles (Sudan Business Federation)	Association des Producteurs des Produits laitiers	Departement des exportateurs de viande (Sudan Business Federation)

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires au Soudan (non exhaustif).

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Jusqu'en 2021, la farine de blé était le seul produit agroalimentaire subventionné. Cette politique a cessé en 2021 dans le cadre d'un plan de réformes économiques. Aucune forme de soutien alternatif n'a été mis en place. Ce soutien explique en partie le fait que la consommation de farine de blé n'a cessé d'augmenter au cours des dernières décennies au détriment des produits traditionnels locaux, notamment le sorgho et le millet.

Les capitaux étrangers sont surtout d'origine arabes, souvent en co-investissements avec des opérateurs privés soudanais comme par exemple dans le secteur de la volaille ou encore du sucre.

La guerre civile actuelle a mis un terme à tous les projets, notamment dans le domaine de la transformation de viande et de lait. La grande majorité des unités industrielles ont été soit détruites, soit pillées. Tout est donc à reconstruire, une fois les hostilités terminées.

Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
<i>Population (M hab.) BM 2021</i>	1,1	3,6	120,3	45,7	17,1
<i>Croissance démographique (%) BM 2015-2021</i>	1,6	1,2	2,7	3,0	3,6
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	112	189	159	171	190
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	128	161	87	164	178
Macroéconomie					
<i>PIB (Mds USD) FMI 2022</i>	3,7	2,4	111,2	42,8	8,4
<i>PIB par habitant (USD) FMI 2022</i>	3665,8	647,0	1097,6	916,0	539,0
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI 2022</i>	3,6	2,6	3,8	-0,3	1,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2022</i>	6,6	7,4	33,6	154,9	9,0
Finances Publiques					
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2022</i>	-3,8	-1,3	-3,1	-2,2	0,0
<i>Dette publique (%PIB) FMI 2022</i>	50,1	164,7	46,4	189,5	-
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI 2021</i>	-	54,0	31,8	-	-
Echanges					
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED 2021</i>	-21,7	-25,2	-12,1	-14,1	-10,1
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	85,8	5,0	321,7	52,8	15,6
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	1,3	0,6	82,3	77,6	15,2
<i>Balance courante (%PIB) FMI 2022</i>	-4,8	12,2	-4,3	-6,4	-15,8
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2020</i>	2,0	-	0,4	1,8	24,9
<i>Réserves de change (mois d'import) BM 2021*</i>	1,3	-	2,0	0,2	-
Développement					
<i>IDH BM 2020</i>	0,52	0,46	0,40	0,51	-
<i>Espérance de vie à la naissance ONU 2015-2020</i>	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
<i>Taux de pauvreté (< 1,90 USD/jours, %) BM 2018*</i>	17,0	-	30,8	12,2	68,6
<i>Emissions de CO² par habitant (tonnes) BM 2019</i>	0,4	0,3	0,2	0,5	0,0
Notation Dette Souveraine					
<i>S&P</i>	-	-	CCC(+)	-	-
<i>Moody's</i>	-	-	Caa2(-)	-	-
<i>Fitch</i>	-	-	CCC	-	-
Politique Monétaire					
<i>Taux directeur*</i>	-	-	-	-	-

*Dernière donnée disponible

Océan Indien – Comores

Par le SE de Tananarive



Un secteur agroalimentaire peu développé, résultant à la fois d’une agriculture vivrière et d’une production de rente exportée à l’état brut

Les Comores ont un secteur agro-alimentaire structurellement fragile en raison de surfaces cultivables limitées, de faibles moyens de productions et d’irrigation, ainsi qu’une absence d’infrastructures rendant difficile la structuration des différentes filières. L’orientation de la production vers des filières de rente conduit à une insertion croissante dans le commerce international mais renforce dans le même temps la dépendance alimentaire de l’archipel. Les tentatives de développement rural peinent à se développer malgré le soutien des bailleurs internationaux

Le secteur agricole est dominé par des exploitations vivrières dont la production ne suffit pas à garantir la souveraineté alimentaire

Le secteur agricole est l’un des principaux contributeurs à la croissance des Comores. En 2022, la production agricole s’est élevée à 476 MUSD, soit 32 % du PIB. L’agriculture emploie 35 % de la population active. La surface de terres arables est estimée à 90 000 ha, dont 2/3 sont en cultures permanentes. La mobilisation des terres cultivables est hétérogène en fonction des îles de l’archipel. Alors que près de 90 % des terres cultivables d’Anjouan sont exploitées, celles de Grande Comore et Mohéli le sont à 70 %. Anjouan et Mohéli pratiquent une agriculture vivrière intensive permettant de dégager un surplus au bénéfice de Grande.

La production agricole vouée à l’exportation se concentre autour des produits de rente (girofle, ylang et vanille), qui représentent 90 % des exportations de biens du pays (Trade Map, 2020), soit 17,5 MUSD. Ces revenus issus de l’agriculture d’export permettent, au niveau de la balance des paiements, d’équilibrer en partie le montant particulièrement élevé d’importations alimentaires auquel sont contraintes les Comores, qui s’élève à 113,5 MUSD en 2020 (10 % du PIB).

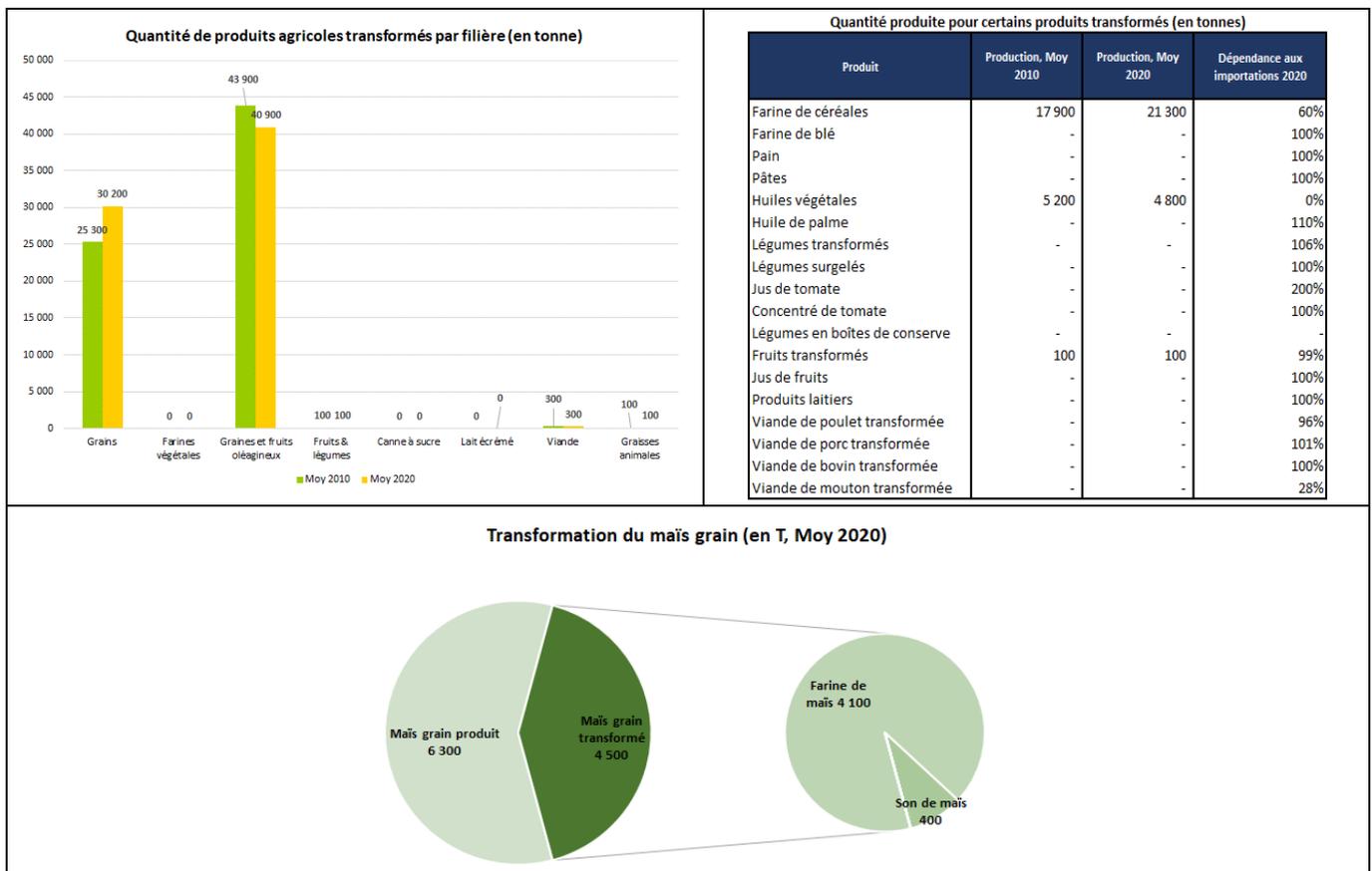


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de maïs grain (Bas) (Source FAO Stat)

Les principaux produits importés sont le riz (31 MUSD), les produits carnés (30 MUSD), les produits laitiers (4 MUSD), la farine (8 MUSD), le sucre et l'huile (environ 5 MUSD chacun). La quasi-totalité des produits mentionnés précédemment ont peu, voire pas de filières de productions locales notables. Les importations de céréales s'élèvent ainsi à 34,7 MUSD, 26 pour les produits carnés, 8 pour les condiments et près de 5,5 pour les boissons. Le secteur productif vivrier local est par ailleurs lui-même dépendant des importations d'intrants (semence, engrais, produits phytosanitaire, matériel agricole). La récente augmentation du prix de ces intrants a par ailleurs contribué à l'affaiblissement de ces filières.

Une filière peu structurée et un marché étroit ne permettent pas l'émergence d'acteurs majeurs locaux

Les producteurs agricoles comoriens souffrent d'un déficit de structuration des filières agroalimentaires. Quelques organisations paysannes ont vu le jour au cours des dernières années, sans que cela ne se traduise par une mutualisation des moyens. Ces coopératives agricoles ont mis en place des achats groupés d'intrants, une organisation du transport de la production, sans que cela permette l'émergence d'entreprises d'exploitation.

Les besoins étant nombreux et le pays disposant de terres arables à superficie limitée, la priorité identifiée par le gouvernement est donc d'améliorer la productivité des terres cultivables en misant sur (i) la mécanisation, (ii) le mise en place d'un système d'irrigation (aujourd'hui la production se fait quasi-exclusivement par agriculture pluviale), et (iii) l'acquisition et le développement de semences plus performantes.

L'activité de transformation est quasi-inexistante sur le territoire, en raison des faiblesses infrastructurelles et des faibles moyens de conservation des productions. Une petite unité de transformation de lait est toutefois fonctionnelle à Nioumakélé sur l'île d'Anjouan, financée à la fin des années 90 par le programme de développement local des Comores (PDLC) de la Coopération française.

Le développement du secteur agricole intégré dans le Plan Comores Emergent et dans la stratégie d'intervention de l'Agence française de développement

Les ambitions du gouvernement en termes de développement agricole sont intégrées dans le socle 4 du Plan Comores Emergent, sans mention spécifique sur le secteur agroalimentaire. Les centres ruraux de développement économique (CRDE), lancés en 2013, en sont l'un des vecteurs essentiels, au niveau territorial. Toutefois, face au manque de moyen étatique, les actions participant au développement du secteur agroalimentaire reposent essentiellement sur les projets des bailleurs, tels que le PREFER (FIDA) ou le CRCCA (FAO). L'appui de ces partenaires au développement a conduit à la créations l'Union des Meck, qui constitue désormais une institution de micro financement importante, notamment dans le financement des activités agricoles.

L'agence française de développement intervient dans le secteur via le projet AFIDEV. En premier lieu destiné à soutenir les produits d'exportations de rente, le projet appuie de nombreuses exploitations qui assurent une production diversifiée, soutenant *in fine* l'ensemble du secteur. Dans le même temps, l'AFD travaille conjointement avec l'UE et notamment dans le cadre du « pacte vert et bleu » pour un plan de renforcement conjoint du secteur. Un projet de construction d'une petite unité de transformation de fruits et légumes est en cours d'étude à Malouzini (Grande Comore) pour un coût estimé à 23 k EUR, financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Océan Indien – Madagascar

Par le SE de Tananarive



Un secteur agroalimentaire en plein développement, mais encore dépendant des importations

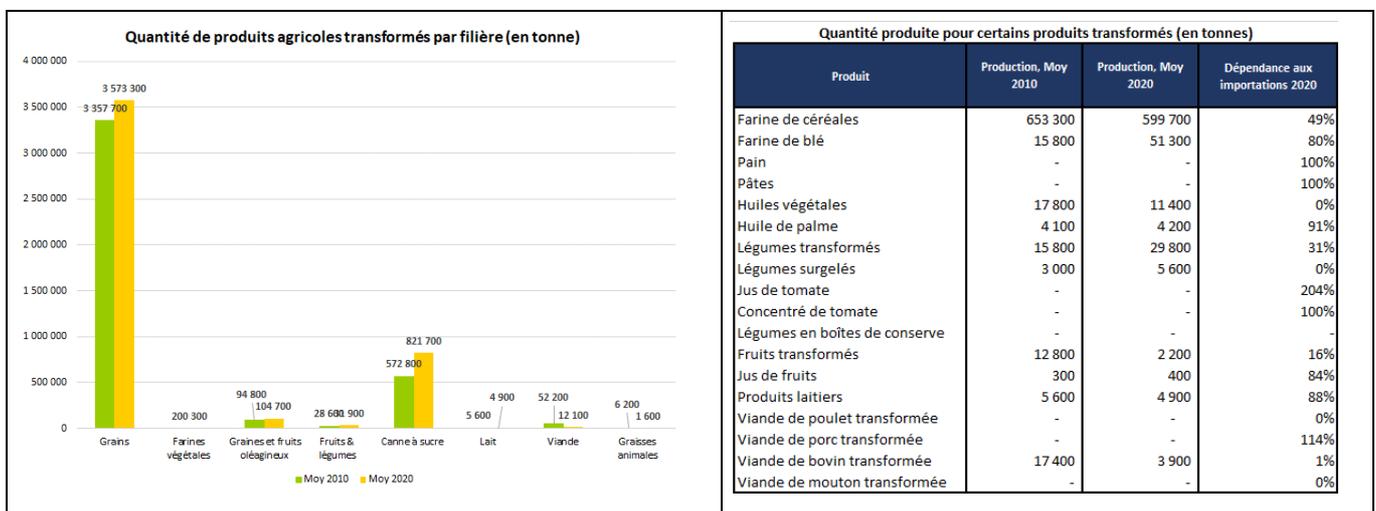
Le secteur de l'industrie agroalimentaire représente 5 % du PIB malgache. Malgré la faible mécanisation du secteur agricole et un marché local encore peu développé, ce secteur bénéficie de facteurs favorables du fait de l'emplacement géographique de la Grande Ile et de la disponibilité de surfaces cultivables. Si les exportations concernent davantage les filières non transformées et les produits de rente, il est à mentionner une industrie agroalimentaire en cours de développement qui couvre une large gamme de produits (transformation de fruits et légumes, produits laitiers, boissons, épices...), mais qui ne permet pas de couvrir l'ensemble des besoins du pays.

Un pays encore dépendant des importations mais des filières de transformation en plein développement

Le secteur agroalimentaire à Madagascar représente près de 660 MEUR, soit environ 5 % du PIB. L'agriculture à Madagascar emploie 74 % de la population active, soit près des trois quarts de l'emploi informel total, et constitue une composante essentielle de l'économie malgache en contribuant à hauteur de près de 30 % au PIB. Le développement de l'agriculture biologique le positionne sur des marchés à l'export avec un potentiel de croissance important. Un des principaux enjeux réside dans la création de valeur ajoutée en développant la transformation agroalimentaire.

Dans la Grande Ile, l'industrie agroalimentaire est l'un des secteurs qui dispose d'un potentiel de développement important. Une filière clé du secteur agroalimentaire à Madagascar concerne la transformation des grains, notamment les céréales et les légumineuses. En 2020, 3,5 Mt de grains ont été transformés à Madagascar, principalement du riz (331 000 tonnes) et du maïs (185 000 tonnes). 0,5 Mt de farine de céréales ont ainsi été produites, principalement de la farine de maïs (24 %, soit 144 000 tonnes) et de la farine de blé (51 000 tonnes). La transformation de canne à sucre est également importante au sein de l'île : en 2020, 3 Mt de canne à sucre étaient cultivées et 0,8 Mt, soit 27 %, étaient transformées selon la FAO. La transformation artisanale et industrielle en sucre et en rhum en sont les principaux débouchés. Les autres secteurs (transformation de fruits et légumes, produits laitiers, boissons, épices) sont davantage en cours de développement.

La faible productivité du secteur agricole malgache rend le pays largement dépendant des importations. En effet, les faibles rendements ne permettent pas de satisfaire la demande nationale en produits agricoles et faiblement transformés. Madagascar se voit contraint d'importer la majorité des produits de première nécessité tels que l'huile, la farine et le sucre. Le pays a ainsi importé 119 000 tonnes d'huile de palme en 2020, 42 000 tonnes d'huile de soja, et 204 000 tonnes de farine de blé. Les exportations concernent davantage les filières non transformées et les produits de rente (riz, café, cacao, vanille, autres épices...).



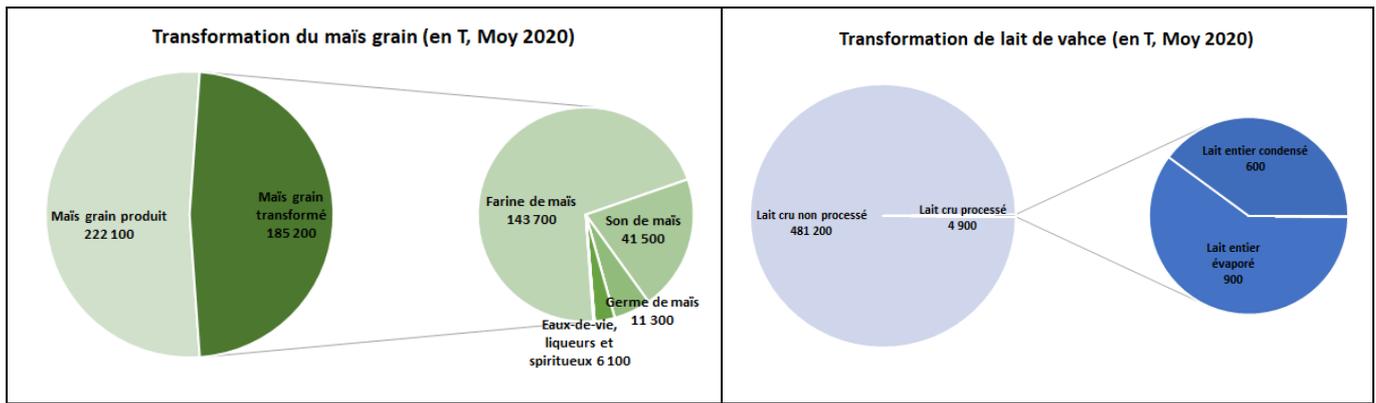


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de maïs grain (Bas gauche) et de lait cru (Bas droite) (Source FAO Stat)

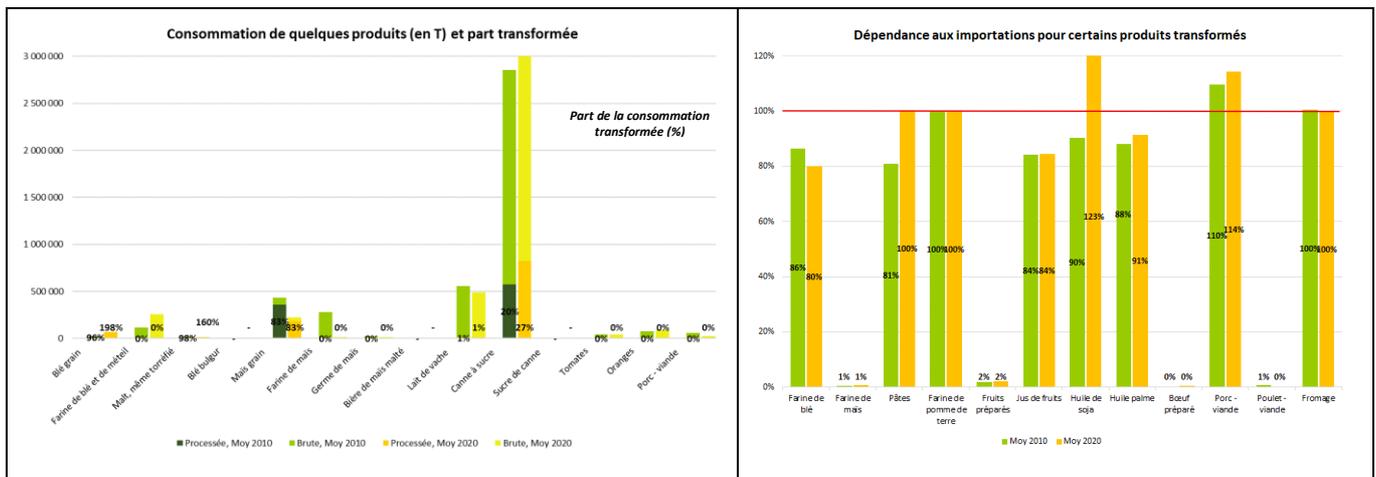


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

L'industrie agroalimentaire portée par des grands groupes dynamiques

La transformation des produits agroalimentaires est assurée par de nombreux acteurs au sein de l'île, mais le secteur semble tout de même dominé par trois grands groupes : Basan, Eclasia et Habibo. Historiquement présent dans le cuir avec une tannerie de peaux de zébu et un large réseau de distribution de chaussures, le groupe *Basan* s'est progressivement diversifié dans l'agroalimentaire à travers ses filiales *JB*, *Lecofruit* et *Socolait*. Le groupe *Eclasia*, fondé en 1966 à Maurice et implanté depuis 1993 à Madagascar, est présent sur l'île sous les enseignes *Avitech* avec des fermes d'élevage de poulets et un abattoir ; *LFL* pour la production d'aliments pour animaux ; *FTL* (logistique) ; *Panagora* (distributeur de produits alimentaires) ; *Pick'N'Eat*, détentrice de la franchise *KFC* à Maurice et Madagascar ; et *Maurilait* dont l'usine a une capacité de production de 12 tonnes de yaourt par jour. Le groupe *Habibo* est quant à lui le leader de la production de lait, de jus de fruits et de pâtes à Madagascar. Le groupe commercialise près d'une cinquantaine de marques produites dans ses deux usines ou importées (*Panzani*, *Candia*, *Lesieur*, *Francia*, *Danica*, *Molfix*, ...).

La transformation de céréales est globalement locale, mais la matière première importée. Les *Minoteries de l'Océan Indien (LMOI)*, entreprise malgache créée en 2017, assurent la transformation locale de la farine de blé importée, dont l'usine a été inaugurée à Tamatave en novembre 2020. Produisant actuellement 500 tonnes par jour pour une capacité de stockage de près de 33 000 tonnes, l'usine projette d'augmenter à terme sa capacité journalière à 1 200 tonnes. *LFL*, du groupe *Eclasia*, promeut la production locale de grains et autres matières premières destinées à l'alimentation animale. La transformation secondaire à partir de farines de céréales se fait par des groupes comme *JB*, la division « produits de grande consommation » du groupe *Basan*, qui distribue de grandes marques internationales ainsi que ses propres produits (biscuiterie, confiserie, snacks et produits culinaires) fabriqués dans ses usines. *Habibo Mills*, filiale du groupe *Habibo*, est quant à lui le premier producteur de pâtes alimentaires de l'Océan Indien sous les marques *Panzani*, *Francia* et *Rossini*.

Pour les fruits et légumes transformés, *Lecofruit*, la branche « Produits agricoles transformés » du groupe *Basan*, cultive, transforme et exporte des légumes conventionnels ou bio (haricots verts, poireaux, asperges, cornichons, ...). Elle est le deuxième exportateur mondial de la variété de haricots « black eyes ». L'entreprise *Codal* opère des unités agro-industrielles de conserverie à Madagascar.

Dans le secteur des boissons, le groupe *Star*, filiale malgache du groupe *Castel* depuis 2011, est le leader dans la production et la distribution de bières et de boissons gazeuses en Afrique francophone. Elle dispose de quatre filiales (*Brasseries Star Madagascar*, *Malto*, *Sema Eau Vive* et *Nouvelle brasserie de Madagascar*) et son chiffre d'affaires s'élève à 223 MEUR. Le groupe *Vidzar* intervient également dans l'industrie des boissons alcoolisées (rhums *Dzama*, punch et liqueurs). Leur distribution est assurée par la société *Mellis*.

Concernant les produits laitiers, *Habibo Dairy* est le premier producteur local de lait en brique UHT sous la franchise de la marque *Candia* à Madagascar. *Socolait*, du groupe *Basan*, fabrique des produits laitiers à base de lait frais à Antsirabe. *Maurilait*, appartenant au groupe *Eclosia*, propose également une large gamme de produits laitiers (yaourts, glaces, laits stérilisés, yaourts à boire...).

Dans le secteur des épices, *TAF*, du groupe *Taloumis*, est spécialisé dans la torréfaction, le conditionnement et la vente de différentes sortes de café. *Trimeta Agro Food*, une division du groupe *Trimeta*, s'occupe de toute l'activité de sélection, préparation et exportation de vanille et d'épices (girofle, poivre, baie rose, etc.). Son chiffre d'affaires s'élève à 57 MEUR.

Dans la filière du tabac, le groupe *Imperial Brands* (ex-*Imperial Tobacco*) est la filiale de la holding française *Coralma*, elle-même filiale du britannique *Imperial Brands plc*. Il opère dans la filière tabac au travers de 4 sociétés dans une chaîne de valeur intégrée : tabaculture (*Soctam*), traitement en usine (*SITAM*), production de cigarettes (*SACIMEM*, confection et paquetage) et distribution (*PROMODIM*). *FOCUS*, société du groupe *Sipromad* fabrique des cigarettes à partir de tabac semi-fini importé d'Inde.

Filières	Transformation de grains (céréales)	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	LFL (Eclosia) LMOI (Les Minoteries de l'Océan Indien)	Habibo Mills (Habibo) JB (Basan)	Codal Lecofruit (Basan)	Brasseries Star Mada (Star) Compagnie Vidzar (Vidzar) Mellis Distribution (Vidzar)	Imperial Brands (ex Imperial Tobacco) Sipromad Sucoma TAF (Taloumis) Trimeta Agro Food (Trimeta)	Symrise	Habibo Dairy (Habibo) Maurilait (Eclosia) Socolait (Basan)	Avitech (Eclosia) SMTP
Autres acteurs		Croustipain (Trimeta) La grande boulangerie de Madagascar (Trimeta) Salone S.A	Ampalia Coagari Havamad Les fruits de Madagascar Ny Manjary Utam Tropikaly	Food and Beverages Helios Mado Royal Spirits & Cie Sema Eau Vive (Star) Semina	Chocolaterie Robert Menakao Miellerie de la Grande Ile Origines Socobis Takasago	Agroman Bidco Biolandes Tozzigreen	Foo and Beverages L'affinée	Activo Bongou

Figure 3 : Principaux acteurs par filières agroalimentaires à Madagascar (non exhaustif).

Une politique agroalimentaire visant l'autosuffisance sur le moyen terme

Afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, le Plan Emergence Madagascar (PEM, 2023-2048) se fixe comme objectif de moderniser le secteur agricole en orientant la production vers un système agro business grâce à : i) La mise en place de Centres d'Appui à l'Agribusiness (CABIZ) ; ii) le développement de l'agrobusiness par la mise en place des Zones d'Émergence Agricole (ZEA), de Zones de Transformations Agricoles (ZTA) ou d'Entreprises Franches de Transformation Agricoles (EFTA) et iii) la création d'un tissu industriel de transformations dans les zones productives.

Le Plan National d'Investissement pour l'Agriculture, l'Élevage et la Pêche (PNIAEP), vise à rendre la production agricole malgache compétitive et durable d'ici 2025-30, en intégrant des exploitations familiales et des unités de transformation modernisées pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportation. Les principales interventions de ce programme consistent à développer des infrastructures et des équipements d'accès aux marchés incluant notamment 66 unités de transformation artisanale et industrielle.

Océan Indien – Maurice

Par l'Ambassade de France à Port-Louis



Un secteur agroalimentaire tributaire de matières premières largement importées

L'économie mauricienne est fortement tertiairisée, mais l'agriculture et les industries agro-alimentaires participent à plus de 8 % de la valeur ajoutée produite grâce à différentes filières structurées. L'industrie cannière et de la transformation du thon en sont les moteurs historiques et sont complétées par d'autres filières ou unités de transformation orientées vers le marché local ou régional (volaille, farine...). Néanmoins, ces dernières sont souvent tributaires des importations de produits bruts.

Un secteur agroalimentaire mauricien dynamique mais tributaire des importations

Au cours de la dernière décennie, le secteur primaire mauricien a généré une valeur ajoutée annuelle moyenne de 394 MUSD et l'industrie agroalimentaire de 619 MUSD, contribuant ainsi à 8,2 % du PIB du pays. En raison notamment de la crise de l'industrie cannière, ce poids tend structurellement à diminuer avec une contribution au PIB qui a atteint 6,9 % en 2019, à la veille de la crise sanitaire. L'emploi reste pourtant un enjeu fort. En 2021, le secteur agricole et les unités de transformation agroalimentaire rassemblaient respectivement 29 300 et 17 600 travailleurs, soit 5,7 et 3,4 % des emplois du pays.

Outre l'industrie cannière dont la production est essentiellement destinée à l'export, la filière avicole fait figure d'exception en générant une production de matière première suffisante pour répondre à la demande locale. 49 100 tonnes de viande de volaille (dont 47 500 de poulet) et 218 millions d'œufs (12 000 tonnes) ont été mis sur le marché avec des niveaux de transformation divers.

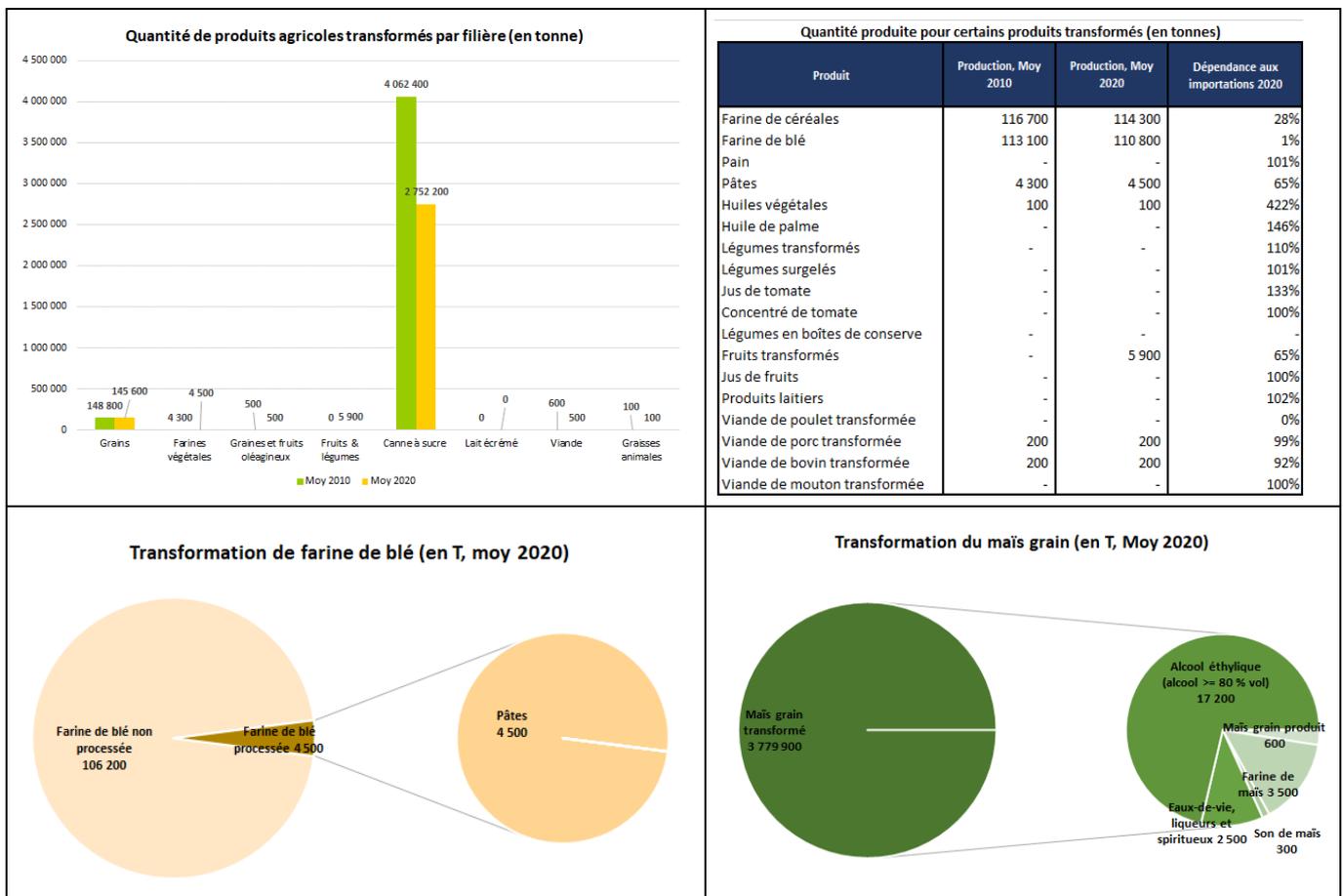


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite) et Voies de transformation de farine de blé (Bas gauche) et de maïs grain (Bas droite) (Source FAO Stat)

La grande majorité des filières de transformation agroalimentaire sont tributaires des importations de matière première brute. Ainsi, si 110 800 tonnes de farine de blé ont été produites à Maurice en 2020, le blé était importé de France et d'Allemagne. De même, le lait, vendu en poudre mais également sous forme reconstituée ou de laitage, est importé principalement de Nouvelle-Zélande, tandis que les huiles végétales, raffinées et emballées localement, proviennent majoritairement d'Argentine ou d'Égypte. Outre les quelques sites industriels qui participent à la transformation et à la valorisation de ces différents produits, de nombreux biens agroalimentaires sont importés dans leur forme finale par les distributeurs. Ainsi entre 2010 et 2020, Maurice a importé en moyenne chaque année 1,1 Mds USD de biens alimentaires, soit 22 % de ses importations.

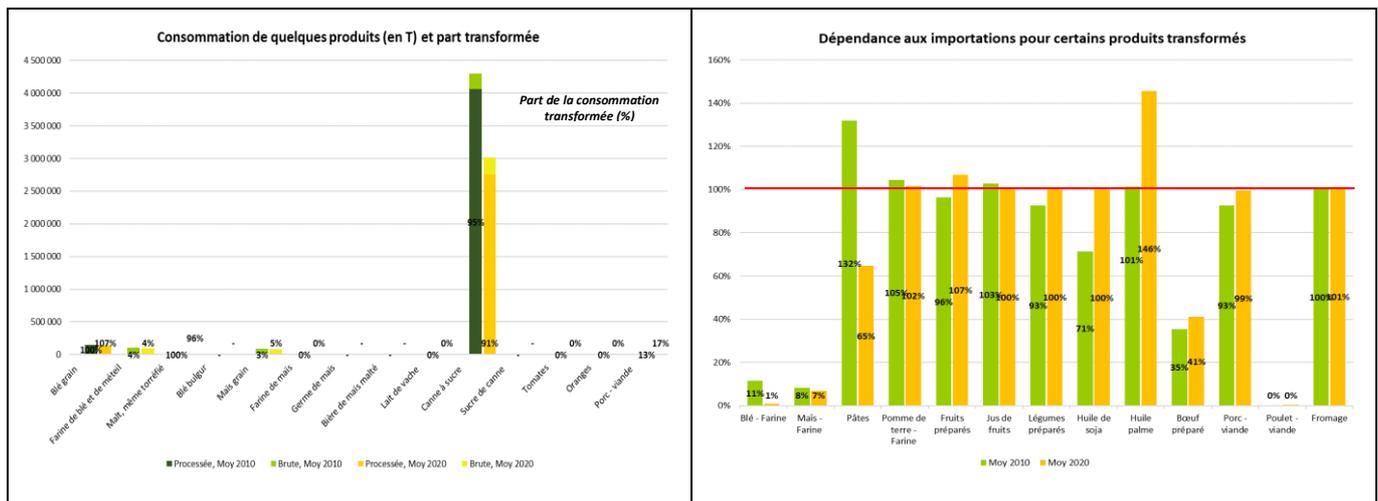


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Une industrie agroalimentaire réduite mais structurée et moderne

Le secteur agroalimentaire mauricien est constitué de plusieurs acteurs importants, représentant une part significative du marché : *Eclosia* et *Innodis* étant les deux conglomérats majeurs du pays. *Eclosia* opère notamment la seule minoterie du pays, *Les Moulins de la Concorde*, qui se positionnent en leader sur le marché, grâce au contrat annuel d’approvisionnement de la *State Trade Corporation*, entreprise publique qui commercialise une farine de blé subventionnée aux professionnels et aux particuliers. Le groupe possède également des unités de production de conserves de plats préparés (conserves, surgelés...) via l’entreprise *New Maurifoods* et de produits laitiers avec *Maurilait* qui produit notamment sous les marques françaises *Candia* et *Yoplait*. Enfin, il s’impose comme un acteur majeur de la production et de la transformation de volaille avec *Avipro*. Sur ces derniers secteurs, *Eclosia* est en concurrence directe avec *Innodis* qui opère *Innodis Poultry* (volaille et œufs) et *DairyMaid* (crèmes glacées...), *DairyVale* (yaourts...). Plusieurs autres acteurs importants complètent le secteur de la transformation agroalimentaire à l’instar de *Moroil* (huiles alimentaires), de *T&T International* (production de pâtes sous la marque *Apollo Noodles*) ou encore de *Phoenix Beverages* et *Quality Beverages* (boissons notamment avec les licences, respectivement, des marques de *Coca-Cola* et de *Pepsico*). Ces industriels sont pour la plupart membres de l’*Association des Manufacturiers Mauriciens (AMM)*. Parmi ces initiatives, elle déploie le label *Made in Moris* qui valorise les produits transformés localement (notamment agro-industriel) et bénéficie d’une notoriété solide.

Toujours considérée comme un pilier de l’économie mauricienne, la filière cannière se contracte cependant depuis le début des années 2000 sous la pression du secteur immobilier et en raison d’une forte compétition internationale. Ainsi, entre 2002 et 2022, la production de sucre a diminué de plus de moitié passant de 521 000 tonnes produites à 233 000 tonnes (-55,3 %), en raison d’une baisse équivalente de l’approvisionnement en canne. Cette situation a provoqué la fermeture de plusieurs sucreries et notamment celle de Médine à l’Ouest de l’île en 2019. Afin de préserver cette filière historique, les acteurs travaillent à une montée en gamme de la production avec la mise sur le marché de sucres spéciaux ou de rhums. Ces mesures, couplées à un fort engagement du gouvernement et un redressement du cours mondial du sucre, ouvrent des perspectives d’amélioration. La filière domine cependant le secteur agricole en occupant 39 000 hectares, soit 83 % des terres cultivées, réparties entre quelques grands domaines et plusieurs milliers de petits planteurs. La

transformation du sucre est assurée par trois sucreries respectivement détenues par les groupes *Altéo* (Est) conglomérat également présent en Tanzanie et au Kenya, *Terra* (Nord) et *Omnicanne* (Sud). Chacun des sites intègre une valorisation des sous-produits, notamment de la bagasse et de la paille de canne en énergie et de la molasse en éthanol. *Omnicanne* possède également la dernière raffinerie du pays qui transforme le sucre de canne brut en sucre blanc. Ces groupes ont également fait face à la crise en portant des investissements dans le secteur du sucre sur le continent africain, notamment en Tanzanie et au Kenya pour *Altéo* et en Côte d'Ivoire pour *Terra*.

La filière de la transformation du thon constitue un autre pilier de l'industrie agro-alimentaire mauricienne. La majeure partie de la pêche est réalisée dans les eaux mauriciennes et de l'Océan Indien par les armateurs *SAPMER* (France) et *Albacora* (Espagne) qui opèrent respectivement trois et un thoniers senneurs sous pavillons mauriciens. Néanmoins, leurs productions ne parviennent pas à répondre à la demande d'un secteur de la transformation structuré autour du site de *Princes Tuna Mauritius*. Cette conserverie détenue par la groupe mauricien *IBL* et le japonais *Mitsubishi corporation*, traite en moyenne 100 000 tonnes de poisson par an et emploie 4 200 personnes. Le « cluster seafood » est complété par plusieurs usines de valorisation des produits de la filière dont *Mer des Mascareignes* (surgelés), *Cervonic* (huiles de poisson), *Marine Biotechnology Products* (farine et huile de poisson). Cette intégration se poursuit avec la création d'une unité de production d'énergie par méthanisation.

Filières	Transformation de grains	Transformation de farines végétales	Fruits et légumes transformés	Boissons	Sucre, chocolat, café, thé	Huiles et graisses animales et végétales	Produits laitiers	Viandes et produits de la viande
Principaux acteurs	Les Moulins de la Concorde			Phoenix Beverage Quality Beverages	Altéo Omnicanne Terra	Moroil	Maurilait Dairy Vale / Dairy Maid	Avipro Innodis Poultry
Autres acteurs		T&T International Food	New Maurifood Proxy fresh	Les Vergers de Labourdonnais Maurilait Oxenham	Corson Tea Estate Société usinière de Bois Chéri	Quality Beverages		Inicia La Charcuterie Isle de France New Maurifood
Groupements Associations	Association des Manufacturiers Mauriciens (AMM)	AMM	AMM	AMM	AMM	AMM	AMM	AMM Mauritius Meat Producers Association

Figure 2: Principaux acteurs par filières agroalimentaires à Maurice (non exhaustif).

Le secteur privé comme moteur de développement des filières agro-alimentaires

Dans la présentation du budget 2023-24, le ministère des finances a annoncé une enveloppe de 40 MEUR pour soutenir le secteur agroalimentaire (contre 60 MEUR pour l'exercice précédent). Ce soutien porte essentiellement sur l'agriculture avec de nombreuses subventions sur les engrais, les semences, le bétail et l'alimentation animale. La filière cannière bénéficie également d'un soutien actif avec des solutions de financement offertes aux petits planteurs par les *Cane Development Revolving Fund Scheme* et le *Cane Replantation Scheme*. Elle est également soutenue par une revalorisation du prix de l'électricité issue de la biomasse, qui occupe une part majeure dans son modèle économique.

Compte tenu de la taille réduite du marché mauricien, l'intégration régionale est portée par les industriels comme une solution pour soutenir leur croissance. Cette stratégie est adoptée par plusieurs groupes qui exportent une part importante de leurs productions dans la région Océan indien à l'instar *T&T International Foods* pour ses nouilles instantanées *Apollo* ou des *Moulins de la Concorde* pour leurs farines. Certaines entreprises ont, à l'inverse, fait le choix d'investir à l'étranger dans des sites de production : c'est le cas de *Maurilait* qui dispose depuis 2020 d'une usine de yaourt sous franchise *Yoplait* à Andranotapahana (Madagascar) ou de *Phoenix beverages* qui domine le marché des eaux en bouteille à La Réunion avec son site *Edena*.

Océan Indien –Seychelles

Par le SE de Tananarive



Un secteur agroalimentaire qui repose essentiellement sur les poissons et les boissons

La transformation et la fabrication de produits alimentaires se limite aux Seychelles à deux secteurs d'activité : la fabrication de produits issus de la pêche ainsi que la fabrication de boissons. Pour les autres produits agroalimentaires, le pays est largement dépendant des échanges internationaux. La France occupe une place importante dans les échanges agroalimentaires avec les Seychelles, et notamment concernant l'importation de produits de la pêche transformés dans l'archipel.

Poissons et boissons, les principaux produits transformés aux Seychelles

L'agriculture représente environ 2 % du PIB des Seychelles, et l'industrie agroalimentaire se concentre sur deux secteurs. Les filières de transformation les plus importantes concernent ainsi les produits issus de la pêche et les boissons.

La transformation de produits issus de la pêche représente près de 3,95 % du PIB des Seychelles, pour un montant de 59,9 MEUR. 47 385 tonnes de conserves de thon ont ainsi été produites en 2021. La conserverie de thon *Indian Ocean Tuna* (IOT), détenue à 40 % par le gouvernement des Seychelles et à 60 % par l'entreprise thaïlandaise de pêche et de transformation de produits de la mer *Thai Union*, est l'une des plus grandes du monde avec une production moyenne de 1,5 million de boîtes de thon par jour.

La fabrication de boissons représente 26,6 MEUR soit 1,75 % du PIB national. En 2021, 108 600 hl de boissons non alcoolisées et 54 500 hl de bière ont été produits. Le marché est notamment dominé par *Seychelles Breweries*, du groupe *Diageo*, qui produit à la fois des boissons non alcoolisées et de la bière sous la marque *SeyBrew*. L'essentiel de la matière première (malt notamment) est néanmoins importé.

La fabrication d'autres aliments contribue à hauteur de 3,3 MEUR soit 0,22 % du PIB seychellois. Avec une nouvelle usine de production établie en 2019, l'entreprise laitière d'origine mauricienne *Maurilait Seychelles Ltd* opère sous la franchise *Yoplait*. L'entreprise *Tropeko* produit par ailleurs de l'huile de coco.

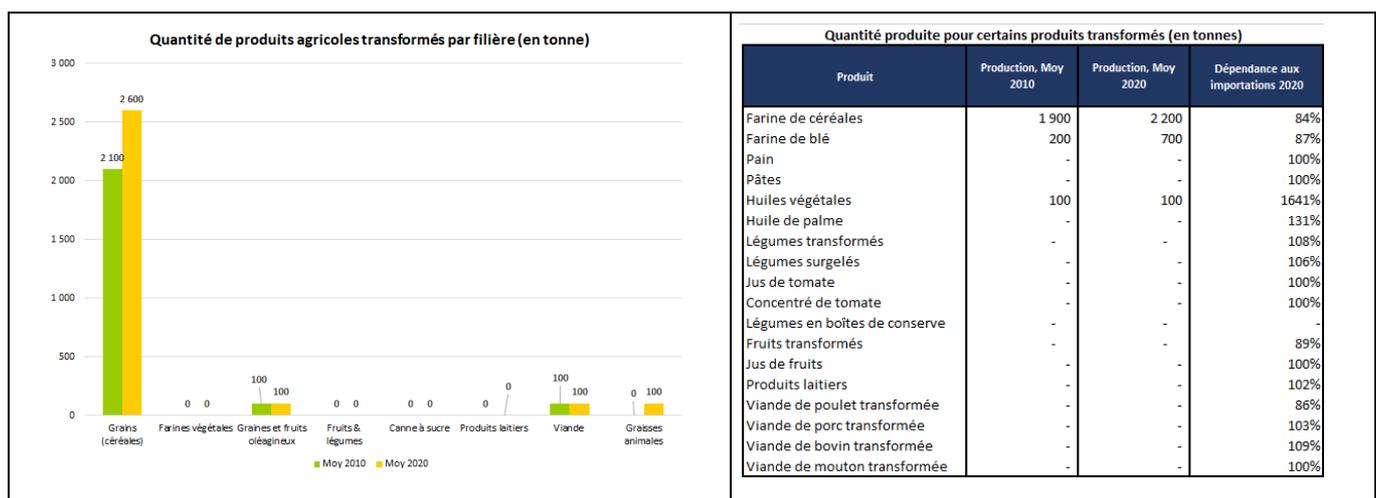


Figure 1 : Production transformée par catégories (Haut gauche et droite) (Source FAO Stat)

La filière agroalimentaire au cœur des échanges franco-seychellois

Les Seychelles ont une économie ouverte aux échanges et aux investissements internationaux. Le pays est largement dépendant des importations pour l'ensemble des produits transformés : viande préparée, huile, fruits et légumes préparés. Les exportations issues de la pêche représentent près de 84 % du total des exportations de l'archipel et concernent pour la plupart des produits transformés. L'exportation de conserve de poissons représente 91 % du total, traduisant ainsi les efforts des autorités de structurer et valoriser la filière. Quatre pays concentrent 87 % des exportations : la France (43 %), le Royaume-Uni (26 %), l'Italie (12 %) et l'Allemagne (7 %).

Les produits issus de la pêche concentrent une grande majorité des échanges franco-seychellois. Les importations de produits agroalimentaires depuis la France représentaient 10,81 MEUR en 2022, soit 24 % des importations totales depuis la France, en forte baisse de 43 % depuis 2021 principalement en raison de la forte diminution des achats de produits issus de la pêche et aquaculture (-98 %, -11MEUR). Le vin (3,82 MEUR), les plats préparés (1,68 MEUR) et les produits laitiers (1,48 MEUR) sont les principaux produits agroalimentaires importés depuis la France par les Seychelles en 2022. Les exportations de produits agroalimentaires vers la France représentaient 128,3 MEUR en 2022, soit 82,15 % des exportations totales vers la France, en augmentation de 14,31 % par rapport à 2021. Cette augmentation s’explique par la hausse des ventes de conserves de poisson (pêche dans les eaux territoriales), qui représentaient 126,28 MEUR en 2022.

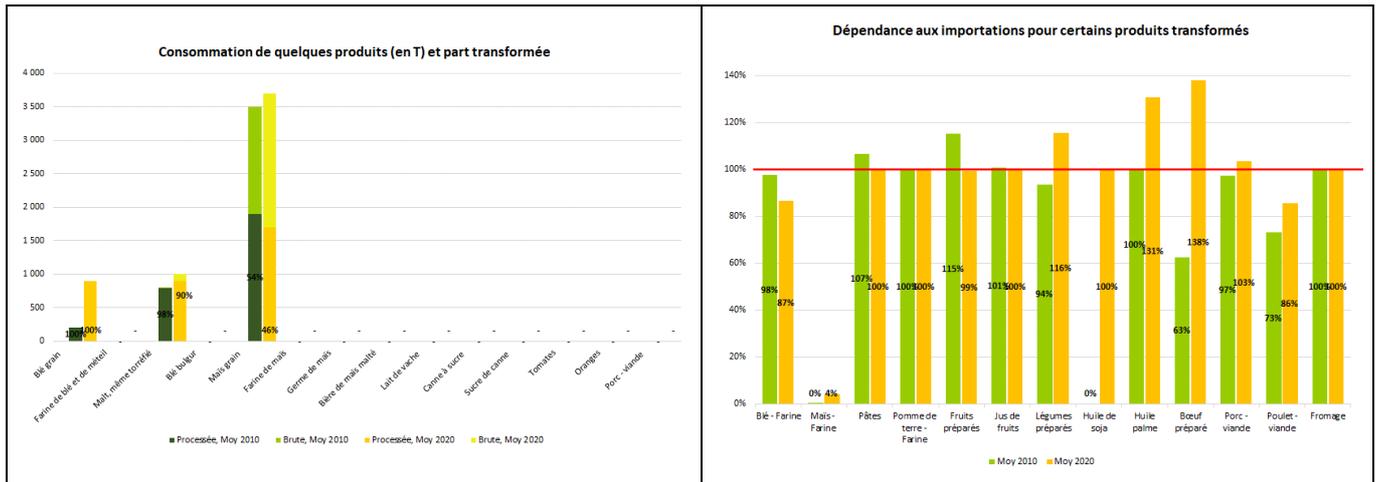


Figure 2 : Quantité consommée (brute ou transformée) pour quelques produits (Gauche) et Dépendance aux importations du pays pour certaines denrées transformées (Droite) (Source FAO Stat)

Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
<i>Population (M hab.) BM 2021</i>	0,8	28,9	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) BM 2015-2021</i>	2,0	2,5	0,1	1,2
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	164	147	49	23
Macroéconomie				
<i>PIB (Mds USD) FMI 2022</i>	1,2	15,1	11,5	2,0
<i>PIB par habitant (USD) FMI 2022</i>	1299,7	521,6	9111,6	20265,7
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI 2022</i>	3,0	4,2	6,1	10,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2022</i>	11,4	9,8	10,2	4,1
Finances Publiques				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2022</i>	-6,5	-6,5	-6,0	-2,9
<i>Dette publique (%PIB) FMI 2022</i>	34,5	53,8	90,9	64,9
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI 2021</i>	32,4	30,3	17,9	27,0
Echanges				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED 2021</i>	-22,8	-11,8	-28,5	-46,0
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	33,0	424,6	432,9	49,0
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	3,8	692,2	263,3	136,2
<i>Balance courante (%PIB) FMI 2022</i>	-10,5	-5,4	-13,0	-6,6
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2020</i>	18,6	3,7	2,6	0,8
<i>Réserves de change (mois d'import) BM 2021*</i>	9,6	5,5	9,5	4,4
Développement				
<i>IDH BM 2020</i>	0,55	0,53	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance ONU 2015-2020</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (< 1,90 USD/jours, %) BM 2018*</i>	19,1	78,9	0,2	0,5
<i>Emissions de CO² par habitant (tonnes) BM 2019</i>	0,4	0,1	3,3	6,2
Notation Dette Souveraine				
<i>S&P</i>	-	B-(+)	-	-
<i>Moody's</i>	-	-	Baa3	-
<i>Fitch</i>	-	-	-	B+
Politique Monétaire				
<i>Taux directeur*</i>	2,16	13,00	4,50	2,00

*Dernière donnée disponible



Contacts

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Pour toute la zone, le Conseiller aux Affaires Agricoles est Vincent ABT vincent.abt@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international